

CASSE-RÔLES

N° 31 ■ Février-avril 2025

Journal féministe et libertaire à prix libre

JE TAIS SOUS
EMPRISE
IL EST
INFLUENCABLE
C'ETAIT
L'EXOTISME

UN GARÇON
SI GENTIL
SI NAÏF
C'EST UN GENTIL
GARÇON
JE NE SUIS PAS COMME
C'EST PAS MOI
ÇA

VIOLE

Dossier:
Masculinistes

« Les monstres, ça n'existe pas, c'est nous, nos amis, nos pères, c'est ça qu'on doit regarder. On est pas là pour les éliminer, on est là pour les faire changer. Mais il faut passer par un moment où ils se regardent, où on se regarde. » Adèle Haenel

La banalité du mâle, la banalité de la sexualité toxique des accusés des viols du procès de Mazan dans le déni des actes commis... **« C'est sa femme, il fait ce qu'il veut avec elle. »** Cinquante et un hommes de 26 à 74 ans, pompier, professeur, journaliste, infirmier, une affaire hors normes ou le reflet d'une société où l'on continue de vérifier la maxime du marquis de Sade : **« Il n'est point d'homme qui ne veuille être despote quand il bande » ?**

La leçon que nous pouvons retenir de ce procès est que, depuis le XVIII^e siècle, les progrès sont minces. Les attitudes et comportements actuels minimisent toujours, normalisent, voire encouragent le viol. Et ce n'est pas le mince programme d'Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité (Evars), déjà objet de nombreuses polémiques, qui risque de changer les manières de faire !

Pour balayer les miasmes nauséabonds des discours masculinistes, sur lesquels nous nous sommes penché-es dans ce numéro, et les affligeantes représentations de femmes victimes et battues à travers le monde, nous est venue l'envie d'évoquer les femmes battantes qui, aujourd'hui, refusent la victimisation et se battent contre les oppressions et les mentalités rétrogrades. Ce sera le dossier de notre prochain numéro.

CASSE-RÔLES



Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social* : chez Michèle Gay
12, rue du Colonel Rol-Tanguy
87000 Limoges

*Attention : pour des raisons pratiques,
le siège social de l'association a changé.

Ont participé à ce numéro :

Albertine,
André, Annie, Belén, Christine, Colette,
Élisabeth G.-C., Élisabeth F., Fabienne, Gamal,
Grégory, Jacqueline, Jean, Kevin, Laurence,
Margaux, Marie-Hélène, Michèle G.,
Michèle M., Mimmo, Mohamed, Patric, Sagna,
Solange, Véronique

Couverture :

Maquette, mise en page, correction :

Jean-Marc B., Solange

Les informations contenues dans ce numéro ont
été arrêtées fin décembre 2024

Abonnements et contacts :

p. 66
Imprimerie :
Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et
autrices

CONTRIBUTIONS... Vous souhaitez nous adresser un article,
des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro
de *Casse-rôles* (n° 32, sortie 1^{er} mai 2025) :
vos propositions devront nous parvenir pour le 25 mars !

MAYOTTE, Chido

Rédigé dans les jours d'urgence et d'inquiétude, consécutifs au cyclone Chido qui a frappé l'île de Mayotte le 14 décembre dernier, cet article, rédigé par Gamal Oya, tente de se frayer un passage critique au travers des indignités et autres infamies dont les ressortissant·es des trois autres îles de l'archipel des Comores sont une fois de plus la cible de la part de l'État français, de la classe politique « mahoraise » et de la plupart des médias de masse. Ce texte est paru initialement sur le site culturel comorien¹, voué à la promotion du « fait archipélique dans le vaste monde ».

SUITE AU CYCLONE CHIDO, survenu dans l'archipel des Comores, le récit s'accélère avec les mots de l'Autre. Le réel est retranscrit en direct live par les autorités françaises, qui se prétendent « seul maître » du drame comorien qui se joue. Les réactions, sidérantes souvent, annoncent une énième page à tourner du drame colonial.

Les populations comoriennes de Mayotte comprennent les natifs de toutes les îles de l'archipel [des Comores], quoi qu'en



disent les promoteurs de Mayotte française. Les interactions sociales, familiales, économiques sont telles que la nationalité ne devient un opérateur de tri que pour la gouvernance depuis la métropole et les jeux et discours politiques des activistes, note Daniel Gros (*Mayotte la 1^{re}*, 2 décembre). La désolation laissée par le cyclone Chido du 14 décembre 2024, les populations les plus précaires de Mayotte, « clandestines » ou pas, la subissent en partie depuis plusieurs années: Shikandra (2019-2020), Wuambushu (2023-2024), Place nette (2024), autant d'opérations militaro-médiatiques de « décasages », de démantèlement de leurs conditions matérielles d'existence, aussi rudimentaires soient-elles, de destruction de leurs espaces domestiques et vicinaux de sociabilité, aussi abandonnés soient-ils à l'indigence, notamment des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement.

1. À retrouver en entier sur

<<https://muzdalifahouse.com/2024/12/23/chido-un-cyclone-colonial/>> et aussi sur le site d'OCL: <<https://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article4328>>.

PARIS, JO 2024



Sur le site Le Revers de la médaille, on peut lire: « 20 000 personnes expulsées: l'amer bilan social des Jeux 2024 de Paris. »

CE COLLECTIF publie un rapport documentant la situation des personnes à la rue ou en habitat précaire avant, pendant et après les Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Il met en lumière le nettoyage social que la capitale a subi, et qui continue...

« 20 000. C'est le nombre de personnes expulsées, que le collectif Le Revers de la médaille a affiché sur la tour Eiffel, dimanche 3 novembre, au cours de sa dernière action. Le collectif est né à l'initiative de Médecins du monde et rassemble une centaine d'associations comme Utopia 56, La Cimade ou encore le collectif Les Morts de la rue.

19 526 personnes ont ainsi été déplacées pour accueillir les Jeux olympiques et paralympiques (JOP). Des personnes en situation de précarité qu'il fallait invisibiliser, jugées « indésirables ». Maintenant que la fête est finie, l'heure est au bilan, dans un rapport qui vient d'être publié, et le constat est amer. »

<https://lereversdelamedaille.fr/wp-content/uploads/2024/11/Rapport-final-Le-revers-de-la-medaille-4_11_24_compressed-1.pdf>.

Hurllement contre un massacre

Vous n'avez rien compris, ou vous mentez, vous qui nous parlez « d'importation du conflit israélo-palestinien ».

Vous inventez des concepts, vous prétendez réfléchir, mais vous réfléchissez avec vos pieds et encore, ce sont des pieds qui ne marchent pas, sauf s'ils portent des chaussures militaires.

CETTE OUTRANCE MEURTRIÈRE ivre de rage est menée en notre nom à nous, « Occident ». À nous, les « non-musulmans », les « non-Arabs ».

Si vous croyez que nous ne le savons pas. Si vous croyez que nous ne voyons pas quel genre de fraternité on a entendu recréer en France depuis dix ans.

Si vous pensez que nous sommes toutes et tous devenus idiots au point de ne pas voir ce qui se cache aussi derrière ces nouvelles croisades. Derrière la haine de « l'Arabe », bien tenace et réelle, la haine de ce que « la gauche » a pu un jour porter comme horizons, comme espoirs d'émancipation, de luttes contre le capitalisme, comme rêves d'égalité. La crainte qu'elle puisse se renouveler et reprendre de la force. Il n'est jusqu'à nos sœurs assassinées et violées dont vous utilisiez les dépouilles pour asseoir sans vergogne cette haine.

Mais est-ce que nous vous avons demandé cela, nous les pauvres imbéciles d'ici ?

Est-ce que vous croyez que nous avons toutes et tous eu assez peur de tout, partout, et surtout des « Arabes », qu'on a appelé ensuite « musulmans », puis « islamistes », pour que vous receviez notre bénédiction pour baigner dans le sang et la poussière cette Dresde orientale ?

Est-ce que vous croyez que nous avons assez perdu pied pour rire devant les photos de vos soldats singeant des habitants morts ou enfuis, dans leur propre maison ?

Est-ce que vous croyez que nous avons oublié vos fausses fioles d'armes chimiques brandies à l'ONU, vos accords avec les Talibans, pour ne pas douter une seconde de la justesse de votre « cause » ?

Est-ce que vous croyez que nous sommes si lâches et si intoxiqués par votre propagande que vous avez notre bénédiction pour la pluie de bombes et de feu qui déferle sur le Liban ?

Est-ce que vous croyez que nos cerveaux sont tellement anéantis que nous ne voyons pas les cadavres, que nous ne vous en tiendrons jamais rigueur, de tous ces morts, ces brûlés, ces estropiés, ces effrayés à vie, s'ils vivent ?

Et tout ça « en notre nom », même si ça n'est pas dit explicitement ? Ça n'est pas dit, mais c'est bien compris, sachez-le.

C'est bien compris que cette grande douleur, puis cette furie vengeresse, se sont rapidement transformées en une

« guerre de civilisation », le plus terrible, le plus sanglant, le plus écœurant oxymore du monde ressurgi des tréfonds du XX^e siècle. Un massacre des innocents, même si vous marquez que personne n'est innocent. C'est bien compris – bien noté – bien entendu.

Gardez-la vous, votre folie meurtrière, votre dévastation de toute chose. Gardez-le, votre mépris de la vie, des oiseaux, des enfants, des roses et des oliviers. Gardez-la, votre haine et étouffez-vous avec surtout. C'est parce que vous commettez toutes ces horreurs en notre nom que nous sommes particulièrement révoltés d'horreur et de dégoût. Poutine, à qui vous ressemblez comme deux gouttes d'eau, avait déjà fait cela en Tchétchénie. Aujourd'hui qu'il s'en prend à l'Ukraine, porte avancée de l'Europe, au nom de la seule Russie, tout le monde est révolté, mais à l'époque de la Tchétchénie où il luttait au nom de « nos civilisations », tout était pardonné.

Aujourd'hui, Nasrallah est mort. Sinouar est mort. Est-ce que cela vous arrête ? Non pas du tout. Au contraire.

Alors ce n'est pas une « importation du conflit ». C'est une exportation du dégoût que cet enfer sur terre nous fait vivre chaque jour. Une régurgitation d'un conflit qui est tout sauf « local », sauf « national ».

Vous nous appelez « wokistes », « islamo-gauchistes », « idiots utiles de l'islamisme » et j'en passe.

Je vous crache dessus.

Nous nous appelons humains. Simplement humains.

La marée de plomb, de phosphore, de feu, de coups, de drones... que vous activez sans trêve, hélas, nous l'avions prévue, nous qui observons depuis des années maintenant le dépérissement de votre morale, l'appauvrissement de votre démocratie, le pourrissement de votre culture. Nous savions que cette fois-ci ce serait la grande, la terrible, l'interminable boucherie à venir. Cette fois-ci, ce serait « la bonne ». Tout était aligné : crimes d'une noirceur daeshienne, extrême droite partout ou presque, lavage de cerveau général sur la colonisation, haine universelle des « Arabes » savamment entretenue depuis vingt ans partout dans le monde, position économique centrale en Europe, dilemmes philosophiques résolus à coups de marteau, sans que plus personne ou presque moufte.

« Tout est près, les pires conditions matérielles sont excellentes. Les bois sont blancs ou noirs, on ne dormira jamais¹. »

C'est cela, votre folie si prévisible, qui pour beaucoup nous a empêchés, avec une grande souffrance, avec des déchirements intimes si violents, de pleurer vos morts, qui étaient aussi les nôtres. Nous étions sidérés d'effroi par la prévision du massacre à venir. C'est cela, ce carnage à venir tellement évident, qui nous a retenus malgré nous, de compatir totalement pour ces pauvres corps, pour ces otages. Cela qui nous a rendus prudents dans l'expression de notre désarroi et de notre condamnation morale. Qui nous a privés pour certains de la meilleure part de nous-même. Nous savions. Nous savions que cette fois, vous le feriez, réduire la Palestine et le Liban et leurs populations et leurs habita-

tions et leurs mondes, en poudre. Au mépris, même, des vies desdits otages. En piétinant le droit international humanitaire. Que vous pulvériseriez cette partie du monde, et ce sans que nos gouvernements trouvent rien à y redire, mais même, vous y encouragez. Vous fournissent les armes. L'argent. Le soutien. Les excuses.

C'est avec une honte et un désespoir immense que je me lève désormais chaque matin, que je me couche chaque soir. À cause de vous. À cause de vous que chaque jour l'envie de mourir à mon tour me prend les tripes. Pour la première fois de ma vie, je comprends Stefan Zweig. C'est le désespoir. Mais ce qui me retient de me tuer, c'est de vouloir vous insulter.

Et d'essayer.

**Invitée, le 9 octobre 2024,
de l'émission La Grande
Librairie sur France 5, où
elle présentait son dernier
et remarquable ouvrage
*Résister à la culpabilisation.
Sur quelques
empêchements d'exister*
(La Découverte, 2024), Mona**

**Chollet a lu, « droit dans les yeux », ce texte qu'elle a écrit pour la Palestine – un poème
d'amour et de révolte, qu'elle a autorisé *Orient XXI* à publier, et que nous reprenons.**

Essayer de sauver l'humanité. De sauver son âme (si on en a une). Et hurler chaque jour « Non, pas en notre nom ».

Élodie Tuaillon-Hibon

Avocate au Barreau de Paris

(Billet de blog Médiapart, 20 octobre 2024)

<<https://blogs.mediapart.fr/elodie-tuaillonhibon>>.

1. André Breton, *Manifeste du surréalisme*.



Peut-on aimer un pays
Qui n'est même pas un pays ?

Un pays
Dont on n'a jamais foulé le sol
Un pays avec lequel on n'a,
Pour tout lien physique,
Qu'une lampée d'huile d'olive
Parsemée de zaatar
Qui caresse le gosier
Qui enchante les papilles de sa verdure

Un pays
Dont on regarde de vieilles photographies,
Le cœur battant,
En y cherchant le visage de ses ancêtres
Au détour d'une ruelle de Jérusalem

Peut-on aimer un pays
Que tant de gens autour de soi
Se réjouissent de voir brûler
Un pays défiguré, englouti par la corrosion d'un seul mot :
« Terroriste »

Un pays d'enfants radieux
Transformés en pantins mutilés
En cadavres poussiéreux

Un pays dont le nom, à lui seul,
Constitue une offense
Dont le drapeau peut vous mener au commissariat
Dont les habitants
Pèsent moins qu'une plume
Sur la balance des vies humaines

Peut-on aimer un pays
Dont même vos amis
Semblent ignorer la part de douceur

Un pays qui vous rend suspecte
Qui vous isole dans le tremblement de votre effroi
Dans le chagrin qui vous réveille la nuit
Dans l'infinie litanie
De souffrances trop vertigineuses
Pour que l'esprit les saisisse

Peut-on aimer un pays entêté
Qu'il serait si facile de renier
Mais qui vous interdit de l'oublier
Un pays qui vous appelle, qui vous oblige
Un pays qui vous demande
De mettre à l'abri ses trésors
Quand vient l'heure inexorable de la destruction.

MAYOTTE. ARCHIPEL DES COMORES

UN FÉMINISME PROCOLONIAL

Françoise Vergès a présenté les enjeux et perspectives d'*Un féminisme décolonial* (La Fabrique, 2019). Cet article expose et discute les équivoques et méfaits d'un féminisme procolonial tel qu'il sévit depuis des décennies à Mayotte, colonie départementalisée depuis 2011 et située au sein d'un archipel dont les trois autres îles, indépendantes en 1975, forment l'Union des Comores (Grande Comore, Mohéli, Anjouan) – confrontée depuis à la violence postcoloniale des coups d'État (naguère orchestrés par le mercenariat français – Bob Denard de sinistre mémoire...) et des coups tordus (obsessionnellement ruminés par une diplomatie françafricaine encore dotée d'un intarissable pouvoir de nuisance).

EN EFFET, à l'issue du référendum de 1974, la population de l'archipel, encore sous administration française, s'exprime massivement en faveur de l'indépendance. Néanmoins, 63 % des votants s'y opposent à Mayotte, sous l'effet d'une double pression : un Mouvement populaire mahorais (MPM), qui milite depuis le début des années 1960 en faveur de « Mayotte française », intimide et persécute par ses milices (les *soroda*/soldats) toutes personnes (souvent issues des trois autres îles, mais pas toujours) jugées favorables à l'unité politique de l'archipel (les *serrelamen*/ceux qui veulent se donner la main), entraînant pour la seule année 1975 l'expulsion et la fuite de plus d'un millier de « Comoriens » ; un lobbying est exercé sans relâche auprès de l'appareil d'État par l'Action française, les réseaux françafricains de Jacques Foccart et autres nostalgiques revanchards du « parti colonial ». En contradiction avec le principe d'intangibilité des frontières coloniales, appliqué partout ailleurs au moment des indépendances, notamment africaines, Paris promeut une loi qui entérine le principe d'un décompte différencié des votes : Mayotte, ainsi séparée de son archipel, reste « française » – en dépit de l'Assemblée générale des Nations unies qui a maintes fois condamné la France, sans effet.

Depuis lors, un spectre hante la fausse conscience « mahoraise » : celui d'une *altérité* « comorienne » qu'elle s'acharne à refouler d'elle-même. L'instauration, en janvier 1995, d'un visa préalable d'entrée à Mayotte pour les ressortissant-es des trois autres îles de l'archipel (le *visa Balladur*) y contribue jusqu'au tragique : entre 300 et 500 euros pour franchir dans un *kwassa* (pirogue à moteur) les 70 km qui séparent Mayotte d'Anjouan, l'île comorienne la plus proche ; plus de 20 000 naufragés morts en mer durant les vingt-cinq dernières années. Par ailleurs, la fabrique administrative du « Comorien » – devenu *illégal* dans une île de son propre archipel – en fait depuis des années la cible de raids villageois au motif de sa *clandestinité* : le maire d'une commune peut par exemple ordonner à ses agents d'incendier les habitations d'« Anjouanais » considérés comme « sans-papiers » (village de Hamouro, octobre 2003). Cynique à souhait, Macron déclare en 2017 : « Le *kwassa-kwassa* pêche peu, il amène du Comorien »... Radicalisées par des col-

lectifs « mahorais », les opérations médiatico-policières de ces dernières années (*Shikandra* 2019-2020, *Wuambushu* 2023, *Place nette* 2024, etc.) mènent à coups de rafles, d'expulsions et autres « décasages » une guerre ouverte aux « Comoriens », aux « étrangers » en situation dite *irrégulière*, sous couvert de lutte contre la délinquance et l'insalubrité.

C'est dans ce contexte que les collectifs de femmes, qui se perçoivent et s'identifient comme « Mahoraises », en opposition aux « Comoriennes », déploient ce que nous nous proposons ici de caractériser comme un *féminisme procolonial*, mis au service d'un maintien de Mayotte au sein de la République française.

Structurés à partir des réseaux villageois de sociabilité matrimoniale, ces collectifs féminins œuvrent certes en faveur d'une égalité *de fait*, par un activisme de premier plan qui leur confère une visibilité sociale, voire une promotion politique, en dissonance avec la domination patriarcale héritée notamment de l'islam arabo-swahili, dans le contexte d'une matrilinearité uxori locale¹ plus favorable à l'expression relative de leur autonomie sociale. Cependant, c'est à partir d'une intersectionnalité en quelque sorte négative, qu'au nom d'un genre lui-même articulé à une identité « mahoraise » politiquement construite envers et contre le reste de l'archipel, les militantes de ces collectifs arguent de leur nationalité française, fût-elle d'origine coloniale, pour revendiquer une égalité des droits (entre Mayotte et la *Métropole*, entre hommes et femmes) dont la condition de possibilité régulièrement avancée n'est autre que la discrimination et l'expulsion de celles et ceux qui sont assimilées à des « Comorien-nes ». C'est pourquoi les discours, pratiques et représentations de ce féminisme procolonial se développent à l'avantage des politiques d'exclusion mises en œuvre par l'État français à destination des « migrant-es », « comorien-nes » ou pas. Dès lors, une promotion « citoyenne » de la femme « mahoraise » se développe en défense d'une tutelle impériale dont la forme *Département* institue le régime intrinsèquement discriminatoire, *Mayotte* n'étant plus que le nom séparé d'une fiction différentialiste qui procède par exclusion, par coupure et par négation de son histoire « comorienne ».

Des « chatouilleuses » aux « Mamans Wuambushu » : une généalogie féminine de la violence procoloniale

Né en 1966, le mouvement dit des *chatouilleuses*² est la branche féminine du MPM en faveur de « Mayotte française ». Historiquement, il réfère à l'activisme anti-« comorien » de femmes organisées sur le terrain en groupes de pression se voulant aussi festifs que vindicatifs. Il prend surtout son essor en 1967 à l'occasion du siège particulièrement virulent de l'antenne locale de l'ORTF, avec le slogan orwellien « Nous voulons rester français pour être libres »... Présidente du MPM durant les années 1970, Zéna M'Déré déclarait : « La France, qui est notre père et notre mère, nous a livrées à un homme qui nous maltraite [Saïd Mohamed Cheikh, alors président du Conseil de gouvernement territorial et originaire de la Grande Comore]. Nous demandons à retourner vers elle³. » Zaïna Méresse, naguère vice-présidente du MPM, agent recruteuse de militantes pour le compte du mouvement et conseillère générale de Mamoudzou de 1977 à 1982, revient sur l'origine de la chatouille (*ufetsa*), terme édulcorant par le folklore une réalité autrement plus conflictuelle. Elle évoque ainsi le sort réservé à Mohamed Dahalani, alors ministre des Finances du gouvernement territorial et originaire de Mitsamiouli (Grande-Comore) : « Les premières arrivées l'entourent à trois ou quatre sans animosité. Elles commencent à se plaindre en douceur. "Pourquoi ne vous occupez-vous pas de Mayotte?... Pas de goudron, pas d'école... pas de travail... pas d'électricité... rien de rien ! Pourquoi Mayotte ne compte-t-elle pas ?" Dix, quinze, vingt femmes arrivaient. On commençait à le toucher, à le féliciter : "Belle cravate ! Beaux cheveux !" Soudain, l'une d'entre nous commence la chatouille sur son côté droit. Très vite, il se tord. On le déshabille : sa veste lui est ôtée et on le chatouille de plus belle. Bientôt, il n'arrivait plus à respirer... » (Jana na Leo, n° 15, 1990). Une autre version de la scène s'achève ainsi : « Imagine, vingt femmes en train de chatouiller quelqu'un ! Il tombait directement par terre. La route n'étant pas goudronnée à cette époque, nous l'arrosions de poussière partout. On lui en mettait dans ses poches, sur sa chemise... Au bout d'un moment, il commençait à suffoquer... Et là, on le laissait partir pour ne pas le tuer. » L'historienne comorienne Mamaye Idriss commente : « Avec la chatouille, les femmes utilisent leur corps comme une arme pour déviriliser les hommes et les ridiculiser. L'homme chatouillé est perçu comme émasculé, du fait de son impuissance face aux femmes qui inversent ainsi les rapports sociaux de sexe. Elles mettent ici l'accent sur une opposition de genre qui s'impose avec la mise en avant des femmes par les leaders du MPM dans le combat pour Mayotte française⁴. »

À l'époque, des femmes président le MPM dans chaque village ; « elles réglementent la vie locale et exercent une fonction de contrôle sur les opposant-es au mouvement départementaliste⁵ ». Si



cette visibilité, voire cette préséance acquise par la femme « mahoraise », joue en faveur de sa promotion politique et sociale, c'est en raison d'un activisme procolonial fondé sur l'invisibilisation systématique de son *alter ego* « comorienne », comme en attestent les campagnes d'intimidation, d'ost-racisation et de harcèlement mises en œuvre par les *chatouilleuses* à l'encontre de toute personne acquise au principe d'une indépendance nationale réunissant les quatre îles de l'archipel comorien : « [En novembre 1966], la nommée X a réuni plusieurs femmes de la localité et ensemble elles se rendirent chez Y [une serrelamen], pénétrèrent dans son habitation et jetèrent dehors du mobilier et des objets divers. Puis, s'adressant aux nombreuses personnes du village qui s'étaient rassemblées, la nommée X a déclaré : "Au nom des Mayottais [sic], apprenez que Y et sa famille ne doivent plus à compter de ce jour avoir aucun rapport avec la population de Mayotte qui doit les ignorer"⁶. »

De fait, l'émancipation fictive des unes s'établit dès l'origine sur l'éviction bien réelle des autres. Dans les années 1990, dans le sillage d'une « marche verte » de 5 000 personnes contre la présence de « Comorien-nes » jugé-es *clandestin-es* à Mayotte, et en soutien au député Henri Jean-Baptiste, ainsi qu'aux élus du Conseil général, menant alors auprès de l'État français une campagne de lobbying en faveur d'un visa *préalable* à l'entrée des « Comoriens » à Mayotte (ce qui n'était pas le cas auparavant), les *chatouilleuses* du MPM manifestent à quai afin d'empêcher des ressortissant-es comorien-nes en règle avec l'administration française de débarquer... En 2001, à Sada, plusieurs centaines de femmes « mahoraises » entreprennent de chasser les travailleurs et travailleuses « comorien-nes » de la ville, celles qui refusent de prendre part à cette traque étant menacées du boycott de leur mariage⁷...

C'est pourquoi la figure de la *chatouilleuse* ne manque pas d'être à nouveau mobilisée dans le contexte de *Wuambushu*. *Le Figaro* commente ainsi le rassemblement du 29 avril 2023 à Mamoudzou d'un millier de personnes, dont majoritairement des femmes, en soutien à l'opération : « Le retour des femmes "chatouilleuses" » (*lefigaro.fr*, 1^{er} mai). Et Safina Soula, porte-parole omniprésente du *Collectif des citoyens de Mayotte 2018* de déclarer : « Nous sommes la dernière génération des *chatouilleuses* » (*Mayotte la 1^{re}*, 19 janvier 2024). Outre la pression

1. Formation anthropologique au sein de laquelle le mari quitte la maison de sa mère pour venir habiter dans celle que l'épouse hérite de la sienne.

2. Cf. Mamaye Idriss, « Le mouvement des chatouilleuses : genre et violence dans l'action politique à Mayotte (1966-1976) », *Le Mouvement Social*, n° 255, 2016, p. 57-70.

3. *Ibid.*, p. 66.

4. *Ibid.*

5. M. Idriss, « "Des colliers de fleurs pour les hommes... et pour les femmes !" : L'insertion des femmes dans les nouvelles institutions de Mayotte (1976-2018) », *Carnets de Recherches de l'Océan Indien*, n° 5, 2020.

6. Cité in M. Idriss, 2016, *op. cit.*, p. 63.

7. Cf. Laurent Decloitre, « Les feux de la haine à Mayotte », *Libération*, 13 novembre 2003.

➔ constante qu'elles exercent à l'encontre de maires jugés peu enclins à soutenir ouvertement *Wuambushu*, c'est-à-dire à livrer les « Comorien-nes » *sans-papiers* à la police, ces nouvelles *chatouilleuses* organisent à travers l'île plusieurs manifestations, notamment le 29 avril 2023 à Mamoudzou devant le Comité du tourisme [!], où deux « Mahoraises » intimement à une « Anjouanaise » de se « jeter à la mer »... (vidéo en ligne). Dès lors, on ne s'étonnera pas que Marine Le Pen, en visite-spectacle dans l'île, les 20 et 21 avril 2024, soit escortée par une soixantaine de « Mamans *Wuambushu* », issues du *Collectif des citoyens de Cavani*, milice pogromiste dont les migrant-es africain-es sont encore et toujours la cible dans les rues de Mamoudzou (suite à la destruction de leur campement aux abords du stade⁸) – au point que, pour l'*Association des Femmes leaders de Mayotte*, affirmer que l'une de ses membres loue une maison à des Africains – ce que l'association outragée s'emploie à démentir dans un communiqué en date du 26 janvier 2024 (*linfokwezi.fr*) – relèverait de « l'insulte » et de « la calomnie », visant de surcroît à « *salir [sic] la réputation d'honnêtes citoyennes qui luttent sans relâche pour défendre les intérêts de la population*

« Mahoraises » une reproduction sociale en forme de rente de situation (matérielle et symbolique), auréolée d'un récit de légitimation (« Mayotte française ») et armée de pratiques discriminatoires qui ont essentiellement pour cible les ressortissant-es « comorien-nes » des trois autres îles de l'archipel.

L'École

Si la politique de scolarisation massive en vigueur dans la colonie départementalisée de Mayotte a pour effet relatif d'augmenter le niveau général de formation des jeunes femmes « natives »¹², elle ne permet qu'à 21 % de celles qui sont nées à l'étranger d'obtenir un diplôme. Du point de vue des *collectifs* de « citoyennes » adeptes de la *préférence mahoraise*, l'enjeu est décisif. En effet, la fonction intégratrice-assimilationniste de l'École républicaine/coloniale fait ici l'objet d'une réappropriation stratégique qui vise à la promotion scolaire de femmes en priorité « mahoraises », et ce dans une double perspective : occuper une position dominante sur le marché insulaire de l'emploi, à l'exclusion des « Comorien-nes » (cf. *infra*) ; pourvoir la fonction publique¹³, le champ politique et les institutions de l'île d'une classe féminine d'encadrement solidement ancrée dans l'héritage historique du départementalisme.



Les Chatouilleuses, photo anonyme, manifestation mars 1975, parue dans *Jana na Leo*, n° 29, 1993, p. 10.

mahoraise... Comme le déclare une activiste « mahoraise » du *Collectif des citoyens de Cavani* à propos des migrant-es africain-es : « *Je vais pas aller avec les cochons..., on est fiers, nous, les Mahorais* »⁹. En toute logique, aussi répugnante soit-elle, Anhya Bamana, fille de l'ancien leader du MPM, Younoussa Bamana, est élue députée RN dans la 2^e circonscription de Mayotte aux législatives anticipées de juillet 2024...

« Les unes contre les autres »¹⁰

Six fronts au moins mobilisent la violence des langages et pratiques de ce féminisme procolonial, en correspondance avec le « sexe de la mobilisation départementaliste » dont parle Mamaye Idriss¹¹ : l'École, la Santé, le Droit, l'Emploi, la Famille et l'Habitat. En effet, ces secteurs s'avèrent particulièrement sensibles du fait des enjeux stratégiques qu'ils comportent en vue d'assurer aux

En 2003 déjà, des « Mahoraises » faisaient irruption dans les classes de deux écoles maternelles afin d'en expulser des enfants considérés comme « étrangers » (même au village). Une dizaine d'établissements voyaient alors leur portail cadenassé ; des maires étaient sommés de rayer des listes d'inscription scolaire les enfants « comorien-nes ». En 2012, des écoles du sud de l'île sont à nouveau investies par des commandos de « Mahoraises » afin d'en chasser les élèves jugés « sans-papiers » : « *On est françaises, on devrait avoir la priorité [d'inscrire nos enfants d'abord]* »¹⁴. Depuis des années, Safina Soula incite à combattre « *les inscriptions frauduleuses d'enfants en situation irrégulière qui constituent le motif principal de la saturation des écoles* » (*lejournaldemayotte.yt*, 22 août 2023). Quant à la députée Estelle Youssouffa (LIOT), qui déclarait comprendre à propos des « Comoriens » jugés *illégaux* qu'on puisse souhaiter « exter-

miner toutes ces vermines» (CNews, 23 avril 2023¹⁵), elle éructe ainsi sa logorrhée raciste : « 80 % des élèves de Mayotte sont des Comoriens totalement illettrés, des bébés barbus [sic], des élèves inscrits au CP en pleine adolescence » (CNews, 23 avril 2023), « en pleine explosion hormonale... barbares en culotte courte » (Sud Radio, 24 janvier 2024). En réalité, la stigmatisation infâme de l'enfant « comorien » prétendument surnuméraire masque mal une indigence chronique des moyens alloués au développement des infrastructures scolaires, à laquelle vient s'ajouter une crise désormais chronique du recrutement, dans le cadre de politiques publiques au rabais en matière d'éducation (à Mayotte comme dans l'Hexagone).

La Santé

Les « nouvelles chatouilleuses » promeuvent et cherchent de fait à imposer une préférence « mahoraise » en matière d'accès au soin, à l'exclusion des « Comorien·nes » dont les corps sont sans doute jugés trop étrangers à l'espace vital du département français. Dans ce cadre, le champ sanitaire devient celui d'une bataille biopolitique qui n'épargne aucune des structures de santé publique. Depuis 2023, les « Mamans Wuambushu » enchaînent les *happenings* et autres opérations de blocage devant plusieurs établissements de soin, dont le centre hospitalier de Mamoudzou auquel elles imposent un authentique *apartheid* sanitaire durant plusieurs semaines, avec des cas rapportés de triage en fonction de la nationalité des patients – sans que cela ne semble inquiéter la préfecture¹⁶. Cet activisme discriminatoire se déploie au prétexte que la surcharge des infrastructures sanitaires, dispensaires et maternités, serait due aux « Anjouanaises » venues accoucher à Mayotte avant de repartir sans leur progéniture, ainsi promise au droit du sol... Ce chantage fait aux ventres des « Comoriennes » recoupe une théorie « mahoraise » du Grand Remplacement que Safina Soula propage sans vergogne, à l'instar de l'ex-député LR Mansour

Kamardine : « Avec 80 % de naissances d'enfants qui ne sont pas français, Mayotte dans quinze ou vingt ans sera une île comorienne. » (mayottehebd.com, 24 avril 2023¹⁷).

À cet égard, les entretiens que la sociologue Myriam Hachimi Alaoui et ses collègues ont conduits durant les années 2010 auprès de militantes engagées au sein du collectif des *Femmes leaders de la vie publique*¹⁸ sont particulièrement révélateurs d'un féminisme procolonial dont les ambitions s'établissent sur la stigmatisation biologisante des « Comoriennes ». Au comble d'une dissociation identitaire qui n'en finit plus de cliver l'archipel, ces « femmes de l'autre côté »¹⁹ sont accusées d'être les matrices débridées d'une « submersion » démographique de l'île, contrairement à ces « Mahoraises » autoproclamées « leaders » qui affirment avoir fait « des efforts » en matière d'espacement des naissances, au diapason d'une politique de planning familial développée à Mayotte dans les années 1990, avec le slogan à l'époque omniprésent « 1, 2, 3, basi » / 1, 2, 3 [enfants], c'est assez. À ce propos, l'Agence régionale de santé de Mayotte, par la voix de son président Olivier Brahic, ne tarit pas de *solutions ultimes* : une stérilisation par ligature des trompes à « proposer » aux femmes en consultation (comprendre « Comoriennes »...), une vasectomie pour les jeunes pères jugés un peu trop volages... (Mayotte la 1^{re}, 24 mars 2023²⁰). En soutenant qu'elles se sont efforcées par leur corps de répondre favorablement à la commande normative de l'État français (affirmation non dénuée d'une performativité quelque peu stratégique), ces *femmes leaders* plaident en faveur d'un retour sur investissement procolonial qui leur assure le privilège de jouir d'un ensemble de droits du fait même qu'ils soient rendus inaccessibles à d'autres femmes, jugées indésirables...

Le Droit

Dans ce cadre, le droit du sol, jusqu'alors *accordé* aux enfants nés à Mayotte de parents « comoriens », devient la cible d'une



8. Cf. Gamal Oya, « Mayotte/Archipel des Comores. D'une abjection », < *oclibertaire.lautre.net* >, 8 février 2024 : « Si les "Mamans Wuambushu" des collectifs n'impressionnent guère les migrants africains lorsqu'elles pénètrent dans le camp pour y asperger rituellement le sol d'une eau jugée par magie propice à les convaincre de quitter les lieux, leur pouvoir de nuisance est autrement plus criminel lorsqu'elles favorisent le sabotage d'une rampe d'approvisionnement en eau afin d'en priver le campement », dans le contexte d'une épidémie déjà émergente de choléra dans l'île...

9. Cf. Daniel Gros, *blogs.mediapart.fr*, 21 janvier 2024.

10. Myriam Hachimi Alaoui, Élise Lemerrier et Élise Palomares, « Les unes contre les autres. Ethnographie intersectionnelle du mouvement des "femmes leaders" à Mayotte », communication donnée dans le cadre d'un symposium sur les féminismes noirs en contexte (post)colonial français à l'EHESS en mars 2020 [*canal-u.tv/chaines/ehess*].

11. 2020, *op. cit.*

12. « En 2017, 75 % des femmes de 20 à 29 ans natives de Mayotte ont un diplôme qualifiant. » Par ailleurs, « à la rentrée 2020, 71 % des jeunes inscrits dans les établissements publics de Mayotte sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur sont des femmes » (Insee, « Les femmes à Mayotte : une situation souvent précaire, mais des progrès en matière de formation et d'emploi », *Dossier Mayotte*, n° 3, juillet 2022). Nous ne discutons pas ici du rôle décisif de l'institution scolaire dans la reproduction générale du rapport de classe capitaliste.

13. 51 % des femmes ayant un emploi travaillent dans la fonction publique. En outre, les femmes « natives » représentent à Mayotte 36 % des cadres et 39 % des professeurs et professions scientifiques (Insee, *op. cit.*).

14. Laurent Decloitre, *op. cit.*

15. D'une mère d'origine belge, Estelle Youssouffa n'en est pas moins d'ascendance grand-comorienne du côté paternel.

16. La préfecture n'hésite pas à relativiser ces blocages qu'elle attribue à des « femmes inoffensives », complaisance manifestée le 19 mai 2023 au cours d'une audience du tribunal administratif de Mamoudzou, dans le cadre d'une requête formulée à l'encontre du préfet de Mayotte (ainsi que du directeur du CHM) par une patiente s'étant vue refuser l'accès à l'hôpital malgré sa pathologie lourde.

17. La réalité est bien plus nuancée. Selon une enquête menée en 2021 par l'ARS de Mayotte et Santé publique France, 67,6 % des femmes « étrangères » qui accouchent à Mayotte (72,4 % des naissances) sont « Comoriennes » – dont seules 3,8 % arriveraient à Mayotte au cours de leur grossesse (cf. ARS de Mayotte et Santé publique France, « Santé périnatale à Mayotte », 2023). Ici, deux commentaires s'imposent : 1. Les « Comoriennes » ne représentent qu'un peu moins de la moitié des naissances à Mayotte ; 2. Les « Comoriennes » ne sont administrativement « étrangères » à Mayotte qu'au regard d'une fiction idéologique d'État : celle de Mayotte la Française – titre de l'ouvrage publié en 1993 par Pierre Pujol, ancien leader de l'Action française.

18. Née au début des années 2000, souvent conviée par la préfecture à l'occasion de visites officielles, cette formation « transpartisane » est issue de la classe moyenne et petite bourgeoisie « mahoraises », tout occupée à défendre ses intérêts de classe et les privilèges procoloniaux qui leur sont liés, quand bien même sa position objective puisse apparaître de prime abord plutôt subalterne au regard du « système de dominations post-impériales enchâssées » tel qu'il se décline à Mayotte (et plus généralement dans

l'ensemble de l'outre-mer français). De ce point de vue, les « Comoriens » – clandestins ou pas – tels qu'ils sont stigmatisés, discriminés et diabolisés par les collectifs « mahorais », ne seraient autres que les « dominés de dominés », selon la typologie proposée par Bourdieu dans *La Distinction* (1979). Cf. les analyses, à débattre, de Myriam

Hachimi Alaoui, Élise Lemerrier et Élise Palomares, *op. cit.*

19. Cf. Myriam Hachimi Alaoui, « Françaises et Français de Mayotte. Un rapport inquiet à la nationalité », *Politix*, n° 116, 2016.

20. Pour ce qui concerne les avortements ou stérilisations pratiqués à l'insu de femmes dans La Réunion des années 1960, lire Françoise Vergès, *Le Ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*, Albin Michel, 2017.



biopolitique féminine de l'identité « mahoraise », fondée sur la scission discriminatoire d'une sororité, pourtant vécue depuis des siècles à hauteur d'archipel²¹.

Contexte : faute de pouvoir obtenir la nationalité française à leur majorité, compte tenu du cadre volontairement restrictif de la loi *Asile et Immigration* de 2018 spécifique à Mayotte (un enfant né sur l'île doit prouver qu'au moins un de ses deux parents était en situation régulière depuis au moins trois mois avant sa naissance pour espérer devenir français à sa majorité), « certains de ces jeunes font des enfants pour rester à Mayotte. Le nouveau-né est automatiquement français, à la faveur du double droit du sol, et les jeunes parents peuvent alors obtenir un titre de séjour pour s'occuper de leur bébé²² ». D'une ironie écoeurante, un élu « mahorais » déclare à ce propos : « Pour avoir des papiers, un enfant suffit, pas besoin d'en avoir davantage ! » (*lejournaldemayotte.yt*, 27 mars 2023).

Actualité : dès le premier semestre 2024, ce droit du sol est remis en cause par le projet d'une loi *Mayotte* qui s'annonce comme une entreprise de forçage législatif vouée à reconduire par la voie mahoraise les mesures frappées d'inconstitutionnalité de la nouvelle loi *Asile et Immigration* alors concoctée par Darmanin. Temporairement suspendu par la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, ce projet de loi est radicalisé dès le mois de septembre par la députée « mahoraise » Estelle Youssouffa, dont la proposition de loi constitutionnelle vise à abroger purement et simplement le droit du sol et le double droit du sol à Mayotte (lequel veut qu'un enfant né à Mayotte, d'un parent né lui-même sur le territoire français, soit français à la naissance). Et déjà, des groupes de « Mahoraises » bloquent régulièrement depuis *Wuambushu* l'accès au Bureau de l'immigration de la préfecture, afin d'entraver les personnes identifiées comme « comoriennes » ou « étrangères » dans le renouvellement de leur titre de séjour, les exposant d'autant plus à la sanction permanente de contrôles pratiqués tous azimuts par la police, et les acculant de fait à l'usure d'une clandestinité qui les maintient hors des domaines du droit et de l'assistance²³.

L'Emploi

C'est pourquoi la revendication d'égalité *citoyenne* que portent ces militantes s'établit sur une politique des « unes contre les autres²⁴ » qui vise à leur propre ascension sociale par opposition à la figure fantasmée de la « clandestine » qui en constitue pour ainsi dire le négatif. Depuis la fin des années 2000, les campagnes de sensibilisation que le collectif des *Femmes leaders de la vie publique* organise en faveur de la parité²⁵ se doublent d'un appel à lutter contre l'immigration, notamment par l'application d'une « préférence locale » à l'emploi (et à la promotion), systématiquement réclamée au détriment de toute personne « comorienne », laquelle se voit comparée à une « larve » se destinant à « pondre des œufs » (cf. *Kashkazi*, n° 27, 2006). Le 24 mai 2023, en pleine opération *Wuambushu*, une trentaine de militantes du *Collectif des citoyens de Mayotte 2018* chassent (en chantant) d'autres femmes identifiées comme « Comoriennes », vendant des colliers de fleurs (rituel d'hospitalité peu à peu converti en marchandise touristique) près d'un kiosque de l'aéroport de Pamandzi. Et Safina Soula, porte-parole du *Collectif*, de commenter : « On est inondé par l'immigration clandestine. » (*rfi.fr*, 24 mai) Ce fait divers illustre combien la promotion économique de la « Mahoraise » passe par une instrumentalisation quasi mafieuse et franchement discriminatoire des logiques concurrentielles inhérentes au marché insulaire, dans une île où « les femmes sont à l'origine de près de la moitié des créations d'entreprises individuelles, [sachant que] parmi les 1 300 nouvelles entreprises individuelles, 47 % sont créées par des femmes²⁶ ».

La Famille

Plus intimement, les « Comoriennes » ou « Anjouanaises » et autres « étrangères » – si démesurément fécondes ? – ne manquent pas d'être perçues, et depuis longtemps, comme des rivales sexuelles sur le marché ô combien concurrentiel des valeurs matrimoniales.

Ici, un bref rappel historique s'impose. À la décision prise en 1958 par l'État français de transférer la capitale administrative du Territoire, de Dzaoudzi (Mayotte) à Moroni (Grande Comore), répond en novembre de la même année un Congrès des notables qui se tient dans le village mahorais de Tsoundzou et initie le mouvement départementaliste en faveur de Mayotte française²⁷. L'émergence et le développement ultérieurs d'un activisme procolonial de femmes « mahoraises » peuvent être initialement appréhendés comme une réaction à la précarité socio-économique, réelle ou supposée, que le transfert du chef-lieu engendre au sein de la plupart des foyers de la classe moyenne et petite bourgeoisie « mahoraises », à l'époque embryonnaires, du fait de la mutation accompagnée du départ des époux alors fonctionnarisés au sein de l'administration coloniale du Territoire. Si l'argument d'un déclassement subséquent à ce transfert argue d'une détérioration matérielle des conditions de vie, il fait aussi et surtout référence à la crise tendancielle de légitimité que le départ des époux infligerait à la fonction sociale même des femmes « mahoraises », en rapport avec la division sexuelle du travail au sein de la famille traditionnelle – les hommes ayant la charge de subvenir aux besoins de la maisonnée, tandis que les femmes s'emploient à reproduire et réguler la pérennité des alliances matrimoniales. La fille d'une *chatouilleuse* déclare : « Le gouvernement des Comores a tout pris depuis les ampoules jusqu'aux maris !... Le président [du Territoire] des Comores ne voulait pas que les maris [« mahorais » employés par l'administration territoriale] viennent [à Moroni, Grande Comore] avec les femmes et les enfants ! Comme ça, ils vont épouser les femmes de l'autre côté²⁸ ! » Si l'historienne Mamaye Idriss remarque ainsi que le mouvement des chatouilleuses se politise dès l'origine « sur la base d'intérêts socio-économiques genrés²⁹ », elle écrit également : « Unies contre les hommes [ceux qui, parmi les représentants du Territoire, sont originaires des trois autres îles de l'archipel], les femmes de Mayotte s'opposent aussi indirectement aux femmes des autres îles, possibles bénéficiaires du transfert du chef-lieu par les unions qu'elles pourraient contracter avec leurs époux³⁰ » – dans un contexte culturel favorable à la polygamie.

Telles sont pour partie les racines (ou prétextes) socio-anthropologiques de ce féminisme procolonial qui étalonne la valeur d'une féminité « mahoraise » à partir des logiques concurrentielles d'un marché matrimonial, fondé sur une politique d'exclusion. Entre autres exemples, 300 manifestants – dont une écrasante majorité de femmes – arboraient en novembre 1988 plusieurs banderoles peu amènes à l'égard des « Comorien-nes » séjournant à Mayotte : « *Voleurs d'emplois, de terrains, d'époux et d'épouses* » ou encore « *À bas les maris étrangers*³¹ ». De même, en septembre 2003, des femmes du village de Bandréle justifient ainsi le caillassage qu'elles viennent d'infliger à des habitations censées abriter des clandestines : « *Les femmes anjouanaises nous volent nos maris. Elles se moquent de nous, disent qu'on ne se baigne [lave] jamais, que nos hommes [sic] les suivent parce que nous, nous ne sommes pas de belles femmes. Les pierres, c'était pour faire exemple, pour les faire partir*³². » Vingt ans plus tard, ce front matrimonial est plus que jamais investi par les collectifs, dans un contexte insulaire aux accents parfois pré-génocidaires³³ où les enfants nés de l'union dite

mixte d'un « Mahorais » avec une « Comorienne » sont la plupart du temps identifiés comme « étrangers »³⁴.

L'habitat

Par ailleurs, le soutien apporté par les *collectifs* de femmes « mahoraises » aux opérations policières dites de « décasages » infligées aux quartiers populaires de l'île (où résident, parmi les plus pauvres, de nombreux ressortissants originaires des trois autres îles de l'archipel), s'inscrit parfaitement dans le cadre de cette concurrence matrimoniale, déployée sous pavillon français. Lorsque Safina Soula déclare, « *ce n'est rien du tout 1000 cases; j'aurais préféré un plan global, raser toutes les cases en tôle existantes; ça, au moins, on comprendrait* » (*mayottehebd.com*, 24 avril 2023), elle témoigne de l'importance stratégique que ces collectifs accordent à ce qui relève d'un véritable front du logement, dont l'un des enjeux vise à la reproduction, matérielle et symbolique, du statut social de la mère, indissociable de la maison qu'elle occupe et dont elle est propriétaire, dans le contexte d'une matrimonialité uxori-locale, commune à l'ensemble de l'archipel. À l'instar des enfants « comorien-nes » identifiés comme la cause essentielle de tous les déficits et dysfonctionnements du système scolaire, l'habitat précaire des personnes assignées pêle-mêle aux statuts de « sans-papiers », « clandestin-es », « étranger-es », bref de « Comorien-nes », et perçues par les collectifs – de même que par la préfecture – comme une nuisance sanitaire (*l'insalubrité*) et sociale (*la délinquance*), est envisagé comme une menace à l'égard d'une matrilocalité traditionnelle dont les reconfigurations spatiales, pour ne pas dire le démantèlement structurel, sont bien plutôt le fait d'une urbanisation croissante de l'île, elle-même progressivement parcellisée sous le régime administratif du cadastre napoléonien, avec les innombrables litiges et conflits qu'une telle rationalisation eurocentrée du sol génère, ne serait-ce que par l'effet de désencastrement particulièrement brutal qu'elle suscite, au regard des équilibres élaborés au fil des siècles en matière d'occupation de l'espace, domestique ou agricole. Cette décomposition programmée s'accompagne d'une pression foncière de plus en plus violente, dans le cadre d'un marché de l'immobilier propice à majorer la valeur marchande du *terrain*, conjointement au développe-

ment redoutablement concurrentiel d'un modèle privatif d'accession à la propriété – marécage de prédilection d'une bourgeoisie « mahoraise » dont les vociférations anti-« comoriennes » sont le faux nez de circonstance d'une guerre panique mais très lucrative des places.

Finalement, l'histoire de ce que nous avons identifié comme un féminisme procolonial est symptomatique d'une politique françafricaine telle qu'elle *travaille* depuis des décennies l'archipel dans son ensemble. De ce point de vue, les *chatouilleuses* d'hier et les « Mamans Wuambushu » d'aujourd'hui réclament d'être, à Mayotte, les petites actionnaires dûment récompensées d'un mercenariat militaro-diplomatique n'en finissant plus de cliver, de dissocier, de laminer de part en part l'espace physique et mental de ce monde au monde.

Réappropriation « ultramarine » d'un fémonationalisme³⁵ en quelque sorte *insularisé*, ce féminisme procolonial s'inscrit dans la tradition politique d'un féminisme réactionnaire pour lequel la promotion de la femme s'articule à l'invention normative d'une identité (nationale, raciale, etc.) qui fonctionne sur le mode de l'invisibilisation (par ségrégation, expulsion, voire élimination) d'autres femmes frappées d'étrangeté, d'indignité et d'abjection – au sens que le philosophe afro-décolonial Norman Ajari accorde à ce terme dans son introduction à *La Dignité ou la mort* : « Dès lors, le Noir [la « Comorienne »] sera le pilier abject d'un ordre symbolique où toutes les identités [ici « mahoraise », dans sa version française] pourront se définir par contraste et par opposition à son ignominie ontologique absolue »³⁶.

Par le nouage qu'ils opèrent entre des fronts de lutte aussi divers que l'École, la Santé, le Droit, l'Emploi, la Famille et l'Habitat, les *collectifs* de femmes « mahoraises » œuvrent bel et bien en ce sens : littéralement *ab-jecter*, de la dignité même du sol et de l'humanité commune du sang, des corps et des consciences ainsi annihilés dans le non-être d'une altérité par ailleurs fictive.

Gamal Oya

21. Si, comme le soutient Mamaye Idriss, l'action des *chatouilleuses* et de leurs héritières est « sororité », *op. cit.*, p. 65. Il faut bien admettre que cette sororité-là n'en procède pas moins d'une triple opération politique de sélection, de différenciation et finalement d'exclusion, effectuée dans le genre et revendiquée à partir d'une réappropriation stratégique et séparée du genre.

22. Manon Bernard, « Sans le droit du sol à Mayotte, des enfants "condamnés à devenir des fantômes de la République" », *nouvelobs.com*, 14 février 2024.

23. Cf. Toulouse Anti CRA, *La répression coloniale de l'État français contre les étranger-es à Mayotte*, 2024.

24. Myriam Hachimi Alaoui, Élise Lemerrier et Élise Palomares, *op. cit.*

25. Juste avant l'entrée en vigueur de la loi sur l'égal accès des hommes et des femmes au mandat de conseiller général.

26. Cf. Insee, *op. cit.*

27. Cf. l'ouvrage incontournable de Rémi Carayol, *Mayotte, Département colonie*, La Fabrique, 2024.

28. Myriam Hachimi Alaoui, *op. cit.*

29. Mamaye Idriss, 2016, *op. cit.*, p. 64. Dans son article, l'historienne pointe néanmoins les divisions objectives et hiérarchisations internes qui traversent le mouvement, que ce soit en termes de classe, d'âge ou d'origine (p. 65-66). En effet, entre, d'une part, les Créoles originaires de Sainte-Marie de Madagascar et les bourgeoises issues de la notabilité traditionnelle plus ou moins arabisée, et, d'autre part, les prolétaires bantoues d'ascendance servile, une division du travail procolonial s'instaure : les dames de bonnes familles, notamment en Petite-Terre, recrutent ainsi parmi les subalternes dont elles ont peut-être tendance à juger la basse extraction plus propice à jouer des poussières de la chatouille.

30. *Ibid.*, p. 65.

31. Cf. Lisa Giachino & Rémi Carayol, « "Étrangers" à Maore : le fantasme de la cinquième colonne », *Kashkazi*, n° 73, juin-juillet 2008.

32. Cité in Laurent Decloitre, *op. cit.*

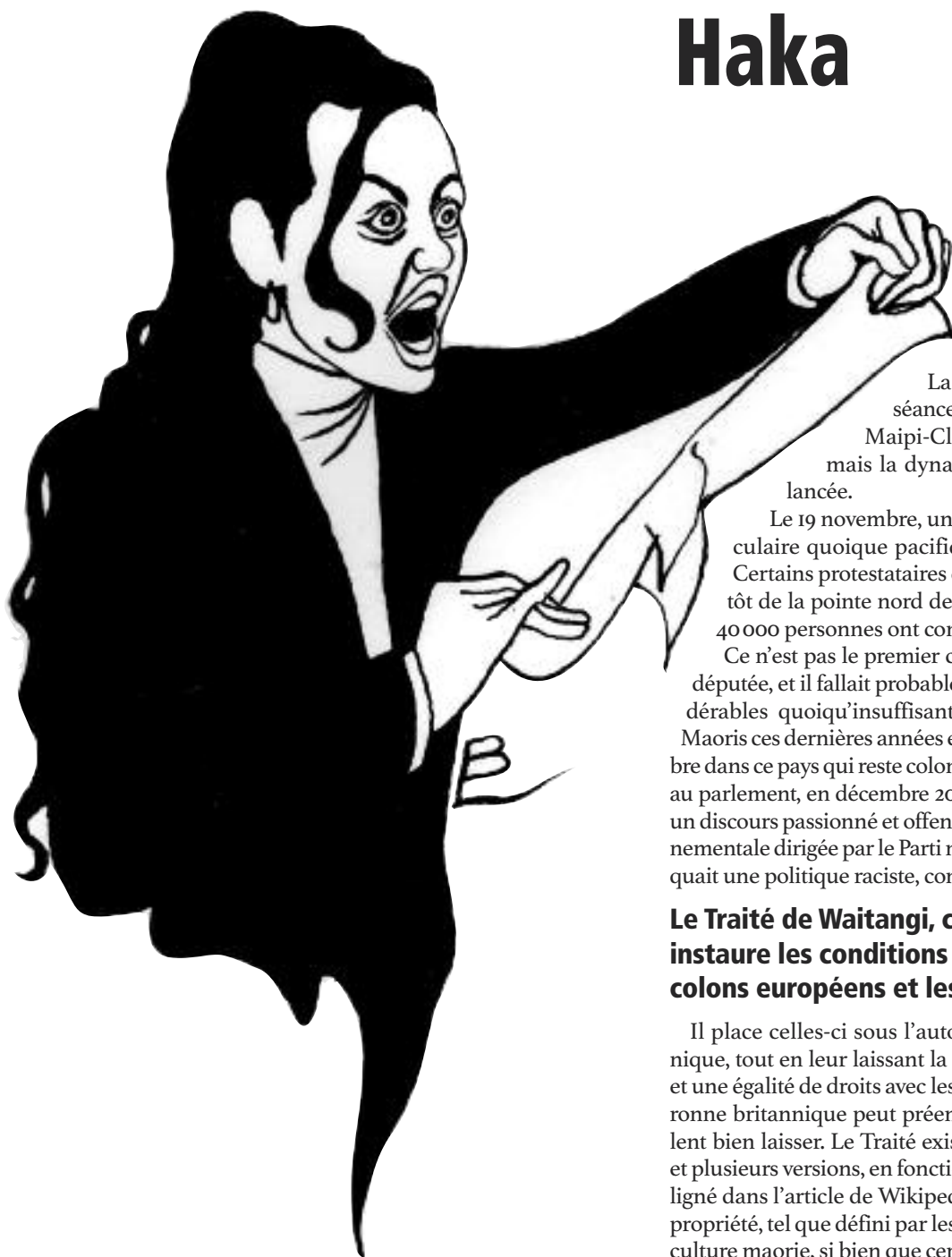
33. Il y a quelques années, un groupe de femmes « mahoraises » pouvait arborer la pancarte suivante au cours d'un rassemblement anti-« comorien » : « Silence ici on/prépare/tranquillément/Rwanda bis/à Mayotte!! »... Ambivalence glaciale du slogan, qui prétend augurer d'un génocide comorien des Mahorais (!?) quand il fait bien plus signe vers l'agression tendanciellement meurtrière des Comoriens eux-mêmes, ainsi préparée comme l'effet en retour d'une légitime défense à la logique perverse. Pour aller plus loin, lire Violaine Baraduc, « La politique du singe au Rwanda. Les femmes génocidaires et la parole », dans C. Cardi et G. Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 169-184.

34. Cf. Nicolas Roinsard, *Une situation postcoloniale. Mayotte ou le gouvernement des marges*, CNRS Éditions, 2022.

35. Cf. Sara R. Farris, *Au nom des femmes. Fémonationalisme : les instrumentalisation racistes du féminisme*, Syllepse, 2021.

36. Norman Ajari, *La Dignité ou la mort. Éthique et politique de la race*, La Découverte, 2019.

Haka



La vidéo est virale, elle a fait le tour du monde: le 14 novembre, lors de la présentation d'un projet de loi visant à réformer le Traité de Waitangi, considéré comme fondateur de la Nouvelle-Zélande en 1840, Hana-Rawhati Maipi-Clarke, la plus jeune députée du parlement néo-zélandais, a entamé un impressionnant haka¹ après avoir déchiré le texte.

LES AUTRES députés-maoris et leurs soutiens lui ont emboité le pas, tandis que le public, dans la galerie surplombant les députés, s'enflamait de même.

La galerie a été évacuée, la séance interrompue, Hana-Rawhati Maipi-Clarke exclue pour 24 heures, mais la dynamique de protestation était lancée.

Le 19 novembre, une marche non moins spectaculaire quoique pacifique avait lieu à Wellington. Certains protestataires étaient partis neuf jours plus tôt de la pointe nord de la Nouvelle-Zélande, et 35 à 40 000 personnes ont convergé vers le parlement.

Ce n'est pas le premier coup de semonce de la jeune députée, et il fallait probablement s'y attendre: les considérables quoiqu'insuffisantes avancées des droits des Maoris ces dernières années en ont crispé un certain nombre dans ce pays qui reste colonial. Lors de son intronisation au parlement, en décembre 2023, elle s'était distinguée par un discours passionné et offensif contre la coalition gouvernementale dirigée par le Parti national qui, disait-elle, appliquait une politique raciste, concluant, déjà, par un haka.

Le Traité de Waitangi, composé de 3 articles, instaure les conditions de la paix entre les colons européens et les tribus maories.

Il place celles-ci sous l'autorité de la couronne britannique, tout en leur laissant la souveraineté sur leurs terres et une égalité de droits avec les sujets britanniques. La couronne britannique peut préempter les terres qu'elles veulent bien laisser. Le Traité existe en plusieurs exemplaires et plusieurs versions, en fonction des langues. Comme souligné dans l'article de Wikipedia sur le sujet, le concept de propriété, tel que défini par les Anglais, n'existe pas dans la culture maorie, si bien que certains chefs ont pu signer des cessions en pensant à l'usage de la terre et non à la terre elle-même, et pour un usage limité dans le temps et non irréversible.

Mais, de façon générale, les Maoris se sont toujours appuyés sur ce traité fondateur pour défendre leurs droits. Et ces dernières années, ils ont obtenu des avancées significatives. En 1975, a été créé le tribunal de Waitangi, instance destinée à recevoir les plaintes de Maoris qui estiment avoir été floués par le non-respect du Traité de Waitangi.

Sans surprise, les Maoris ont été grossièrement spoliés de leurs terres et traités longtemps comme des citoyens de seconde zone. Signer des traités pour les violer est une constante des rapports coloniaux avec les autochtones. Mais de ce point de vue, la Nouvelle-Zélande a fait preuve d'une capacité inédite à reconnaître et réparer au moins partiellement ses torts. En effet, à partir des années 1980, le champ d'application du tribunal est étendu de façon rétroactive aux spoliations anciennes, et les demandes de réparations



affluent. Il faut dire que numériquement les Maoris forment 17% de la population néo-zélandaise, et qu'ils sont représentés au Parlement.

Se fondant sur un récit historique qui démontre la violation (et s'accompagne des excuses de la Couronne), le processus se fait en trois étapes.

Vient d'abord une réparation culturelle, qui consiste en transferts de terres, rétablissement des toponymes et éventuellement accords de gestion commune des terres et lacs, et, enfin, une réparation financière et commerciale.

Ainsi que l'indique, en se lamentant, le très droitier et libéral Institut de recherches économiques et fiscales (Iref), partisan de l'égalité entre le loup et l'agneau, le scandale commence dès 1995, lorsque les tribus Waikato-Tainui obtiennent du gouvernement néo-zélandais 170 millions de dollars et la restitution des terres volées dans les années 1860. *«Au final, c'est le contribuable qui paye pour réparer un préjudice passé dont il n'est pas responsable.»* Ah la la! En même temps, les Maoris ne sont pas davantage responsables des conséquences de cette spoliation qui leur valent, comme à tous les autochtones du monde, une espérance de vie-plancher et un taux de pauvreté record. Mais ça ne s'arrête pas là!

En 2008, 7 tribus, soit à peu près 100 000 personnes, se voient rétrocéder 176 000 hectares de forêts appartenant jusque-là au gouvernement, pour une valeur de 204 millions d'euros (selon les libéraux néo-zélandais, la valeur de ces forêts étant évidemment d'un tout autre ordre pour les Maoris). En 2022, la tribu Waikato obtient 177 millions de dollars et la restitution de 36 sites d'importance culturelle. Liste non exhaustive; et ça continue, 150 tribus demandent réparation. De quoi coller des sueurs froides aux ultra-libéraux de droite ultra-dure qui siègent au gouvernement, et dont l'ADN ne comprend pas les droits des peuples autochtones. Non, eux, ils sont pour l'égalité, ces nationalistes de droite, l'égalité devant la loi des pauvres et des riches, tout le monde peut monter l'escalier même en chaise roulante, c'est le principe, un, deux, trois, feu! Partez. Et il y en a un que ça démange, l'égalité, au point d'avoir pris le risque de redéclencher les guerres coloniales en révisant le Traité de Waitangi, c'est David Seymour, unique député du parti de droite libertarienne Act et auteur de la proposition de loi.

Que se passe-t-il à présent ?

Suffisamment de députés ont soutenu la proposition de loi pour qu'elle soit examinée, mais la plupart de ces députés disent qu'ils ne la voteront pas. Tout le monde n'a pas l'irresponsabilité de Macron avec les Kanaks ou de Seymour avec les Maoris.

Qui a envie de relancer les guerres indiennes ?

Pourtant, dans un des pays du monde les plus en pointe en ce qui concerne les droits des autochtones, cette régression n'est pas de bon augure. Car contrairement à ce qui a été annoncé, ce n'est pas la question religieuse, mais la question coloniale, et plus précisément la question du capitalisme colonial (comment pourrait-il être autre chose que colonial ?) qui semble être la question cruciale de ce siècle, celui de tous les dangers, de l'anéantissement programmé ou d'un changement de cap radical pour l'espèce humaine.

Si la Nouvelle-Zélande s'est longtemps distinguée par sa politique de réparation, on ne peut pas en dire autant de l'Australie, où, en 2023, un référendum visant à reconnaître les autochtones dans la Constitution et à créer une assemblée consultative autochtone a abouti à un rejet massif de la part des Australiens. Ce n'était pourtant pas grand-chose, qu'ils bénéficient d'une voix particulière au Parlement pour intervenir sur les questions qui les concernent. Mais même le consultatif, c'est trop pour l'Australie. *«La réconciliation est morte»*, a commenté de façon lapidaire l'activiste et enseignante autochtone, Marcia Langton.

On peut comprendre du coup que la sénatrice aborigène Lidia Thorpe, connue pour ses coups de sang, ait interpellé en octobre dernier le Prince Charles, dont on rappelle qu'il est le souverain de ce pays toutefois indépendant, lors de sa tournée triomphale, et alors qu'il venait de s'adresser aux peuples autochtones. *«Vous avez commis un génocide contre notre peuple»*, s'est-elle écriée avant d'être neutralisée et foudroyée dehors du parlement par les gros bras de la sécurité.

«Rendez-nous notre terre. Rendez-nous ce que vous nous avez volé: nos os, nos crânes, nos bébés, notre peuple. Vous avez détruit notre terre, donnez-nous un traité. Nous voulons un traité, nous voulons un traité avec ce pays. Ce n'est pas votre terre. Ce n'est pas votre terre. Vous n'êtes pas mon roi, vous n'êtes pas notre roi. Que les colonies aillent se faire foutre.»

Outrés, les autres sénateurs ont voté à son encontre, le 18 novembre, une motion de censure, punition toute symbolique, estimant que son comportement était *«infamant, perturbateur et irrespectueux»*. C'est vrai quoi, on parle de génocide, de spoliation et de droits des survivants, mais *Oh my Gawd*, tiens correctement ta petite cuillère quand tu remues le sucre dans ton thé.

Décidément, les femmes, et particulièrement les femmes autochtones, sont de vraies harengères, elles ignoreront toujours tout des bonnes manières.

Laurence Biberfeld

1. Le haka est une danse chantée rituelle pratiquée par les Maoris lors de conflits, de manifestation, de protestation, de cérémonies ou de compétitions. (Wikipedia)

2. Autrefois, femme qui vendait au détail du hareng ou d'autres poissons; familier et vieux: femme querelleuse et grossière dans son langage et ses manières.

Ce qui est dévoré par la guerre, ce ne sont pas les chats et les chiens...

En Haïti, la guerre menée par les gangs a comme premières victimes, non pas les gangs adverses et leurs membres, mais les femmes et les enfants.

EN PREMIER, les femmes qui ne peuvent plus atteindre les hôpitaux pour accoucher et se retrouvent bloquées dans la capitale, dont 80 % du territoire est désormais contrôlé par les mafias locales. Les quartiers, qui passent d'un gang à l'autre régulièrement dans cette infinie guerre de territoires, font mesurer leurs victoires au nombre de viols commis lors de la prise.

Dans les camps de réfugié·es, pour celles et ceux qui fuient la capitale, l'accès à l'eau et à la nourriture se fait en échange de viols collectifs. L'organisation locale de

Défense des droits des femmes, Marijan Ayiti, se bat essentiellement contre les violences basées sur le genre, défendant les femmes et les personnes transgenres dans une perspective intersectionnelle, intégrant les dimensions racistes, coloristes¹, homophobes, transphobes et anticoloniales dans ses luttes.

Véronique Decker

1. Le colorisme, très présent dans les sociétés issues de la traite esclavagiste, est une discrimination basée sur la teinte de la peau, privilégiant les métissages les plus clairs, les cheveux les plus lisses, les nez les plus fins aux peaux plus sombres ou aux marques physiques des origines africaines.

Intersectionnalité et oppressions

L'intersectionnalité a permis de faire émerger en quoi les oppressions de race, de classe, de genre, de religions, de statuts divers pouvaient faire obstacle à des luttes en commun, comment être une femme noire créait des pressions sociales différentes de celles que subissent les hommes noirs – que l'antiracisme ne pouvait prendre en compte seul –, et que le féminisme ne pouvait faire émerger sans l'implication réelle de femmes noires dans ses rangs.

LE MÉPRIS DE CLASSE de la part de la bourgeoisie, le sentiment d'être un intrus pour celles et ceux qui changent de destinée sociale, toutes les versions du classisme sont également désormais explorées.

Mais la question de classe sociale n'est pas uniquement une question d'oppression.

Il y a un pouvoir de possession des capacités de production, des armes, de la capacité à faire la guerre, qui appar-

tient à la bourgeoisie patriarcale internationale, à des royaumes de droit divin, à des pouvoirs politiques dictatoriaux ou pseudo-démocratiques qui organisent l'exploitation des plus pauvres dans tous les pays, des plus faibles, des racisés, des femmes, des enfants, des peuples minoritaires.

Et cette exploitation ne peut être résumée par du mépris.

Il y a accaparement de la valeur marchande produite et organisation d'un pouvoir par le biais de rapports de force violents, police, armée, surveillance, produits culturels qui légitiment ce vol de la valeur du travail produit.

Évidemment, cette surveillance ne peut être constante, et l'organisation de la peur est coûteuse. Donc, les fractures d'intérêts par sexe, par genre, par couleur de peau, par religion, par État, par culture sont toutes bonnes à prendre pour le groupe de plus en plus réduit de gens qui possèdent la planète à notre détriment. Les oppressions ont une fonction : assurer la domination du capital sur le travail, et l'appropriation de la plus-value produite au détriment même de la vie des humains si nécessaire.

Si la perspective des oppressions n'est pas conscientisée, les luttes finissent par exposer les opprimé·es comme des gentil·les et les oppresseurs-oppresseuses comme des méchant·es, au détriment de l'unité nécessaire pour combattre le capitalisme patriarcal.

**Alors, quoi, les violeurs seraient « gentils » ?
Les assassins racistes seraient « à plaindre » ?
Les exploiters d'enfants seraient
eux-mêmes « opprimés » ?**

Évidemment non. Mais juste ils ne sont pas les seuls à profiter de la situation, leur position d'opresseur est inscrite dans un dispositif qui les dépasse et profite bien au-delà de leur seule personne.

Il faut donc être attentif à ce qu'une mauvaise compréhension de l'intersectionnalité ne contribue pas à exclure et à diviser davantage au lieu d'unir et de rassembler. Car toutes et tous, nous sommes potentiellement les oppresseurs de ce que nous ne sommes pas, ce que nous ne vivons pas dans notre chair. Handicapés, trans, enfants, étrangers, femmes, Roms, intouchables... peuvent être opprimés par des gens qui subissent d'autres oppressions. On voit bien à quel point le fait d'avoir souffert d'un génocide n'empêche pas nombre d'Israélien·nes de devenir des racistes colonialistes. On voit bien comment partout dans le monde, les opprimés écrasent leurs femmes une fois rentrés à la maison.

L'intersectionnalité n'est pas un moralisme, c'est un outil pour la lutte, pour mieux comprendre ce qui nous sépare

et nous empêche d'agir ensemble. En faire une exigence pour participer à un mouvement – il faudrait alors avoir pris conscience de toutes les oppressions, être capable de les désigner avec les mots actés par les personnes opprimées, avoir en toutes circonstances et en tous lieux un comportement irréprochable... –, c'est juste l'inverse du chemin qu'il faudra parcourir, ensemble, pour avancer en tentant de faire mieux à chaque pas. Alors quand quelqu'un agit mal, parle mal, il est urgent de se tourner vers la justice restaurative, celle qui construit les règles communes, en conservant le commun autant qu'il est possible de le conserver. Exclure celle ou celui qui a mal agi, ou mal parlé, en refusant de discuter, c'est lui dire « Nous, nous sommes tellement mieux que toi qu'il n'est plus possible qu'on continue ensemble ». Bien sûr, cela a des limites et il est parfois nécessaire de sanctionner des actes gravissimes, comme le viol ou les violences physiques. Mais nous devons ne jamais perdre de vue qu'aucun objectif de libération des oppressions ne peut être stabilisé sans une perspective révolutionnaire qui permette de récupérer la valeur produite et la répartir entre tous les humains.

V. D.



MARRONNAGE

LE TERME ESPAGNOL *cimarrón*, désignant à l'origine le bétail fugitif qui s'ensauvage, s'applique d'abord aux autochtones réduits en esclavage, puis s'étend aux Africains victimes de la traite transatlantique.

Le marronnage est « petit » (quelques heures ou quelques jours), ou « grand » (des mois, des années, définitif.) Les marrons s'enfuient, selon les colonies, dans les hauteurs, comme dans les îles Caraïbes ou à l'île Bourbon, aujourd'hui La Réunion, dans les marais, comme aux États-Unis, dans la forêt, au Brésil ou au Suriname. Partout, ils formeront des sociétés avec lesquelles le pouvoir, le plus souvent, ne cessera de guerroyer, mais parfois aussi finira par négocier, comme à Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti), au Suriname, au Brésil, à Cuba, en Colombie, en Équateur, à la Jamaïque et au Mexique. Appelées Quilombos ou Mocambos au Brésil, Palenques dans les autres États d'Amérique latine, certaines de ces sociétés, royaumes ou républiques, dureront des siècles. Ainsi le Great Dismal Swamp, s'étendant entre la Caroline du Nord et la Virginie aux États-Unis, aurait abrité selon les chercheurs autour de 100 000 marrons sur une durée d'au moins deux siècles. Le célèbre Quilombo Palmares au Brésil, composé de plusieurs villages et abritant jusqu'à 30 000 personnes, a existé pendant presque tout le XVII^e siècle. Parfois constituées en puissances militaires, ces sociétés marronnes représentaient un danger constant pour les propriétaires de plantations. Les marrons développaient des tactiques de guérilla très efficaces et bénéficiaient du soutien d'une partie des esclaves. Leurs raids réguliers sur les plantations, pour se procurer des armes, des outils et libérer d'autres esclaves, contraignaient les planteurs à être constamment sur le pied de guerre.

Dans les parages de Palmares, par exemple, au Brésil :

« La présence des mocambos dans une région fertile de la capitainerie de Pernambouc gênait l'approvisionnement des villages du littoral et mettait en danger les populations des petites villes de la région : Porto Calvo, Una, Serinhaém, Ipojuca, Alagoas et São Miguel. Les routes devenaient moins sûres. Les habitants des mocambos volaient le bétail, la farine, le sucre, le tabac, les légumes, le bois, le poisson et l'huile dans les établissements agricoles et les grands domaines. Il y avait des rapt d'esclaves et de femmes, des assassinats, des destructions de plantations et de cultures. S'ajoutaient à cela les fuites constantes d'esclaves qui contribuaient à affaiblir l'économie régionale et mettaient en danger l'une des plus importantes zones productrices de sucre de l'État du Brésil. »

Toutes les grandes sociétés de marrons accueillaient non seulement des esclaves, mais des Blancs misérables et mécontents de leur condition, des libres et des autochtones. Le rapport entre ces derniers et les marrons allait, selon les peuples, de l'accueil et la protection à des opérations mercenaires contre les esclaves.

Sur l'île Saint-Vincent, dans les petites Antilles, les esclaves fugitifs furent si bien accueillis par les Caraïbes qu'un nouveau peuple vit le jour : les Garifunas. Ils ne furent

Dès les débuts de l'esclavage, consécutif à la conquête et au pillage du Nouveau Monde, le marronnage, c'est-à-dire la fuite des esclaves, apparaît.

malheureusement pas mieux traités par les pouvoirs coloniaux, puisque les Français, après leur avoir accordé une sorte d'autonomie, les livrèrent aux Britanniques qui les déportèrent en masse.

Le marronnage est assez délibérément marginalisé dans l'enseignement du commerce triangulaire et de l'esclavage.

Il a pourtant été immédiat, constant et parfois couronné de succès. L'exemple le plus parlant est celui de l'île de La Réunion : en novembre 1663, Louis Payen et Pierre Pau sont les premiers à s'installer sur l'île avec 10 esclaves. Comme le raconte le secrétaire de l'État de la France Orientale :

« Cette île était habitée de 2 Français et 10 nègres, sept hommes et trois femmes passés de l'île de Madagascar, rebellés contre les Français et retirés dans les montagnes où ils étaient imprenables et rarement visibles. Ils accusaient les Français d'avoir tué leurs pères, et, après une conspiration éventée d'exterminer ces 2 Français, ils s'ôtèrent de leur vue et de la portée de leurs fusils. Six soldats furent envoyés les chercher, mais leur peine fut inutile. Ils se retirèrent en des lieux inaccessibles. »

Ça commence bien ! Et ça ne s'arrêtera qu'avec l'abolition de l'esclavage, car ces premiers marrons accueilleront les suivants dans leurs hauteurs inaccessibles. Les fuites prirent une telle ampleur qu'à partir de 1725, la chasse aux marrons fut réglementée : 30 livres par esclave repris, mort ou vif. Ce qui n'arrêta évidemment pas le marronnage. Seule l'abolition fit descendre les marrons de leurs refuges.

Dans le monde colonial, l'autre source importante pour évaluer le marronnage est la presse des planteurs, où les annonces concernant les esclaves en fuite sont beaucoup moins nombreuses que les esclaves en fuite, mais donnent une idée de la situation. Et puis les inventaires. Ainsi, en Guadeloupe, le 6 juin 1786, l'inventaire de l'habitation Arnouville, par le notaire Dupuch, signale les absents :

« – André, mulâtre, âgé de 17 ans et son frère Alexandre dit Roquelore, nègre créole (né en Guadeloupe), âgé de 15 ans, fils de la négresse créole Catherine âgée de 38 ans. Ils sont, dit-on, marrons "depuis quelque temps" ;

– Prudent, nègre créole de 18 ans ;

– Hubert, nègre de Guinée de 36 ans ;

– Céleste, négresse créole de 22 ans ;

– Margothon, négresse créole de 29 ans, borgne et sourde ;

– Dorothé, négresse de Guinée, âgée d'environ 53 ans, ainsi que sa fille Jeanneton, négresse créole de 12 ans.

Certains sont marrons depuis plus de quinze ans. C'est le cas des nègres Gabriel âgé de 85 ans, marron depuis vingt-cinq ans ; de Julien, 54 ans, marron depuis 23 ans ; de Cupidon, 68 ans en marronnage depuis 21 ans ; de Simon âgé de 51 ans, absent de l'Habitation depuis dix-sept ans ; de San-Soin, âgé de 57 ans et marron depuis seize ans. »

Il est difficile de donner une évaluation du nombre de marrons. Pour l'île Bourbon, cette tentative a été faite, et les



marrons représenteraient entre 2 et 7 % des esclaves. Ce chiffre fluctue évidemment en fonction des opportunités de fuite offertes aux esclaves, mais aussi en fonction de leur origine : il semble que l'immense majorité des marrons soient Africains. Les créoles (esclaves nés sur place) s'enfuyaient beaucoup moins. Les hommes s'enfuyaient davantage, mais les femmes forment environ 30 % des marronnages. Leur nombre plus faible s'explique sans doute par leur répugnance à abandonner leurs enfants, et la difficulté de fuir avec eux. Les châtiments sont terribles : le Code noir stipule que « l'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule ; s'il récidive un autre mois à compter pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule ; et, la troisième fois, il sera puni de mort ». La mort est parfois assortie de torture, et il arrive que les fugitifs entêtés soient brûlés vif. Mais la durée moyenne de vie sur une plantation n'excédant guère dix ans, on comprend que l'hémorragie de forces vives ait continué.

Et les marronnes ? Comme le remarque l'historien Denis Lamaison, qui s'est intéressé à elles, elles n'échappent pas à cet effacement de l'histoire qui concerne toutes les femmes.

Les rapports sont écrits par les chasseurs d'esclaves, qui décrivent les cheffes marronnes dans leurs comptes rendus mais ne leur donnent pas de nom, tandis qu'ils nomment les chefs. « J'ai trouvé dans les archives plusieurs récits épiques de batailles avec des femmes marronnes qui dirigeaient les troupes. Je n'ai pas retrouvé leurs noms, mais elles sont dans les procès-verbaux. Les témoins s'étonnent de s'être battus contre des femmes. »

Grâce au livre d'André Schwarz-Bart, *La Mulâtresse Solitude*, on connaît l'histoire de cette marronne ralliée à

Delgrès, en Guadeloupe, lors de son soulèvement contre les troupes de Napoléon au moment du rétablissement de l'esclavage. On sait qu'elle fut de tous les combats, armée d'un pistolet. Capturée enceinte, fin mai 1802, elle ne fut exécutée que six mois plus tard, ayant mis au monde un enfant esclave.

Nanny, en Jamaïque, est restée une légende. Esclave Ashanti originaire du Ghana, née vers 1685, elle s'est enfuie d'une plantation avec ses quatre frères et a fondé un village marron fortifié dans les Blue Mountains, Nanny Town. Le mode de vie ashanti y a été reproduit, et pendant une trentaine d'années Nanny a permis à des centaines d'esclaves de s'enfuir et de s'installer à leur tour.

On peut aussi mentionner Felipa Maria Aranha, au Brésil, impressionnante quilombola qui créa la confédération d'Itapocu, composée de 5 quilombos, dont celui qu'elle avait formé, Mola. Originaire du Golfe de Guinée, elle infligea de sévères défaites au pouvoir portugais, et il semble qu'après sa mort, en 1780, sa fille Maria Luiza Piria lui succéda, mais son histoire a moins marqué les esprits.

Dans cette longue nuit de l'esclavage, les marrons ont démontré que même une oppression féroce ne décourage pas la rébellion.

Les cultures singulières issues de leurs sociétés témoignent de leur extraordinaire vitalité. À l'instar des Garifunas, les Séminoles, tribus autochtones multi-ethniques, ont accueilli à bras ouverts les marrons de Floride, donnant naissance aux Séminoles noirs. Ceux-ci sont célébrés par les Afro-Américains de la Nouvelle-Orléans pour Mardi Gras lors du Carnaval des Black Indians.

En Guyane française, les Saramacas, Djukas et Bonis sont issus des communautés marrons, regroupées sous le nom de Bushinengués, qui jamais ne furent libérées par le Blanc car elles s'étaient libérées elles-mêmes, avec l'aide des autochtones, eux-mêmes en guerre contre les pouvoirs coloniaux.

En ce qui concerne les communautés quilombolas, elles sont officiellement reconnues par le Brésil depuis 1988. On en recense plus de 3000. Le palenque de San Basilio, en Colombie, fondé par Benkos Biohó, un roi marron originaire de Guinée-Bissau, a été élevé par l'Unesco au rang de Chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité. Peuplé principalement d'Afro-Colombiens descendant des marrons qui le créèrent, il conserve de solides racines africaines.

Si l'esclavage a laissé des traces dans nos sociétés, le marronnage en a laissé tout autant, à tous points de vue : culturel, par les riches cultures qui en sont issues, mais aussi politiques. La résistance la plus opiniâtre à l'oppression, dans les pires conditions, est l'héritage qu'il laisse à toute l'humanité.

L. B.

Montée des masculinismes

AAAH LES MASCULINISTES, mais quel concentré de bêtise crasse, on se sent devenir stupide en les écoutant, à force de les entendre ressasser ces discours d'une idiotie ahurissante, ouin ouin les féministes veulent la peau des hommes, des vrais, les femmes, en général et en particulier, sont vénales, cupides, sournoises, traîtres, elles rêvent d'être battues, dominées, il faut qu'elles sentent qu'elles ne sont rien, elles se dévaluent en baisant tandis que le mec, le vrai, gagne des galons à chaque copulation avec une partenaire différente, elles préfèrent coucher avec des étrangers qu'avec des bons Francaouis, elles nous laissent crever la bite sous le bras dans une solitude horrible depuis qu'elles ont le droit de décliner l'offre et de nous envoyer aux prunes, elles sont partout, elles s'enrichissent en nous accusant de viol, elles raflent tous les boulots, elles menacent la virilité, elles rêvent d'un monde où tout tout tout serait féminin, etc.

C'était vraiment mieux avant, quand elles n'avaient aucun droit et qu'on pouvait briller entre couilles sans se faire tacler en public par ces viragos, et j'oublie que, pour être un mâle alpha, il faut évidemment crouler sous le pognon.

Mais par moments ils nous font rigoler quand même, bien qu'il s'agisse de fous dangereux au front bas, qui déplorent que leur chibre ne soit pas un lance-missiles. La haine et le mépris gerbés au turbo, c'est toujours fatigant, et puis le rapport de début 2024 du Haut Conseil à l'Égalité a de quoi rendre misandre la plus tendre des femmes : 37% des hommes pensent que le féminisme menace leur place au sein de la société (ce qui est l'exacte vérité, où est le problème ?), 32% estiment

qu'ils sont en train de perdre leur pouvoir (idem), 52% trouvent qu'on s'acharne sur les hommes (peuchère) et 59% estiment qu'il n'est plus possible de séduire une femme sans être vu comme sexiste (la définition de séduire se trouve dans tous les bons dictionnaires).

Le récent procès de Mazan démontre en effet que les hystériques s'acharnent volontiers sur des malheureux induits en erreur par un odieux manipulateur. Même *Charlie Hebdo* ne trouve rien de mieux que de dessiner Gisèle Pélicot garnissant son sapin de Noël de couilles, eh bien voilà une magnifique démonstration du masculinisme crasseux de ce journal.

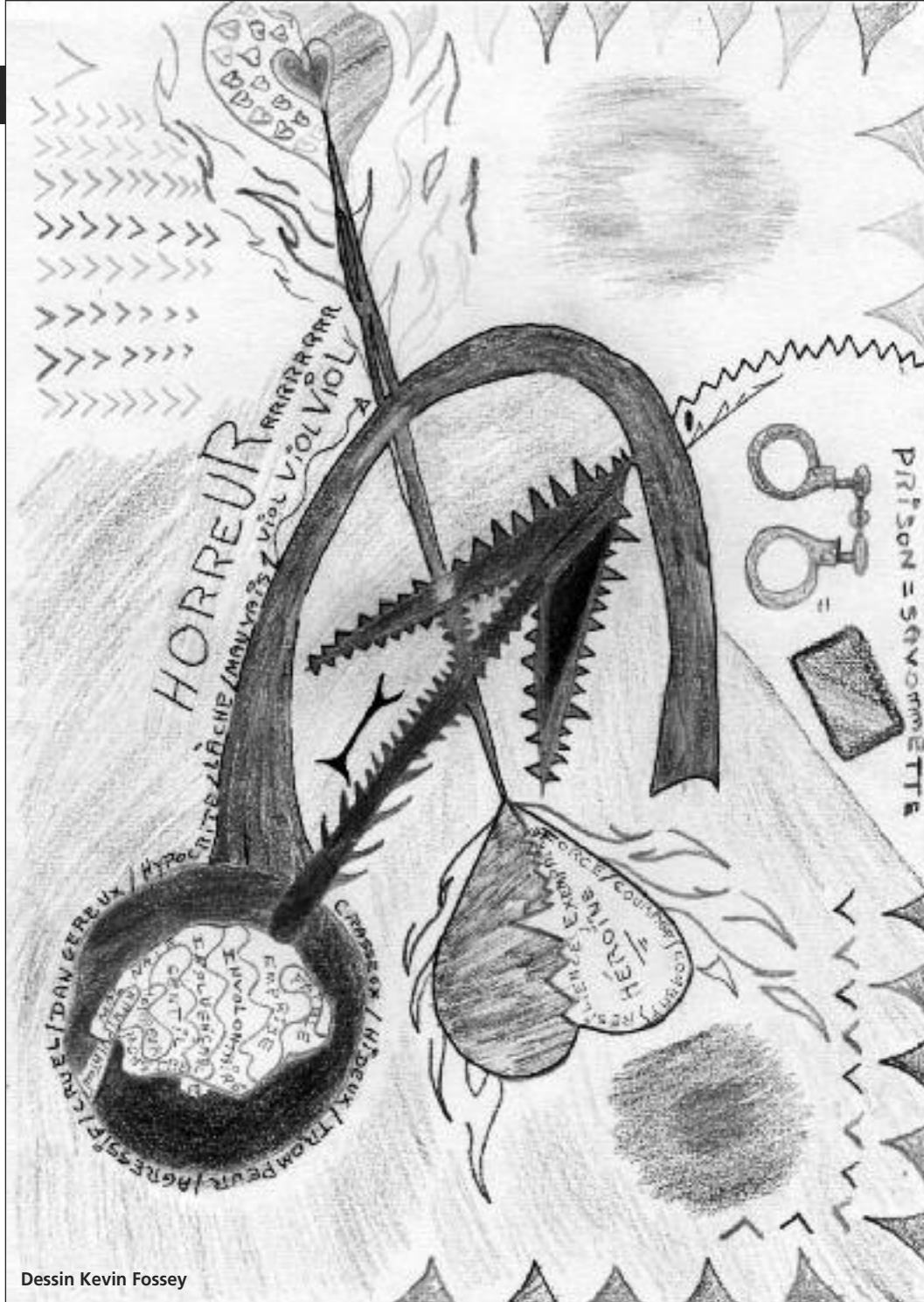
Mais parfois ils nous font rigoler quand même...

Par exemple, il y a une branche du masculinisme qui s'intitule Red Pill. La *red pill*, celle que tu dois choisir, car c'est celle qui te sortira de l'illusion et te fera voir la réalité telle qu'elle est. Est-ce que quelqu'un leur dit que le film *Matrix*, dont est tiré ce symbole, est l'œuvre de deux sœurs trans ? Les Wachowski, qui étaient en 1999, à l'époque où ils ont réalisé ce film, deux frères, ont fait leur transition l'une après l'autre, Lana en 2012 et Lilly en 2016. Voir ces angoissés paranoïaques du genre s'approprier un symbole inventé par deux sœurs trans fait tout de même chaud au cœur. Ne vous trompez pas de pilule !

Il est dommage qu'Internet mette en avant le danger représenté par les masculinistes mais invisibilise à ce point les gros revers qu'ils se prennent. Car on se moque d'eux, énormément. Par exemple, Alex Hitchens, alias Isaac Mayembo, un joueur de basket et influenceur mascu, a affirmé dans une de ses

vidéos qu'aucune femme ne devrait sortir seule après 22 heures, ou alors faut pas qu'elles se plaignent de ce qui leur arrive. Cette fine sortie a donné lieu à une avalanche immédiate de publications sur TikTok sur le thème « femme dehors après 22 heures », où des milliers de jeunes femmes se sont filmées dehors après 22 heures, faisant la fête, marchant seules sur les trottoirs, sortant entre copines, etc. Encore raté, caramba !

Pour finir, si les mascus vous gavent avec leurs prétentions jurassiques, et comment en serait-il autrement, je vous conseille les vidéos de Thomas Piet qui les taille en pièces que c'en est jubilatoire, sans préjudice de ridiculiser Thaïs d'Escufon qui parle des hormones sans avoir la moindre connaissance sur le sujet, Lola d'Estienne, les inénarrables Camille et Justine et les vidéos de Léo sur la masculinité, surtout le mâle alpha. Mention spéciale à Benjamin Decosterd parlant des « mâles alpha qui sont surtout de gros bêtes », car l'homme est un loup pour l'homme, et quand on voit comment ces cohortes de prédateurs gonflés à la pompe à vélo multiplient les chaînes pour racketter d'autres hommes sous le prétexte de leur apprendre à les allonger une à une, les femmes, à se faire respecter, à devenir riches, à être de vrais cadors qui font peur, on se dit qu'ils ont au moins trouvé un créneau commercial, exploiter les abrutis qui, au lieu de se renseigner auprès des principales intéressées sur ce qui les fait craquer, préfèrent payer des vautours pour ne pas en être plus avancés sur la question. Et ils sont de plus en plus nombreux, ces gros fragiles. Comment voulez-vous qu'on ne devienne pas de plus en plus féministes ?



Dessin Kevin Fossey

SOMMAIRE

Montée des masculinismes	18	Économiser sur le dos du Planning familial?	33
Menace en ligne:		Apartheid de genre.....	34-37
les discours masculinistes	20-21	« Informer » en temps de guerre	37
Iran. Elle proteste à en mourir		La culture est un champ de bataille	38-41
Cheveux au vent.....	22-23	L'impasse de la binarité	42
Pour les Afghanes (et les Afghans)	24	Des fois que tu manques de raisons d'être féministe... ..	43
Corée du Sud. Le Mouvement #4B	25	Masculinisme et systèmes complexes.	44-46
Argentine. Les masculinistes		Les masculinistes ont-ils raison?.....	47-48
tout en haut	26-27	L'Éducation, une arme puissante pour changer le monde	48-49
Patriarcat... comme d'hab'	28		
Apprendre à être un homme	29		
Mazan. Culture du viol.....	30-33		

MENACE EN LIGNE: Les discours masculinistes

Sur les réseaux sociaux, les discours masculinistes sont à la fête et diffusent, sans garde-fou, leur idéologie toxique auprès de millions d'abonnés.

LES ENCENSENT LA DOMINATION MASCULINE en accusant l'avancée des droits des femmes et LGBTI+ d'être responsable d'une dégradation de leurs conditions de vie et d'un déclin de civilisation. Leurs valeurs, liées à celles des courants de pensée conservateurs, sont celles d'une masculinité agressive prônant la soumission des femmes et glorifiant le patriarcat et les figures viriles de chefs d'État autoritaires comme Trump, Bolsonaro ou Milei.

Comme l'explique Christine Bard, les discours masculinistes expriment une forte intersectionnalité des haines: la misogynie et le virilisme côtoient la LGBTphobie, l'antisémitisme, l'islamophobie...

Il est devenu presque illégal d'être masculin, disent-ils.

Ces mouvements sont nés dans un contexte de montée des partis d'extrême droite dans les années 1980, en particulier avec les groupes de pères en Europe, comme SOS Papa en France. L'essor des réseaux sociaux, l'ampleur du flux Internet a augmenté leur visibilité et élargi leur audience sans modération ni régulation. Les masculinistes mènent des actions de cyberviolence et emploient toutes les ressources disponibles pour décrédibiliser, bafouer, harceler leurs victimes femmes, féministes et personnes LGBTI+. Le web permet d'intensifier le discours sans contrôle, donc l'adhésion aux idées qu'il exprime.

«*Quand vous êtes une star, elles vous laissent faire. Vous pouvez tout faire, même les attraper par la chatte.*» (Trump)

La violence n'est pas que verbale, les masculinistes peuvent planifier de véritables attentats comme celui du 23 mai 2014 en Californie. Ce jour-là, après avoir mis en ligne une vidéo expliquant sa haine des femmes, Elliott Rodger tue 6 personnes et en blesse 14 autres. Les plates-formes laissent faire, car la viralité des discours leur permet d'engranger des bénéfices publicitaires. Se constitue une véritable

«manosphère»: réseau informel des masculinistes sur Internet qui regroupe parmi d'autres: Les Incels (*Involuntary Celibate*: célibataires involontaires), les PUA (*Pick-Up Artists*: artistes de la drague), MGTOW (*Men Going Their Own Way*: hommes suivant leur propre chemin ou hommes refusant tout contact personnel avec les femmes).

Certains de ces groupes ont des liens avec des partis politiques européens d'extrême droite et contribuent à la montée de ces partis. La rhétorique est la même: défense de la famille hétérosexuelle comme modèle unique, positionnement antiavortement, patriotisme exacerbé facteur de racisme, retrait des droits acquis par les personnes LGBTI+.

Le masculinisme est une forme particulière d'antiféminisme.

L'anthropologue Mélanie Gourarier le définit comme «*toute idéologie axée sur les subjectivités masculines concédant aux hommes sinon la place de victimes, du moins le caractère "problématique" de l'expérience sociale et psychique des hommes en tant qu'hommes dans une confrontation/rivalité avec le féminisme et les femmes*». (Gloria Origgi, *Passions sociales*, PUF, 2019). Ce qui fait la spécificité des masculinistes est le retournement de la rhétorique de l'oppression des femmes en leur faveur. Ce sont eux les véritables victimes d'une société dominée par les femmes.

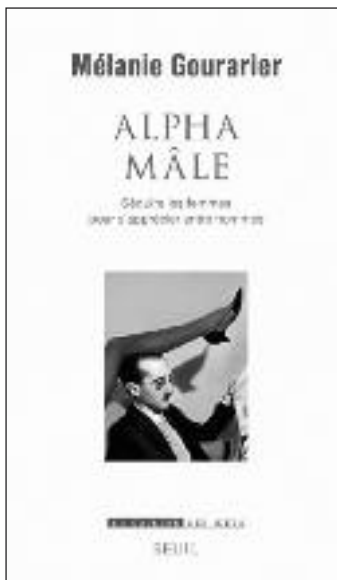
Ils se réapproprient la question de l'égalité entre les sexes et critiquent la justice des affaires familiales.

Lire et analyser les théories masculinistes pour lutter contre elles.

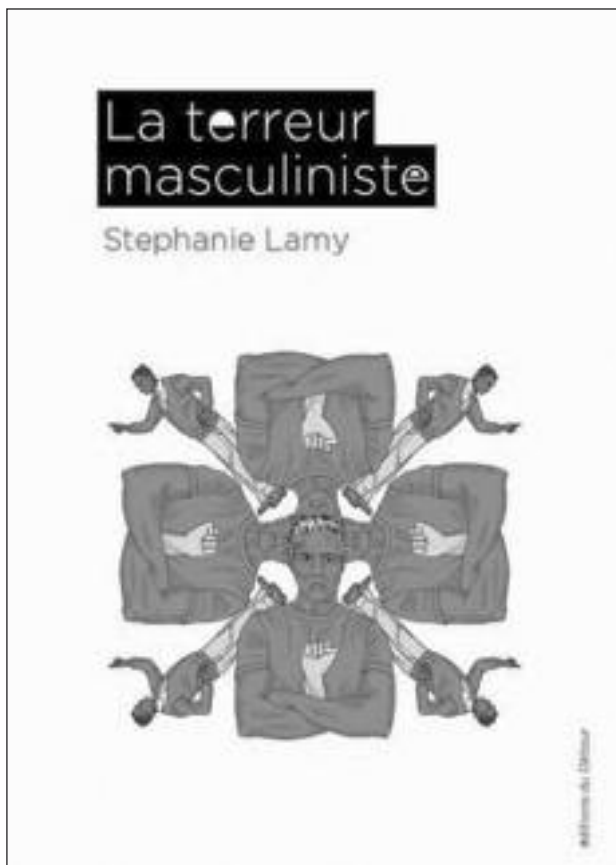
On peut citer trois livres qui approfondissent et décrivent les particularités de cet antiféminisme.

Formés à la haine des femmes: comment les masculinistes infiltrent les réseaux sociaux, de Pauline Ferrari¹ qui a enquêté sur les mouvements masculinistes en ligne et sur la séduction qu'ils exercent sur les jeunes. La journaliste décrit la galaxie masculiniste: coaches en séduction, jeunes hommes en souffrance, stages survivalistes, théories du complot, milieux d'extrême droite et menaces terroristes.

Stéphanie Lamy, dans *La Terreur masculiniste*² montre comment les discours masculinistes incitent à la violence envers les femmes en la justifiant. Elle serait une saine réaction contre une «terreur des



féministes». Elle dresse un panorama groupes masculinistes, leurs soutiens, leurs liens avec d'autres groupes antidémocratiques, leurs moyens d'action. Elle fait un lien avec certains attentats terroristes montrant comment leurs auteurs ont été souvent identifiés comme



auteurs de violences familiales. Elle s'inquiète de voir leur dangerosité minorée par les pouvoirs publics et appelle à revoir nos politiques sécuritaires à cet égard.

Enfin le livre de Mélanie Gourarier, *Alpha mâle: séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes*³. Cette anthropologue, spécialiste des questions de genre, nous propose une réflexion sur le masculinisme et plus largement sur la masculinité. Elle enquête sur la «Communauté de séduction» appelée aussi PUA (*Pick-Up Artist*), allusion à la drague de rue, née dans les années 1990, qui prétend réhabiliter la masculinité devenue problématique en façonnant des séducteurs d'exception, des «alpha mâles» (mâles dominants). Les membres de cette communauté appréhendent la masculinité

contemporaine comme problématique, ce qui, pour l'autrice, est l'expression minimale et première du masculinisme.

Pour ces derniers, la masculinité contemporaine est en souffrance suite aux luttes féministes, et les femmes seraient aujourd'hui en position sociale ascendante, ce contre quoi il faut qu'ils se défendent. Ils aspirent à un modèle de masculinité l'«alpha mâle», modèle socialement situé et situant qui, par ailleurs, reproduit les pratiques de masculinité propres aux classes moyennes blanches. Pour cela ils suivent les prestations de «coachs» qui s'autoproclament experts en séduction et alimentent un marché prospère sur Internet, car leurs conseils sont loin d'être gratuits. Dans ce livre, Mélanie Gourarier cherche, au-delà de l'étude d'une confrérie masculiniste, à examiner les transformations contemporaines du masculin.

Il y a urgence à contrer les discours masculinistes en ligne et les phénomènes de cyberviolence qu'ils entraînent.

Equipop.org⁴ publié, en 2023, un rapport sur le sujet et fait plusieurs recommandations:

- renforcer et compléter l'arsenal juridique, politique et financier en matière de lutte contre le continuum des violences sexistes et sexuelles et les discours incitant à la haine (en raison de l'identité de genre et d'orientation sexuelle);
- intégrer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la lutte contre les discours masculinistes dans les politiques publiques du numérique;
- réguler les multinationales du numérique et technologiques;
- soutenir et protéger les associations et les activistes féministes et LGBTI+;
- sensibiliser les citoyen·nes aux discours masculinistes et leur donner les moyens de se défendre.

Annie Nicolai

1. Pauline Ferrari, *Formés à la haine des femmes, comment les masculinistes infiltrent les réseaux sociaux*, JC Lattès, 2023.

2. Stéphanie Lamy, *La Terreur masculiniste*, Éditions du Détour, 2024.

3. Mélanie Gourarier, *Alpha mâle, séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes*, Seuil, 2017.

4. Equipop.org : Contrer les discours masculinistes en ligne : urgence en France et dans l'UE, octobre 2023.

Elle proteste à en mourir

Au début du mois de novembre, Ahou Daryaei, étudiante à Téhéran, a marché dans les rues, vêtue de ses seuls soutien-gorge et culotte.

DES VIDÉOS la montrent, déambulant quelques minutes avant d'être battue et embarquée dans une voiture.

Sa robe avait été déchirée par des « gardien·nes de la vertu » qui lui reprochaient de ne pas porter son voile de façon assez couvrante. C'était sa façon, spectaculaire et suicidaire, de protester.

Il semble qu'elle soit hospitalisée en psychiatrie.

Les réseaux sociaux rendent hommage à son courage et, sur les vidéos, on voit de nombreuses personnes filmant sa manifestation... mais personne pour la soutenir et la mettre à l'abri.

Était-ce possible ?

Qu'aurions-nous fait ?

Christine Rebatel

VOILÀ, et en fait, elle venait de se faire harceler et plus ou moins arracher ses vêtements par des *bassidj*, une milice islamiste, parce qu'elle ne portait pas bien son voile. Du coup, après l'agression, tant qu'à y être, elle s'est carrément foutue (quasi) à poil. Faut le dire, parce que cette femme n'est pas descendue comme ça en petite culotte dans la rue, elle venait de se faire agresser et partiellement dénuder par des militaires.

De fait, il semble que ces salopards l'avaient laissée à moitié dénudée dans l'espace public, et qu'elle était de toute façon en mauvaise posture par rapport à la police des mœurs (autre flicaille). Mais les Iraniennes

sont remarquablement combatives. Ainsi, Narges Mohammadi, qui est sortie de taule temporairement pour raisons de santé (ablation d'une tumeur et greffe osseuse qui l'ont laissée sur le tapis), est sortie en effet très affaiblie mais en scandant « Femme, vie, liberté », et a posé avec son attelle peu de temps après avec « non à l'apartheid de genre », écrit dans une main, et le portrait de Masha Amini dans l'autre. Bon, elle est prix Nobel et très soutenue au niveau international, mais elle a passé la quasi-totalité des huit dernières années en zonzon.

L. B.

On peut ajouter qu'Ahou Daryaei a 30 ans et qu'elle est divorcée avec deux enfants – circonstance sur laquelle s'appuie le pouvoir pour arguer qu'à cause de sa situation difficile, elle souffrirait de troubles mentaux.

Au niveau international, ils jouent la bienveillance, mais la vérité est qu'elle a été sévèrement brutalisée lors de son arrestation. Elle est considérée comme un cas psychiatrique, ce qui n'est pas exceptionnel, le refus de se conformer au code vestimentaire imposé aux femmes en Iran est fréquemment psychiatriqué...



Cheveux au vent!

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes en Iran ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics. Cette obligation existait déjà dans la loi religieuse (mais pas dans le code de lois de l'État autoritaire, gouverné alors par le Shah), et c'est cette obligation qui est devenue législation d'État.



UNE NOUVELLE LOI, dite «Soutien à la culture de la chasteté et du voile», a été élaborée par le pouvoir judiciaire en mai 2023, pour répondre à la contestation du port obligatoire du voile par les femmes (et de nombreux hommes) en réaction à la mort de Jina Mahsa Amini (2022), et aux soulèvements populaires qui ont suivi.

Cette loi a été publiée le 30 novembre 2024. Pour entrer en vigueur, elle aurait dû être ratifiée le 3 décembre par le président iranien, Massoud Pezeshkian, mais il ne l'a pas fait.

En effet, le projet de loi, comptant 74 articles, a très vite divisé politiques et religieux, mais aussi la société civile. Début décembre, le président lui-même a publiquement émis des doutes sur la pertinence d'une nouvelle loi. Le président du Parlement (qui avait voté le projet de loi) a demandé qu'il soit amendé; le vice-président pour les Affaires parlementaires a fait de même.

La nouvelle loi prévoit des poursuites et des sanctions sévères en cas de «nudité, indécence, dévoilement [c'est-à-dire ne porter ni tchador, ni foulard, ni hidjab] et mauvaise tenue vestimentaire [c'est-à-dire montrer autre chose que le visage, les mains et les pieds]». Non seulement pour les coupables, mais pour celles et ceux qui les soutiennent, les encouragent ou même ne les dénoncent pas.

Ainsi, le texte prévoit une peine pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement et une amende

équivalente à 6 000 dollars (environ 5 800 euros) pour les personnes qui encouragent «la nudité» ou «l'indécence».

En plus de cibler les femmes qui doivent payer des amendes, elles peuvent se voir leur véhicule confisqué, leur passeport saisi, aller en prison, etc., cette loi impose des sanctions sévères aux fonctionnaires, aux chefs d'entreprise et aux autres personnes qui refusent de coopérer. Ceux qui ne signalent pas ou n'agissent pas contre les personnes qui s'opposent au voile obligatoire, ou qui refusent d'appliquer la loi, s'exposent à des sanctions allant de cinq à six ans de suspension de la fonction publique, à des amendes équivalant à deux à six mois de revenus de l'entreprise, ou à d'autres sanctions financières significatives.

Ainsi, un propriétaire de magasin qui laisserait entrer, servirait, vendrait un produit à une femme non ou mal voilée pourrait se voir appliquer une sanction sévère.

Les peines extrêmes de flagellation et de mort sont déjà prévues dans loi iranienne, et cette nouvelle loi ne les «invente pas», elle les rappelle, les remet en avant comme une menace extrême.

Par exemple, son article 67 précise que les peines prévues à l'article 638 du code pénal islamique (qui concerne femmes et hommes), comme la flagellation, continuent de s'appliquer à toute personne qui «se livre publiquement à des actes interdits» ou «porte atteinte aux bonnes mœurs». Idem pour les cas susceptibles de mériter la peine de mort.

Résultat: le 14 décembre, l'État a annoncé que la promulgation de la loi avait été temporairement suspendue. Jusqu'à quand? Avec quels changements? Il est sûr qu'une partie de la société civile (commerçants, entrepreneurs divers, intellectuels, etc.) aura son mot à dire au sujet de ce texte, et les changements qui y seront apportés seront alors le reflet des rapports de force qui traversent actuellement la société iranienne en crise sociale, économique, mais aussi politique et même sécuritaire.

Colette Berthès

Pour les Afghanes (et les Afghans...)

Depuis l'été 2021, date de la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan, la situation des femmes afghanes n'a pas cessé de se dégrader, et ce malgré les sanctions économiques imposées par les anciens soutiens du régime précédent.



École clandestine

AUJOURD'HUI, ce pays est devenu l'un des plus pauvres du monde : 97% de la population vit sous le seuil de pauvreté. La mortalité maternelle et infantile est l'une des plus élevée au monde. Le pouvoir en place impose un régime strict de discrimination de genre, limitant drastiquement aux femmes le libre accès à l'espace public et les confinant dans l'espace domestique. La dernière mesure en date vise à restreindre encore plus cet espace : l'obligation de soustraire à la vue depuis l'extérieur les pièces du foyer où pourraient se trouver les femmes, afin de ne pas faire naître des idées obscènes chez les éventuels voyeurs. Cette mesure, qui nous paraît totalement absurde, en dit long sur l'état d'esprit de ceux qui l'ont promulguée.

Les filles afghanes ne peuvent plus poursuivre leur scolarité au-delà de l'école primaire, se retrouvant de ce fait soumises au destin qu'auront décidé pour elles leurs tuteurs masculins.

Pourtant, un mouvement d'émancipation des femmes afghanes s'était amorcé dès les années 1920, avec peu à peu des avancées en termes d'éducation et de droits sociaux et politiques, qui, certes, ne touchaient que peu de femmes des campagnes et des zones reculées. La première école de filles ouvre en 1919. En 1921, l'Association de soutien aux femmes afghanes lance son premier hebdomadaire ; la même année voit l'ouverture de la première maternité et de la première école de sages-femmes. La polygamie est interdite, au moins dans les textes si ce n'est dans les faits, dès 1928. En 1963, six femmes participent à la rédaction de la première Constitution, la monarchie devenant constitutionnelle en 1964. La même année, les femmes obtiennent le droit de vote. Un an plus tard, en 1965, une femme est nommée ministre de la santé. En 1978, les femmes représentaient 40% des docteur-es et 60% des enseignantes de l'université de Kaboul. La même année, un coup d'État place un pouvoir communiste et pro-soviétique à la tête du pays ; s'ensuivra un soulèvement qui conduira à l'invasion soviétique et à une guerre de plus de quarante ans. L'arrivée au pouvoir des talibans en 1996 met fin à cette situation et sera pour les Afghanes une terrible régression. Vingt ans après avoir été chassés du pouvoir par l'intervention américaine de 2001, les talibans reprennent les rênes du pays et imposent à nouveau leur régime rétrograde¹.

La résistance s'organise.

Des associations d'aide et de soutien, basées en Europe, apportent une aide clandestine permettant à des enseignantes, qui ont été licenciées des lycées où elles exerçaient, de proposer

à des jeunes filles des enseignements, qu'elles organisent clandestinement chez elles.

Je reproduis ci-dessous un passage du texte d'une de ces associations, FemAid :

« Avec l'aide de réfugiés afghans en France, et en fonction de notre budget, nous avons pu trouver des enseignantes qui donnent des cours de façon clandestine à environ 15 à 20 élèves chacune. De 6 enseignantes en octobre 2021, nous sommes passées à 22, un an plus tard, et à 148 en juin 2023. Certaines ont exercé ce métier dans des établissements scolaires, d'autres ont été étudiantes en dernière année de droit et souvent de médecine. Toutes suivent le programme scolaire qui avait été établi par le gouvernement précédent. Parmi ces enseignantes, se trouvent des assistantes qui enseignent l'anglais. Nous avons donné la priorité aux soutiens de famille et aux veuves (deux d'entre elles ont cinq enfants à charge chacune). Toutes ont perdu leur travail et tout autre moyen de survie. Elles reçoivent les élèves chez elles, dans leur cour ou dans une pièce séparée du lieu de vie. Les enseignantes sont payées à présent 150 € par mois et la location de la pièce que nous louons à leur domicile. Nous ajoutons une prime au début de leur enseignement pour les fournitures scolaires et, cet hiver, chacune reçoit pour payer le chauffage, d'autant que les hivers sont rigoureux. Nous avons fourni des ventilateurs également.

L'argent est envoyé par des systèmes du type Western Union ou équivalent, selon les possibilités, il n'y a pas d'intermédiaire. Les frais d'envoi et de change (toujours défavorable pour nous) tournent autour de 10%. Cette partie du projet est gérée par Lutfia Attay à qui les enseignantes envoient des rapports, dessins et photos régulièrement par le biais d'un groupe WhatsApp auquel tous ceux et celles qui nous soutiennent et qui le désirent peuvent se joindre². »

Il est très important de faire connaître l'action de ces associations afin de soutenir les femmes afghanes dans leur combat pour l'éducation et pour l'émancipation³.

Comme l'a écrit Taha Hussein, écrivain et homme politique égyptien (1889-1973), « Seules des femmes émancipées donneront des générations d'hommes libres. »

Mohamed El Khebir

1. Ces informations proviennent du site <<https://www.negar-afghanwomen.org/2/40-2/histoire-des-femmes-da-fghanistan/>>.

2. <<https://femaid.org/project/afghanistan-scolaire-clandestine>>.

3. Citons, en plus de FemAid et de Negar, l'association Nayestane : <<https://nayestane.org/>>.

LE MOUVEMENT #4B

FACE AU MACHISME, AUX MASCULINISMES ET À LA SOCIÉTÉ PATRIARCALE



Des Sud-Coréennes manifestent à Séoul à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2024 (Photo: Jung Yeon-je, AFP).

Suite à un féminicide impuni en 2016, un mouvement est né en Corée du Sud : appelé #4B.

Il se base sur 4 interdits :

- **Bisekseu** : ne pas avoir de relations sexuelles avec les hommes ;
- **Bichulsan** : ne pas avoir d'enfants ;
- **Biyeonae** : ne pas sortir avec les hommes pour des relations romantiques ;
- **Bihon** : ne pas se marier avec les hommes.

CE MOUVEMENT est sans doute l'expression de la fracture, au sein d'une société viriliste, archaïque et patriarcale, entre les hommes, restés consentant à cette tradition, et les femmes, déterminées de plus en plus à construire un monde d'égalité.

Ce qui est nouveau, c'est que ce mouvement, très dématérialisé par les réseaux sociaux, a traversé le Pacifique pour se répandre aux USA via les réseaux de K-pop, la musique pop coréenne très prisée par la jeunesse de tous les continents.

Avec l'élection de Donald Trump, #4B devient une des ripostes possibles de la jeunesse face aux masculinismes affirmés de Trump (« Les femmes, quand vous êtes une star, vous pouvez les attraper par la chatte... ») et d'Elon Musk, particulièrement revendiqués depuis la transition de genre de sa fille Vivian Jenna, dont il rend les « wokes » responsables...

Néanmoins, en Corée, le mouvement #4B est fortement tenté de misandrie, mais aussi d'homophobie et de transphobie, en particulier en lien avec un site appelé Womad,

qui assume d'appeler à des actions violentes contre « les hommes », et traite les femmes ayant des enfants d'« esclaves complices du patriarcat ».

La Corée du Sud, qui a le taux de fécondité le plus bas du monde, va devoir imaginer des aides sociales, des allocations familiales, des modes de garde, des logements abordables à taille suffisante, mais les politiques gouvernementales ne suffiront pas à convaincre sans une défaite d'ampleur des mentalités masculinistes, très ancrées dans une société dont les mœurs ne suivent pas l'évolution technologique.

Le mouvement #4B, bien que ses comptes soient rapidement liquidés sur le réseau X (ex-Twitter), a de beaux jours devant lui, notamment via TikTok, car la jeunesse perçoit, dans sa radicalité, malgré ses limites misandres, homophobes et transphobes, un espace pour contrer les politiques de reculs des droits des femmes, partout dans le monde.

V. D.

Les masculinistes... tout en haut du haut

Un autre chapitre sombre s'ouvre pour les femmes en Argentine gouvernée par le président d'extrême droite Javier Milei.

APRÈS LE DÉMANTÈLEMENT du ministère de la Femme et de la Diversité, en juin 2024, la délégation représentant l'Argentine à l'ONU a voté contre la résolution «*qui vise à prévenir et à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles*» (le 14 novembre).

Selon les statistiques de l'ONU, «*la violence sexiste est une crise urgente*». En 2023, il a été signalé que toutes les dix minutes, un féminicide lié à la violence familiale était signalé et que les filles et les adolescentes étaient particulièrement à risques dans le monde.

La délégation argentine a montré la position du gouvernement actuel, qui a été le seul pays à voter contre cette résolution. Depuis la campagne présidentielle, Milei a promis de fermer le ministère de la Femme, et il a finalement tenu ses promesses, laissant sans accompagnement des milliers de femmes qui luttent contre toutes les formes de violence sexiste, et 600 travailleurs et travailleuses se sont également retrouvés au chômage.

L'Observatoire des violences de genre nous montre des chiffres révélateurs qu'il est important de prendre en compte pour comprendre la situation en Argentine du 1^{er} janvier au 31 août 2024 :

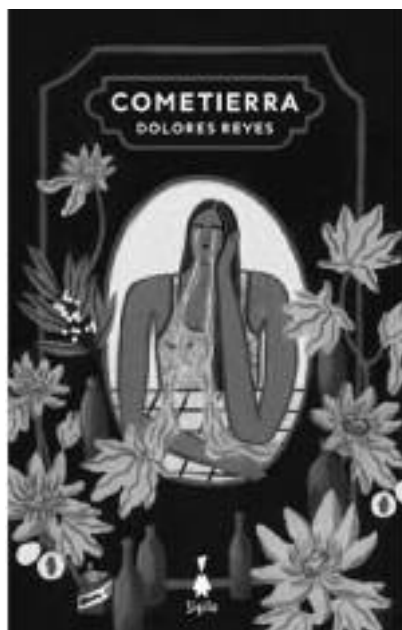
- 168 féminicides;
- 198 tentatives de féminicides directs;
- 61% des féminicides ont été commis par les partenaires et ex des victimes;
- 36% des féminicides se sont produits au domicile des victimes;
- 8 auteurs de ces féminicides appartenaient à une force de sécurité;
- 18% des victimes avaient porté plainte au moins une fois et 10% avaient bénéficié de mesures de protection;
- au moins 155 enfants ont perdu leur mère.

**Selon cet observatoire,
une femme est assassinée en Argentine
toutes les 35 heures.**

Dans le même temps, les programmes d'accompagnement, de conseil et de confinement pour les femmes victimes de violences ont disparu¹.

De la part du gouvernement argentin, dans la bouche du président Javier Milei, il s'agit d'une bataille culturelle contre le féminisme et les diversités, et il nie toute violence sexiste.





Le lendemain de l'annonce du refus du gouvernement Milei à l'ONU, l'Argentine s'est réveillée le 15 novembre 2024 avec la nouvelle d'un autre féminicide: Sofia Delgado, disparue dans la province de Sante Fe, a été assassinée et retrouvée dans un champ.

Les chiffres et les faits montrent qu'en Argentine, il y a encore un long chemin à parcourir pour éradiquer la violence sexiste; cependant, des mouvements de femmes tels que «*Ni una menos*» ont élevé la voix pour toutes celles qui ne sont pas là. Et demander justice d'un seul cri dans toute l'Amérique latine.

Violence à l'égard des filles et des femmes des peuples autochtones

La militante Moira Millán, une *weichafe* (guerrière) mapuche² dénonce depuis des années les violences patriarcales subies par les femmes autochtones, des femmes réduites au silence sous le manteau du colonialisme et qui trouvent aujourd'hui la force de s'unir et de dénoncer.

Dans les zones rurales d'Argentine, il existe une pratique aberrante appelée «*chineo*»³. Littéralement, les hommes blancs sortent pour «chasser» les filles ou les jeunes femmes pour les abuser ou les violer. Elles sont considérées comme un «trophée» pour ces hommes, généralement issus de familles riches et connues, des zones provinciales où ils agissent en toute impunité, même sous la protection du gouvernement⁴. Leur vision est colonialiste et de pouvoir suprême parce que, historiquement, ils se sont déjà approprié les terres ancestrales des peuples autochtones et ils le font également avec le corps des femmes, comme l'ont fait les conquistadors espagnols.

Moira Millán parcourt le monde pour dénoncer l'appropriation des terres mapuches par les propriétaires terriens, la destruction de l'écosystème par différentes entreprises forestières ou minières (écocide), et fait des campagnes dans toute l'Argentine pour l'abolition du *chineo*, pour diffuser et rendre visibles ces pratiques violentes dont les femmes autochtones souffrent depuis longtemps.

Elle reçoit aussi constamment des menaces de mort pour son engagement, mais elle est implacable et dit qu'elle n'a pas peur de dénoncer les injustices commises contre les peuples autochtones, les femmes et la terre.

Censure littéraire

L'écrivaine Dolores Reyes, autrice de *Cometierra*⁵ (2019), l'un des livres les plus importants de la dernière décennie, a été harcelée par le gouvernement central argentin. Son livre parle du cas d'une jeune femme argentine qui, lorsqu'elle mange de la terre à certains endroits, peut voir

ce qui est arrivé aux femmes victimes de féminicides. De cette façon, lorsque la protagoniste découvre ce «superpouvoir», elle est contactée par différentes familles qui ont perdu leurs filles afin que Cometierra puisse les retrouver ou savoir où se trouvent leurs corps.

Cette autrice est actuellement harcelée depuis que son livre est lu dans les écoles secondaires de la province de Buenos Aires, gouvernée par le parti d'opposition au gouvernement national. Cette lecture s'inscrit dans le cadre de la «*connaissance des identités de la province de Buenos Aires*» et doit être accompagnée par les enseignant-es. Selon ses adversaires, ce livre est «pornographique» et ne devrait pas être un matériel d'étude pour les jeunes; la principale porte-parole



Moira Millán

de la censure est la vice-présidente Victoria Villaruel. Elles et ils négligent la question des féminicides qui, en Argentine, fait l'actualité presque tous les jours. Ils veulent boycotter le livre *Cometierra* dans le cadre de ce qui est appelé la «bataille culturelle», mais le livre est diffusé dans diverses parties du

monde, et est traduit en 13 langues et a été réédité plusieurs fois, ainsi d'ailleurs que le deuxième livre de Dolores Reyes, *Miseria*.

Cette incitation à la censure par le gouvernement de Javier Milei s'aligne sur ce que nous avons montré dans la première partie de cet article, le déni de la violence sexiste à l'égard des femmes; ils tentent de rendre invisible une réalité ancrée dans la société argentine depuis plusieurs années, et le pouvoir patriarcal cherche à éteindre et à réduire au silence les expressions culturelles qui le dénoncent.

Cependant, les voix de la résistance ne se taisent pas, que ce soit dans la rue ou dans les maisons, dans les écoles ou les universités, pour dire «Pas une de moins», chaque fois qu'une sœur, une fille, une amie, une collègue, n'arrive pas là où on l'attend...

Belén Cabrera

1. Source Observatoire des violences de genre: «Maintenant qu'ils nous voient».

2. Née en 1970 en Patagonie argentine, Moira Ivana Millán est une militante mapuche. Écrivaine, réalisatrice, féministe, elle lutte activement pour la récupération des terres appartenant aux peuples autochtones. Cofondatrice du Mouvement des femmes indigènes et des diversités pour le Bien-Vivre, elle milite pour un modèle de société alternative, basé sur la reconnaissance de l'égalité entre tous les êtres vivants.

3. «China»: petite fille ou jeune d'un peuple originaire (terme péjoratif); «chineo»: acte d'abus sexuel sur une jeune «indigène».

4. Un cas bien connu est celui de Maria Soledad Morales à Catamarca, en 1990. Une jeune étudiante de 17 ans, d'une famille modeste, fut assassinée par «les hijos del poder», ce qui fit tomber le gouverneur de l'époque, Ramon Saadi.

5. Dolores Reyes, *Mangeterre J'ai lu*, 2022.

Patriarcat... comme d'hab'

Quand les hommes viennent à la rescousse des féministes, les aident à dénoncer les inégalités et appuient leurs revendications, on aime...

DEUX JOURNALISTES, Guillaume Daudin et Stéphane Jourdain, mènent des enquêtes qui s'inscrivent dans cette démarche et les illustrent en publiant des bandes dessinées claires et didactiques.

Leur première enquête portait sur la contraception masculine, *Les Contraceptés*. Les auteurs soulevaient la question de la contraception au sein du couple, pourquoi aujourd'hui encore demeure-t-elle principalement la problématique des femmes, qui assument seules la charge mentale de la contraception. Les hommes semblent toujours ignorer qu'il existe des méthodes de contraception masculine recensées dans l'ouvrage des journalistes.

Ils récidivent avec une nouvelle enquête et bande dessinée, sortie en mars 2023, *L'Arnaque des nouveaux pères, enquête sur une révolution manquée*.

Alors que les réseaux sociaux affichent, sous une pluie de likes Instagram, les photos de papas donnant le biberon ou porte-bébés sur le ventre, alors que les médias se font l'écho des jérémiades d'associations contre une justice «sexiste» quant à la garde des enfants qui pénaliserait les pères, les statistiques nous racontent une tout autre histoire: la charge parentale se conjugue toujours à plus de 70% au féminin, et le ramassage des chaussettes sales est toujours genré!

Dans cette bande dessinée, les auteurs mènent l'enquête auprès de leurs compagnes, de chercheuses et militantes en criant haro sur le *papapatriarcat*.

Les auteurs dénoncent l'hypocrisie d'une image de superpapa diffusée ces dernières années et évoquent le ressenti de femmes fatiguées d'entendre toutes les louanges adressées à leurs conjoints pour leur participation, alors qu'elles n'en reçoivent jamais, tout en faisant le double du travail.

Les deux journalistes énumèrent les nombreux points qui accréditent la thèse d'une charge parentale inégalement partagée aujourd'hui.

– Le congé paternité et d'accueil de l'enfant, présenté comme le remède miracle pour impliquer ces derniers. À compter du 1^{er} juillet 2021, la durée du congé pour le père (ou le second parent) est passée de 14 à 28 jours, dont 7 obligatoires. Trois jours à la charge de l'employeur et les 25 jours restants indemnisés par la Sécurité sociale.

Hélas, cet encouragement donné aux pères n'a pas eu l'effet escompté, tous les pères ne le demandent pas, et ceux qui le prennent se coulent dans leurs vieilles habitudes quand ils reprennent le travail.

– De nombreuses études, dont une de l'INSEE de 2022, montrent que les ajustements professionnels souvent nécessaires après l'arrivée d'un enfant sont dix fois plus

importants pour les mères que pour les pères. Chez les femmes, le taux de temps partiel passe de 23% à 45% principalement pour libérer le mercredi, et le salaire des femmes baisse de 200 euros en moyenne après l'arrivée d'un enfant.

– Les stéréotypes sexistes persistent: les hommes considèrent toujours que leur place n'est pas auprès des torchons et des enfants. En 2024, 42% des hommes et 34% des femmes trouvent normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants.

– Dans la famille, les rôles restent toujours genrés. Certes l'époque de la «paternalité institutionnelle imposée» est révolue, mais la société se réfère encore à la prévalence du chef de famille et, dans l'univers de la petite enfance, du soin, de l'éducation; les stéréotypes et la primauté de la mère demeurent ancrés dans les mentalités.

– Un frein au progrès de l'égalité dans les charges parentales viendrait-il des femmes elles-mêmes? Comme l'écrit Mona Chollet dans *Chez soi*¹, de nombreuses femmes invitées non seulement à se conformer au rôle de la servante mais aussi à s'y réaliser, à y puiser leur estime d'elles-mêmes, ont peut-être trop bien répondu à l'injonction, s'obligeant elles-mêmes à prendre part à la course à la mère parfaite.

Le pays de cocagne pour les parents serait-il la Suède?

En Suède, père et mère se partagent un congé parental de 480 jours avec une prise en charge de 80% du salaire, mais seuls 14% des couples partagent identiquement ce congé, les mères sont toujours en première ligne et les hommes ont toujours du mal avec leur perception de la virilité.

Alors pour quand la véritable égalité, dans une génération ou dans trois cents ans?

Un des deux journalistes conclut: «*Se reposer, ça décrit pas mal de ressorts entre ma meuf et moi, le patriarcat pour moi, c'est beaucoup ça, si je ne le fais pas, ça sera quand même fait...*»

N'en déplaise aux réseaux sociaux, qui affichent de belles et trompeuses images, la révolution est loin d'être achevée.

A. N.



Stéphane Jourdain, Guillaume Daudin et Antoine Grimée, *L'Arnaque des nouveaux pères: enquête sur une révolution manquée*, Glénat, 2023.

1. Mona Chollet, *Chez soi*, La découverte, 2015.

Apprendre à être un homme

Selon Patric Jean, il y a trois sortes de masculinistes :

- **ceux qui défendent les droits juridiques de domination des hommes sur les femmes, en particulier dans le domaine de la famille, c'est là qu'on trouve les pères perchés ;**
- **ceux qui militent pour la libération des hommes, une sorte de symétrie bidon avec le féminisme qui affirme que les hommes aussi sont opprimés par les injonctions genrées et qu'ils subissent des discriminations ;**
- **et, enfin, les bons vieux réactionnaires qui militent pour qu'hommes et femmes restent à leurs places traditionnelles, un papa, une maman et pas de droits reproductifs.**

MAIS ALORS OÙ CLASSER LES STRESSÉS de la virilité, et ceux qui s'enrichissent sur leurs dos ? Y'a deux façons d'apprendre à être un *vrai* homme (ce qui est paradoxal quand tu es déjà un homme). Avec des intersections.

Les stages de virilité et les formations de *Pick-Up* artistes. Dans les premiers, tu apprends la force et la norme : hommes plus forts donc protecteurs, femmes plus faibles donc bonnes à rien. Cours accélérés (mais chers) de renforcement des stéréotypes en perte de vitesse. Les formations de drague agressive sont à la fois risibles et effrayantes. Manipulation et tableau de chasse, mépris et classement des proies.

Mais j'ai aussi trouvé des stages gentils animés par des gentils. Qui cultivent le masculin sacré, avec une charte (qui comprend le respect des femmes) et un comité d'éthique. Pour trouver sa masculinité propre et être épanoui dans l'amour.

Les hommes peuvent aussi participer à des stages de déconstruction de la virilité toxique.

Et que faire des célibataires involontaires, les incels, qui partagent des forums qui exacerbent leurs frustrations et conduisent à des meurtres et des massacres (de femmes) ? Même si les massacres sont rares, et qu'ils sont plus susceptibles de pratiquer la violence en relation interpersonnelle, ces gars, qui peuvent faire rire, tiennent des discours terrifiants.

La violence sexuelle est vue comme une manière de se venger de femmes et le viol comme une manière d'accéder à une masculinité dominante. Certains incels invoquent finalement, à tort, la science pour affirmer que les femmes sont « prédisposées » à « aimer le viol » et les hommes, eux, à commettre des viols. La violence sexuelle envers les femmes serait donc « l'ordre naturel », selon ce discours.

En bonne féministe excessive, je me méfie des rencontres entre hommes pour parler des relations hommes-femmes, ça tourne le plus souvent mal.

J'ai une idée de stage, encadré par des femmes.

Premier jour : assumer la vie de famille, avec la participation de 3 ou 4 enfants par homme dans un mini-studio (pas d'entraide), du lever au coucher, un jour sans école.

Deuxième jour : entretien du linge, avec un stock de linge à laver (de toutes les couleurs et matières) et un stock de linge à repasser.

Troisième jour : penser les menus d'une semaine et la liste de courses qui va avec.

Quatrième jour : entretien des relations familiales et amicales, utilisé pour (re)prendre contact avec ses proches sans intermédiaire féminine.

Cinquième jour : le clitoris et sa bonne utilisation, déconstruction du concept de préliminaires, réflexion sur la non-nécessité de la pénétration.

Ch. R.



CULTURE DU VIOL

Du procès de Mazan, on dit que c'est le procès de la culture du viol. Si c'est le cas, le moins qu'on puisse dire est qu'elle se tient au prétoire, dans les arguments des accusés et des avocats de la défense, comme dans la façon qu'ont le bâtonnier et le président du tribunal de conduire les débats, laissant passer les énormités et les maltraitances manifestes de la défense et réprimant la parole de l'accusation.

LES ACCUSÉS D'ABORD: pour cet article, je me suis principalement appuyée sur le boulot de la journaliste Anna Margueritat, qui décrit, jour après jour et littéralement heure par heure, le déroulé des audiences. D'autres journalistes, principalement des femmes, Marion Dubreuil, avec ses croquis superbes, Juliette Campion, font aussi un travail remarquable. Et on verra que dans la salle minuscule du tribunal d'Avignon, où les violeurs se trouvent quasiment tous les jours en nombre tel qu'ils occupent une grande partie de la salle face à une victime déterminée mais seule, ce nombre compte, fait poids, tandis que se constitue un espace de solidarité masculine.

Les accusés montrent une impressionnante désinvolture, ils rient, fraternisent, se montrent menaçants envers les femmes présentes. Ils ne craignent pas à l'occasion de se mêler aux journalistes pour lire par-dessus leur épaule ce qui s'écrit sur les ordinateurs. La promiscuité est extrême. Dominique Pélicot, le principal accusé, use pareillement de regards fixes et insistants envers certaines journalistes.

Doigt d'honneur, clin d'œil, menace de violer la mère d'une femme qui vient d'interpeller un accusé en lui demandant s'il aimerait qu'on fasse ça à sa mère (l'accusé en question dit qu'il a évolué et veut devenir pasteur) sont des



exemples parmi d'autres de la conduite des mis en cause. Dans ce dernier cas, on notera la réaction incroyable de l'avocate qui défend son client au lieu de le calmer. Un autre menace de «*péter ta caméra*». La majorité des mis en cause comparait libre, si bien qu'il est difficile, aux abords du tribunal, de ne pas se trouver avec un troupeau de violeurs assemblés aux terrasses des cafés. Blagues, rires, pauses clopes, l'ambiance est détendue. Aux huées du public, une dizaine d'accusés réagissent en éclatant de rire. «*Tout ça pour nous? Trop sympa!*», dit l'un d'entre eux. Pendant certaines audiences, ils parlent à voix haute entre eux, rigolent, chahutent comme des enfants dans une salle de classe.

L'immense majorité réfute le viol.

Anna Marguerita a ainsi constitué un petit florilège des nouvelles catégories de viols inventées par les accusés :

- viol par contrainte ;
- viol à contrecœur ;
- viol pour faire plaisir, viol sous emprise ;
- viol par distraction ;
- viol involontaire ;
- viol par surprise (du violeur) ;
- viol par politesse ;
- viol par inconscience (du violeur).

«*C'était pas un viol, dit l'un des accusés, parce que je l'ai bien vécu.*»

Un autre dit : «*Je sais ce que c'est un viol, j'ai jamais violé qui que ce soit. Si j'avais dû violer quelqu'un, j'aurais pas choisi une femme de cet âge mais une belle...*»

Un autre, condamné en 1999 pour inceste sur sa fille, dit : «*Je n'arrive pas voir ça comme un viol.*»

Un autre s'insurge et affirme qu'il n'est pas un violeur, c'est trop dur à porter.

Un autre dira que parler de viol est exagéré.

Un autre nuancera : «*C'est bien mon corps, mais ce n'est pas mon cerveau.*»

Un autre, accusé de viols aggravés sur Gisèle Pélicot et détenteur de plus de 600 images pédopornographiques, dit qu'il pense être quelqu'un de bien.

Un autre encore explique : «*On est des violeurs parce qu'on n'a pas recueilli le consentement mais on n'est pas des violeurs dans l'âme.*»

Un infirmier va jusqu'à supposer qu'ils seraient plusieurs à souffrir d'une amnésie traumatique causée par la terreur que leur a infligée Dominique Pélicot. Le même s'indigne : «*La parole de Gisèle Pélicot est sacrée? On n'a jamais cherché ce qu'il y a comme preuve sur son portable. Nous devons être traités à égalité.*»

Un autre : «*Ça va être dur pour moi de me relever après ça. J'ai un profond respect pour les femmes.*»

Un autre, soupçonné de pédocriminalité, accusé de viol aggravé et de soumission chimique, condamné pour violences conjugales et diffusion de photos de ses ex, demande avec aplomb : «*Est-ce que les faits commis font forcément de moi une personne misogyne et phallocrate?*»

Certains cependant en tirent des leçons :

«*Maintenant j'arrête pas de dire à mon fils fais attention! Avec le consentement, les vidéos, tout ça, pour ne pas qu'il vive ce que je suis en train de vivre.*»

Un accusé, ex-flic, ex-maton, actuellement ambulancier, qui est «*pilier du boy's club*», n'hésite pas à plaisanter avec les autres accusés en pleine audience. Ses tatouages témoignent de ses idées d'extrême droite.

Il y a viol et viol

Les avocats ne sont pas en reste : de Palma, qui restera dans les mémoires, assène qu'il y a viol et viol, et que sans intention de le commettre, il n'y a pas viol. Gisèle Pélicot ayant manifesté son indignation, il lui répond violemment, en hurlant : «*Vous vous faites le relais de ce que disent les médias. Si vous voulez alimenter la polémique, c'est réussi. Bravo.*» Dans la foulée, 5 avocats de la défense se lèvent pour dire qu'ils sont tous indignés.

Le président, qui est censé, selon la loi, «*prévenir toute forme de victimisation secondaire*», n'interviendra jamais pour protéger Gisèle Pélicot de la violence et de l'irrespect total des avocats de la défense.

Mention spéciale à Nadia el Bouroumi qui hurle sur elle après l'avoir assuré de son respect, avant de lui poser des questions dégradantes. C'est la même qui poste des vidéos en tant qu'influenceuse sur son instagram, où elle chante *Wake me when you go-go*¹, en réponse à ceux qui «*veulent la museler*». Dans un procès pour soumission chimique, c'est délicat autant que respectueux pour la victime. Elle ne cessera de harceler Gisèle Pélicot par des questions du genre : «*Je ne vous ai jamais vue pleurer à part une seule fois, ça pose question*» ou «*Vous avez de la peine pour votre mari, moi je dis que vous êtes victime de son emprise*». [Le président, en coma dépassé, ne réagit pas.] L'avocate hurle, coupe la parole à la victime, tentant de lui faire avouer l'emprise. Un avocat de Gisèle Pélicot demande au président d'intervenir. Réaction de celui-ci : «*Je ne vous permets pas, c'est indigne, laissez votre consœur s'exprimer, c'est indigne!*»

Un avocat, à Gisèle : «*Ne pensez-vous pas que ces garçons (moyenne d'âge 41 ans) ont pu être manipulés?*» Gisèle Pélicot : «*Ils n'ont pas 10 ans.*»

Les avocats de la défense ont déniché des photos sexy de Gisèle Pélicot, qu'ils ont tenu à projeter.

«*Madame, ne seriez-vous pas simplement exhibitionniste et ne l'assumez pas?*», demande une autre avocate.

El Bouroumi reprend la raquette pour reprocher à Gisèle Pélicot d'être responsable de cette projection, puisqu'elle a refusé le huis clos.

Le président est aux abonnés absents. Un des avocats parsème ses interventions de blagues, faisant rire une partie des accusés. Un autre avocat tient à demander : «*Peut-il y avoir une lubrification naturelle chez une femme qui dort?*» L'expert, comme deux ronds de flan, dit qu'il peut y avoir de nombreux facteurs qui expliquent une lubrification.

Le président dévoilera sa vision de la masculinité par une question à un expert : «*Un homme, quand il est sous l'emprise de besoins, est-il davantage dans l'incapacité à réfléchir, en raison de ses besoins sexuels?*» De Palma, encore lui, oppose la brutalité de Dominique Pélicot à la «*douceur*» de son client. «*Donc vous, vous seriez un violeur qui caresse?*» Une autre avocate, Crepin-Deheaene, se distingue par ses posts violemment antiféministes.

Je passe les interventions de certains experts...



➔ Tous s'accordent à dire que quasi-personne, dans cette salle, n'a un profil de violeur.

C'est le défilé des bons pères de famille, des hommes utiles à la société. Dominique Pélicot lui-même précise : *« C'est pas parce que j'ai fait ça à mon épouse que je considère les femmes comme des objets. »*

Face à ces propos lunaires, les vidéos projetées de temps à autre, pour la plupart insoutenables, remettent les pendules à l'heure. Le président tentera d'imposer un huis clos partiel pour les projections, les interdisant aux journalistes et au public, *« en raison de leur caractère indécent et choquant »*, tant elles sont atroces et mettent la défense sur le pied de guerre.

On se ligue contre ces exhibitions sordides qui ne servent à rien, ce que réfute l'accusation : devant les faits dans toute leur atrocité, on ne peut que s'incliner.

Un avocat de la défense ira jusqu'à dire à Gisèle Pélicot : *« Je ne veux pas d'un débat hystérisé par les images au risque de perdre en qualité. [...] Vous êtes inaudible. Un homme lui aussi a droit au respect et à la dignité. Nous sommes héritiers des Lumières, nous avons en partage cet héritage. Partez donc vivre dans les pays qui méprisent ce que nous sommes ! »* On comprend qu'il soit difficile de défendre un homme jubiland que tout le monde a vu à l'écran se livrer, excité et enthousiaste, à un viol sur une femme dans le coma.

Les avocats de la défense sont présents et font masse même quand leur client n'est pas en audience. L'une joue à *candy crush* pendant toutes les audiences, un autre insulte copieusement l'avocate de Gisèle Pélicot à chacune de ses interventions. Les avocats de la défense soupirent, s'indignent à chaque intervention de la partie civile.

Gisèle Pélicot et ses avocats s'y opposant fermement, le huis clos est abandonné, les projections sont de nouveau publiques.

À une autre occasion, alors qu'un des accusés s'adresse à Gisèle Pélicot pour lui dire qu'il est victime, comme elle, de son mari, la salle fait entendre des soupirs exaspérés et le président, amorphe lorsqu'il s'agit de la conduite des accusés et des avocats de la défense, réagit violemment : *« Je vous rappelle que j'ai tous les pouvoirs. Toute personne qui réagit de sorte à perturber l'audience se verra sortir immédiatement. »*

Les témoins ne sont pas en reste : hormis de rares exceptions, l'immense majorité, des femmes pour la plupart, couvre les accusés et en reste solidaire. Ils ne sont pas rejetés, bannis de la famille, au contraire, certaines femmes se remettent avec eux.

« Il n'a jamais été violent avec moi, mais en décembre 2019, il m'a menacé avec une hache. »

« Il peut avoir des petites naïvetés, parce qu'il est trop gentil. »

« Il est influençable. »

« J'ai essayé de refaire son éducation mais c'est compliqué de faire changer quelqu'un qui est dans un schéma. »

« Pour une fois qu'il commençait à être heureux, il lui arrive ça... »

« C'est quelqu'un de bien, même s'il a fait une bêtise. Il a toujours été naïf, il s'est fait manipuler, c'est un gentil garçon. »

« Moi je ne le considère pas comme un violeur. Ce mot est violent et ne lui correspond pas. »

« Un garçon si naïf et gentil, le cœur sur la main. »

« Je ne le crois pas capable de commettre un viol. Je l'attends, je le soutiens. »

Les amis viennent manifester leur soutien : *« Tiens bon, Didier. »*

À toutes, Gisèle Pélicot répondra simplement :

« J'ai vu ces femmes, ces mamans, ces sœurs, témoigner à la barre, par rapport au fait que son fils, son frère, son père, son mari était un homme exceptionnel. Moi, j'avais le même à la maison. »

L'un de ses fils, plus incisif, dira des accusés : *« Tous ces gens derrière moi qui se pavanent ont oublié qu'on est pas là pour rigoler, on est là pour prendre ses putains de responsabilités. »*

Le pompon est détenu par les témoins de moralité d'un des accusés, retraités de la police comme lui, qui se sont rencontrés au club karaté police. En tant qu'ex-policiers, ils savent reconnaître les délinquants, et ils affirment que l'accusé n'en est pas un. Le président les invite à rester, souriants, à quelques mètres de leur ami, et à la fin de l'audience, ils iront boire un coup ensemble dans une brasserie proche.

L'état des lieux général de l'état de la société française pourrait être visualisé par une dizaine d'accusés attablés et détendus à côté d'un collage *« La honte change de camp »*, le jour des réquisitions.

Pour finir, les peines demandées vont de 4 à 20 ans, la majorité dépassant 10 ans. L'avocate générale, qui, au contraire du président, n'a aucune complaisance envers les accusés, conclut par : *« Vous direz aux femmes qu'il n'y a pas de fatalité à subir, aux hommes pas de fatalité à agir. Par votre verdict enfin, vous nous guiderez dans l'éducation de nos fils. »*

Première remarque : si la culture du viol était dans ce procès, elle y était à la barre.

Le déroulement scandaleux des audiences à charge de la victime, où les accusés et les avocats ont été laissés libres de manifester une misogynie sans fond, une absence totale d'empathie et des points de vue totalement obsolètes sur la sexualité, en décalage non seulement avec l'époque mais avec l'état des lois, en atteste. Hélas, ce procès n'a pas fait mentir le triste constat que les victimes sont terriblement maltraitées et les accusés complaisamment épargnés.

Dans cette affaire, seuls les flics et la juge d'instruction, ainsi que les avocats de la partie civile, tous remarquables, auront fait leur boulot. L'avocate générale aussi.

Le jury étant, dans une cour criminelle, composé du président et de 5 assesseurs, on peut s'attendre au pire.

Deuxième remarque : force est de constater que la culture du viol a de beaux restes, et même le vent en poupe.

Le viol lui-même n'est ni reconnu ni identifié, à l'instar du violeur. S'il s'agit, dans un cas, de Monsieur-tout-le-monde, dans l'autre, on trouve une normalisation absolue d'à peu près toutes les formes de viols, sauf ceux commis par un inconnu armé, de préférence étranger, dans l'espace public.

Il y a un sacré pain sur la planche. Dans une société où l'éducation sexuelle est laissée à une pornographie invasive et massive sans le moindre recul, les choses ne risquent pas de s'arranger. De fait, elles s'aggravent, et on voit apparaître des formes de prostitution et de pornographie effarantes, comme le fait de payer à l'autre bout du monde une somme dérisoire pour faire filmer en direct des viols d'enfants.

Troisième remarque: la quasi-totalité des procès pour viol manque de preuves, mais dans celui-ci on peut constater que l'excès de preuves n'aboutit absolument pas à une prise de conscience.

Pire, les avocats de la défense, les accusés et le président feront tout ce qu'ils peuvent pour les faire disparaître de l'espace public où la victime les a placées ces preuves.

Ce qui conduit à penser que le problème n'est pas la prise de conscience: les défenseurs de la culture du viol, appelons-les comme ça, savent parfaitement ce qu'il en est. On peut supposer que c'est juste qu'ils trouvent que les choses sont très bien comme ça. La prise de conscience ne porte donc pas sur les faits, mais sur le statut des femmes en tant qu'*alter ego* et la possibilité d'une empathie.

Quatrième remarque: l'absence quasi totale des hommes dans ce procès souligne qu'un des fondements de la culture patriarcale, à savoir le boy's club et l'absence totale d'empathie envers les femmes, résiste sacrément.

Le «*not all men*», bien que tous les hommes sans exception bénéficient du climat de danger potentiel qui pousse toutes les femmes à une prudente complaisance et à accepter d'eux des choses qu'elles ne devraient pas accepter, reste la norme, et si le privilège blanc a du mal à se faire accepter, que dire du privilège masculin ? Le réflexe massif a été: «*Je ne suis pas comme ça*», mais un nombre infime d'hommes ont essayé de comprendre ce que signifie pour leurs sœurs, compagnes, mères, filles, amies le fait de vivre dans un monde où, potentiellement, dans un rayon d'une dizaine de kilomètres, il peut se trouver 80 hommes prêts à les violer dans le coma, et statistiquement 24 autres qui refuseront de le faire, mais ne dénonceront pas ni ne signaleront ceux qui le font.

On n'a pas le cul sorti des ronces...

L. B.

1. Traduction: *Ah oui, réveille-moi quand tu pars ! (Si, si, elle a osé)*

Économiser sur le dos du Planning Familial?



En plein procès en défense de Gisèle Pélicot, la région Pays de Loire vient de trouver utile de supprimer la subvention au Planning familial.

B IEN SÛR, le gouvernement Barnier a imposé un régime très strict de baisse des financements aux régions, mais comment est-il possible que la santé sexuelle et le travail de partenariat autour de l'Éducation à la vie affective et sexuelle (Evars) soient impactés en premier ?

Juste pour mémoire, nous vivons dans un pays dans lequel, lorsqu'une femme se fait violer par des dizaines d'hommes, le maire de sa ville déclare «*Il n'y a pas mort d'homme*»...

Les avocats des violeurs affirment «*lorsqu'un homme n'a pas l'intention de violer, il n'y a pas viol*», comme si les seuls humains de l'histoire étaient les hommes et que les femmes ne ressentaient rien...

On aurait pu décréter une mobilisation nationale pour éradiquer la culture du viol qui irrigue notre société.

Non, c'est juste l'inverse.

Lorsque le gouvernement exige des économies, c'est le Planning familial qui est liquidé en première ligne.

V. D.

Apartheid de genre

La Sixième Commission, forum d'examen des questions juridiques au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, a adopté une liste de quinze nouveaux articles qui seront débattus en décembre en vue d'un nouveau traité. Il est question de disposer de meilleurs outils juridiques pour attaquer les auteurs de crimes contre l'humanité, dont les crimes relevant de la justice de genre. C'est la première fois qu'ils sont inclus dans l'ensemble des crimes contre l'humanité. Et parmi ceux-ci figure l'apartheid de genre tel qu'il est appliqué de façon évidente en Afghanistan et en Iran.

Pire, l'Iran a réussi à obtenir que ce ne soit pas une femme, comme le veut la règle, qui porte la pancarte de son pays.

Linda Weil-Curiel sera la première à parler d'apartheid de genre.

Depuis, le concept a fait son chemin, et il a connu un rebond revendicatif depuis le retour des talibans en 2021 et la campagne *End Gender Apartheid Today*, à l'initiative surtout d'Iraniennes et d'Afghanes qui, depuis, s'efforcent d'imposer l'*apartheid de genre* comme un crime contre l'humanité. Avec un certain succès, puisque le texte est à présent entre les mains de la Sixième Commission et qu'il a été approuvé. Reste à savoir ce que les pays en feront.

Les crimes contre l'humanité sont du ressort de la Cour pénale internationale (CPI), qui est dans la tourmente et dont nombre de pays ne veulent plus entendre parler depuis qu'elle a décidé de traiter un État, issu d'Europe et garant des intérêts occidentaux, incrusté au Moyen-Orient, où il perpète un génocide, comme s'il s'agissait d'un vulgaire pays sous-développé. Et la Russie aussi a une sérieuse dent contre elle.

Mais les discussions vont bon train. Un soutien fort à la proposition d'inclusion du crime d'apartheid de genre dans les crimes contre l'humanité a été apporté jusqu'ici par l'Afghanistan (gouvernement en exil), l'Australie, le Chili, Malte et le Mexique, l'Autriche, le Brésil, l'Islande, les Philippines et les USA s'y sont déclarés ouverts. Le Cameroun, on ne sait pourquoi, y est fermement opposé. Tout ça manque un peu d'Europe. Au passage, la France ne figure que dans une approche globale des traités en matière de genre, ça ne mange pas de pain, et pas en soutien ferme mais en ouverture.

C'est un peu frileux pour un pays qui ne cesse de la ramener sur les droits des femmes tout en leur piétinant le visage. Ainsi la France, et surtout son président, a fait obstruction à un projet de loi européenne introduisant la notion de (non) consentement explicite et éclairé dans la définition du viol. C'est ce qu'on appelle la galanterie française, on peut plus rien dire ni faire ni regarder, et comme le dit l'avocat d'un des violeurs de Gisèle Pélicot, s'il faut un Cerfa¹ pour s'assurer du consentement à chaque relation sexuelle...



S I LE TEXTE EST PORTÉ PAR LES FEMMES iraniennes et afghanes, l'origine du concept remonte à la fois à la fin de l'apartheid sud-africain et à la première victoire des talibans dans les années quatre-vingt-dix.

La fin de l'apartheid a fait revenir l'Afrique du Sud aux JO de 1992 à Barcelone. Linda Weil-Curiel, responsable de la Ligue du Droit international des Femmes, enrage de voir que 35 délégations ne sont composées que d'hommes.

« Les Noirs sont absents, c'est un scandale, et ce, à juste titre. Les femmes sont absentes, personne n'en parle. C'est ce que j'appelle du machisme ordinaire. »

Mais qu'est-ce que l'*apartheid* de genre?

Élaborée à partir de la condition des Noirs en Afrique du Sud, la notion d'*apartheid*, qui, comme celle de génocide, tend à sortir de son cadre de création (la Shoah pour le génocide, la situation des Noirs sous le régime afrikaan pour l'*apartheid*), malgré de vives et persistantes oppositions, va vers un consensus toujours menacé. Cette définition de l'*apartheid* repose sur une discrimination et des inégalités extrêmes infligées à un groupe humain, qui ne jouit pas des mêmes droits que les autres. Le crime d'*apartheid*, qui fait déjà partie des crimes contre l'humanité, se définit par :

- un système d'oppression et de domination d'un groupe racial sur un autre ;
- un ou des actes inhumains tels que transferts forcés de populations, tortures et meurtres ;
- une intention de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre.

En termes juridiques internationaux, le mot « race » désigne la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique. L'enjeu est d'y ajouter la notion de genre, encore massivement discutée et disputée au sein de la communauté internationale.

Il faut préciser que, déjà, la CPI a reconnu une situation d'*apartheid*, documentée de façon très robuste, dans les territoires palestiniens occupés par Israël, reconnaissance qui a mis la moitié de l'Occident sur le pied de guerre.

On pourrait aussi faire remarquer que, finalement, la notion juridique de génocide n'est apparue en droit international que lorsqu'un peuple européen en a exterminé un autre. Le génocide des Indiens d'Amérique, qui a fait passer leur population sur tout le continent de 60 à 80 millions à moins de 10 millions en un siècle, ainsi que tous les génocides coloniaux qui ont suivi, et qui, aujourd'hui, rentrent parfaitement dans la définition actuelle, étaient considérés comme des œuvres légitimes des peuples civilisés, qui pouvaient bien faire ce qu'ils voulaient des barbares. Et on voit que le génocide en cours à Gaza soulève des dénégations furieuses : un pays que tous considèrent comme la seule démocratie du secteur ne peut se rendre coupable de génocide, enfin, et d'ailleurs sont-ils vraiment des humains comme les autres, ceux qui brûlent sous les bombes ?

Il en est de même pour l'*apartheid* de genre. Déjà, le mot « genre » lui-même soulève l'opposition catégorique de pas moins de 56 pays, quasi tous africains, où il est rafraîchissant de retrouver quand même le Saint-Siège et la Pologne.



Vingt-deux pays y sont favorables, dont la Hongrie ; et la France, prudemment, ne se prononce pas. Elle n'avait d'ailleurs pas été signataire de la demande d'introduire l'*apartheid* de genre au statut de Rome.

Cette notion d'*apartheid* de genre va trop loin pour un certain nombre de pays, non seulement ceux qui pourraient être rapidement concernés, l'Arabie saoudite, les Émirats, etc., mais aussi pour tous les pays, et ils sont nombreux, qui se verraient mis sur la sellette par des inégalités et des discriminations persistantes. Et elle gêne aux alentours certains de ceux qui redoutent d'être contraints d'accueillir leurs ressortissantes victimes de crimes contre l'humanité. Car on n'est pas trop pressé, dans notre pays, d'accueillir des hordes de réfugiées qui jouiraient du droit à l'asile inconditionnel que leur conférerait ce crime, une fois solidement ancré dans le droit international.

Tout le monde aura remarqué que non seulement notre pays, mais toute l'Europe, a pris un sérieux coup de gîte à droite, et même à l'extrême droite.

Or, ce qui caractérise l'extrême droite, c'est son amour inconditionnel des hiérarchies biologiques, la race blanche ainsi que le sexe masculin sont supérieurs et, au-dessus, c'est comme ça. L'idée que la saine expression de ces hiérarchies naturelles puisse être qualifiée de crime contre l'humanité n'est pas une idée si plaisante que ça (bien qu'elle menace en priorité les dictatures ou les régimes autoritaires islamiques qui appliquent une féroce ségrégation entre les sexes, ces barbares).

Mais il n'y a pas que ces pays islamiques, tant s'en faut, qui sont tentés par les rapports à l'ancienne entre hommes





et femmes. Et nombre de pays qu'on pense raccorder sur ce sujet sont sur des lignes ambiguës, voire inquiétantes.

Pour commencer par les lignes sans la moindre ambiguïté et absolument terrifiantes, comme l'indique l'avocate iranienne Shirin Ebadi, qui en décline quelques-unes dans un article de *justiceinfo*² : en Iran, le prix du sang d'une femme, à savoir les dédommagements en cas de mort ou de grave blessure, vaut la moitié de celui d'un homme. Le témoignage d'un homme au tribunal équivaut à celui de deux femmes. Une veuve hérite de son époux la moitié de ce qu'un veuf hérite de son épouse. Idem pour une fille par rapport à un fils. En cas de mort du père d'un enfant, c'est le grand-père et non la mère qui gère les biens de cet enfant. Si la mère a acheté une maison pour son enfant, seul le père a le droit de la louer, de percevoir le loyer ou de la vendre. Après la mort du père, le grand-père ayant hérité du droit de tutelle pourra faire de même. Pour obtenir un passeport ou sortir du pays, une femme a besoin de l'autorisation de son mari.

L'âge du mariage en Iran est de 13 ans pour les filles et 15 pour les garçons. Celui de la responsabilité pénale est de 9 ans pour les filles, 15 pour les garçons. Quant aux actes inhumains, tortures et meurtres, ils sont copieusement renseignés par l'action incessante de la Ghasht-e Ershad, la police religieuse de la moralité, à l'origine de la mort de Mahsa Amini et de tant d'autres, des mutilations, de la terreur, sans parler des emprisonnements arbitraires, des punitions au fouet et des exécutions massives.

En ce qui concerne la question du voile, Shirin Ebadi souligne qu'à l'intérieur même du pays, l'Iran compte de nombreux théologiens dont les croyances religieuses sont complètement différentes de celles du pouvoir, mais ils n'ont pas la parole, car celui-ci est complètement verrouillé par les membres les plus réactionnaires et les plus fondamentalistes du clergé. Le problème est celui de la théocratie.

En Afghanistan, cette haine des femmes est en roue libre et se traduit par une surenchère constante de férocité et de cruauté. Les femmes sont privées par une avalanche de lois du droit de travailler, d'étudier, de se déplacer, de chanter, de lire en public, d'avoir un téléphone portable, de se parler en public, de se rassembler dans un salon de beauté. Leurs visages sont effacés de l'espace public par le port imposé de la burqa. Le taux d'emprisonnement a fortement augmenté, et une véritable chasse à la femme rebelle se déroule. Dans les centres de détention, les femmes subissent le pire, des tortures au fouet, à coups de tuyaux, aux électrochocs, parfois pendant des semaines ou des mois. Elles disparaissent parfois. Pour fuir les violences conjugales, elles pouvaient autrefois se réfugier dans des foyers. Mais il n'y a plus de foyers, et les femmes victimes de violences qui fuient leur époux se retrouvent en prison, où elles subissent le même sort que les résistantes : battues, torturées, entassées en nombre et n'ayant pas ou que mal et peu accès à la nourriture, à l'eau et au chauffage.

Ces cas sont extrêmes. Mais si on regarde le pays le plus mal classé de l'OCDE en termes de droits des femmes, celui où la discrimination est la plus extrême, devant la Turquie, le Chili, les USA et la Slovaquie, à savoir Israël, nombre de points posent problème.

Pour la discrimination au sein de la famille, Israël obtient le score glorieux de 40,9, la moyenne des pays de l'OCDE étant de 14,2. Les dernières évolutions judiciaires en Israël tendant à affaiblir, voire neutraliser la Cour suprême – seul organe de contrôle du gouvernement – sont extrêmement inquiétantes pour les minorités israéliennes. Par ailleurs, la Cour suprême a toujours validé le colonialisme et l'apartheid. Mais elle a permis pour les personnes juives israéliennes la reconnaissance des mariages homosexuels contractés hors d'Israël et aligné l'âge de la retraite des



Ici, les femmes ne portent pas le niqab, mais la frumka...

femmes sur celui des hommes. Elle a aussi déclaré illégale la discrimination de genre dans les transports en commun.

Mais avec l'évolution du gouvernement vers un fascisme religieux et suprémaciste de plus en plus assumé, les droits des femmes, déjà tout relatifs en certains domaines, sont gravement menacés. Le droit de la famille, en Israël, quoiqu'il existe des tribunaux civils, est aux mains du rabbinat : il n'existe pas de mariages civils, les mariages mixtes, entre des personnes juives et musulmanes ou juives et chrétiennes, sont interdits. Ils peuvent éventuellement être reconnus s'ils ont eu lieu dans un autre pays. Une femme ne peut pas divorcer sans l'autorisation de son mari. Et quand elle obtient le divorce, les obstacles les plus énormes se mettent en travers de son chemin pour l'empêcher de se remarier. Ainsi Bardach-Yalov, épouse divorcée d'un homme remarié, s'est entendue dire par les rabbins, alors qu'elle tentait de faire reconnaître son divorce pour se remarier à son tour : « *Le fait qu'il ait divorcé de vous ne signifie pas que vous soyez divorcée de lui.* » Le fil à la patte et la corde au cou... Les femmes n'ont quasiment aucun recours pour faire valoir leurs droits dans ce système.

Chaque année, en Israël, des milliers de personnes sont empêchées de divorcer par les tribunaux rabbiniques détenteurs du monopole en cette matière.

Nombre de femmes, appelées *agounot* (enchaînées), attendent des années et jusqu'à des décennies avant de retrouver leur liberté. Mavoi Satom, une organisation qui aide les *agounot*, estime qu'une femme sur cinq se voit refuser le divorce même en cas d'accord de l'époux. Elles seraient 2 400 par an. Les cas extrêmes ne sont pas rares : ainsi une femme, dont l'époux était mis en examen pour avoir tenté de la tuer, se voyait demander par les rabbins si elle voulait vraiment divorcer (pour le meilleur et pour le pire), et devait attendre six mois avant d'obtenir le *guet*, l'autorisation. Si une des malheureuses bloquées dans ce mariage qui n'en finit pas veut avoir un enfant, celui-ci sera automatiquement *mamzer*, illégitime, ce qui le privera d'à peu près tous ses droits. Par ailleurs, la bigamie est illégale en Israël, mais si un homme marié (et séparé) désire se remarier quand même, un quota de cent rabbins se prononçant en sa faveur lui en donnera le droit, ce qui fut le cas de Shuli Rand, un acteur et chanteur ultraorthodoxe, en 2021. Inutile de dire que les femmes ne jouissent pas de cette faveur.

Quant à la ségrégation dans les transports, pourtant illégale, elle est imposée par des groupes d'hommes appartenant aux partis ultra-religieux et d'extrême droite, de plus en plus nombreux et influents dans la société israélienne, opposés à la mixité en public, et qui veulent le retour à des rôles plus traditionnels, ainsi qu'une plus grande ségrégation sexuelle. Netanyahu lui-même a proposé de séparer les spectateurs par sexe lors de certains spectacles. Les femmes ultraorthodoxes ont l'habitude de s'asseoir à l'arrière des bus, et la tendance, malgré les manifestations de certaines femmes ulcérées de s'être vu proposer par des chauffeurs de bus de s'asseoir au fond, ne s'arrange pas. L'un de ces gardiens des mœurs aurait demandé à un groupe d'adolescentes en débardeur et jean non seulement de s'asseoir au fond, mais de se couvrir.

Je n'aborderai pas ici la ségrégation féroce exercée par l'État d'Israël sur les femmes palestiniennes, qu'il est censé protéger en tant que puissance occupante. On voit bien, dans ce génocide où 70 % des victimes sont des femmes et des enfants, le souci qu'a ce gouvernement de la protection des droits des femmes.

Nombre de pays ne sont pas signataires du statut de Rome, c'est le cas de la Russie et d'Israël (mais pas de la Palestine, qui est signataire), il est donc impossible de les poursuivre en tant qu'États. Pour remédier à cette faille, la compétence universelle des États signataires en matière de crimes contre l'humanité leur permet de poursuivre les criminels devant des juridictions nationales. Qu'en sera-t-il ? Il faudra probablement attendre quelques années avant que les discussions, les décisions, les signatures du nouveau traité et les ratifications aient lieu, mais cette initiative ouvre une fenêtre inespérée pour la reconnaissance des droits des femmes en tant que groupe humain.

L. B.

« Informer » en temps de guerre...

En 1928, le Britannique Arthur Ponsonby publiait un livre devenu célèbre, dans lequel il listait les principes de la désinformation en temps de guerre (*Falsehood in wartime, Containing an Assortment of Lies Circulated Throughout the Nations During the Great War*).

Ils sont nombreux à les pratiquer, et même à les avoir « améliorés », en en privilégiant certains... mais tous sont utiles :

1. Nous ne voulons pas la guerre ;
2. le camp adverse est le seul responsable de la guerre ;
3. le chef du camp adverse a le visage du diable (ou « l'affreux de service ») ;
4. c'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers ;
5. l'ennemi provoque sciemment des atrocités, et si nous commettons des bavures c'est involontairement ;
6. l'ennemi utilise des armes non autorisées ;
7. nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes ;
8. les artistes et intellectuels soutiennent notre cause ;
9. notre cause a un caractère sacré ;
10. ceux (et celles) qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres.

C. B.

1. Cerfa : formulaire administratif réglementé dont le modèle est fixé par arrêté.

2. <<https://www.justiceinfo.net/fr/135883-shirin-ebadi-apartheid-genre-signifie-vous-discriminez-moitie-societe.html>>

La culture est un champ de bataille

« Les femmes ne créent pas, elles entretiennent. Elles n'inventent pas, elles conservent »... Je reste pantoise. J'ai trouvé ça sur le blog *Feminists in the City*¹, à propos du pamphlet *Le Premier sexe* d'Éric Zemmour, journaliste, écrivain, éditorialiste, chroniqueur, puis homme politique d'extrême droite.

ON A DU MAL À CROIRE que quelqu'un puisse encore émettre une telle assertion et renvoyer les femmes au nettoyage et au raccommodage, aux petits plats, aux confitures et aux fruits en bocaux, au mieux à la conservation d'œuvres qui ne sont pas les leurs. Mais cela n'a en fait rien de si étonnant. Dire que les femmes ne créent pas, qu'elles n'inventent pas, est une rhétorique patriarcale traditionnelle. Rhétorique transmise, entre autres, par ce bon vieux Freud dans la leçon 33 de la *Nouvelle Suite des leçons d'introduction à la psychanalyse*, intitulée « La féminité », où il écrit : « On estime que les femmes ont apporté peu de contributions aux découvertes et aux inventions de l'histoire de la culture. » Et la suite vaut son pesant de cacahuètes : « Mais peut-être ont-elles quand même inventé une technique, celle du tressage et du tissage. S'il en est ainsi, on serait tenté de deviner le motif inconscient de cette prestation. C'est la nature elle-même qui aurait fourni le modèle de cette imitation, en faisant pousser, au moment de la maturité sexuelle, la toison génitale qui dissimule l'organe génital. Le pas qui restait encore à franchir consistait à faire adhérer les unes aux autres les fibres qui, sur le corps, étaient plantées dans la peau et seulement enchevêtrées les unes avec les autres. »

Jolie petite histoire de poils de cul, pleine d'enseignements : la seule contribution des femmes à la culture serait une technique artisanale produite par imitation de la nature. Les femmes ne créent pas, elles n'inventent pas, elles imitent et ne participent pas à la « haute » culture où l'on oppose art et artisanat au détriment de l'artisanat. Ce à quoi il ne suffit pas de répondre : Ah bon ? Ada Lovelace n'a pas créé le premier programme informatique ? Marie Curie n'a pas découvert le radium et le polonium ? Dame Murasaki n'a pas rédigé au XI^e siècle *Le Dit du Genji*, qui est considéré comme le premier roman jamais écrit ? Artemisia Gentileschi n'a pas peint *Suzanne et les vieillards* ou *Judith décapitant Holopherne* et été une des premières parmi les peintres baroques ? Hannah Höch n'a pas, avec Raoul Hausman et George Grosz, inventé le photomontage ? Lili Boulanger n'a pas composé avant de mourir à 24 ans un opéra, de la musique chorale et orchestrale ? Etc.

Mais s'il est toujours utile de rappeler qu'un certain nombre de femmes ont créé et inventé, et d'être reconnaissant-es

envers celles et ceux qui ont travaillé à les faire sortir de l'ombre, ce n'est pas suffisant. La liste a beau être longue, celle des « grands » hommes l'est plus. Et même si, contrairement au stéréotype si souvent repris, certaines peintres, Rosa Bonheur, par exemple, ne se sont pas contentées de travailler des petits formats ou de peindre des sujets considérés comme mineurs, c'est-à-dire des scènes domestiques ou des natures mortes, il est vrai qu'il y a beaucoup plus d'œuvres impressionnantes du côté des hommes. Et quand on leur répond « Ah bon ? Et Lioubov Popova, Varvara Stepanova, Sonia Delaunay, Camille Claudel, Virginia Woolf, Nathalie Sarraute, Toni Morrison, etc. », les masculinistes ne manquent pas de rétorquer : ce ne sont qu'exceptions qui confirment la règle. Vieille rhétorique patriarcale : le peintre Auguste Renoir considérerait les écrivaines George Sand et Juliette Adam, ainsi que les avocates, les politiciennes « et autres casse-pieds », « comme des monstres et rien d'autre que des veaux à cinq pattes ». Puis il ajoutait : « La femme artiste est tout simplement ridicule, mais je suis pour la chanteuse et la danseuse. » Le bourgeois aime l'opéra et les ballets, il ne peut donc pas se passer de danseuses et de chanteuses (tant qu'elles ne font qu'interpréter des œuvres qu'elles n'ont pas créées). Mais haro sur les femmes « savantes » comme George Sand, qui s'engagea pour les classes populaires, participa au *Bulletin de la République*, prit une part active à la Révolution de 1848 avec les textes qu'elle y publia, puis fonda son propre journal, *La Cause du peuple*, ou Juliette Adam qui, scandalisée par les idées de Proudhon sur la condition des femmes, se fit connaître en 1858 par un pamphlet féministe, *Idées anti-proudhoniennes*, prit position pour la République contre Napoléon III, et fonda elle aussi son journal, *La Nouvelle Revue*. Haro sur celles qui s'immiscent ainsi dans la sphère publique et détruisent le bon équilibre domestique. Ce que les caricatures de la série *Les bas bleus* d'Honoré Daumier ont parfaitement illustré, montrant des femmes au visage ingrat préférant écrire plutôt que s'occuper de leur enfant (qui en profite pour plonger tête la première dans une grande bassine), lire plutôt que recoudre le pantalon de leur mari (« Voilà qu'elle ne se contente plus de porter les culottes, il faut qu'elle me les jette à la tête ! », dit le mari en sous-titre). Quant aux exceptions qui confirment la règle, on leur attribue systématiquement des qualités masculines. « On assure que l'auteur est une femme. On ne s'en douterait pas à l'énergie et à la virilité de la pensée », écrivait le philosophe et critique littéraire Edme Caro en 1874, à propos du recueil *Satan féminin* de Louise Ackermann.

Mais bon, Renoir, Daumier et Caro étaient des hommes du XIX^e siècle, et Freud, quand il publia la 33^e leçon, un vieux monsieur ayant passé plus de la moitié de sa vie au XIX^e siècle, belle époque de l'opposition des hommes à l'émancipation des femmes, qui commençaient alors à s'organiser, fondaient des associations et des journaux défendant leur accès au droit de vote, ainsi que des collectifs tels que

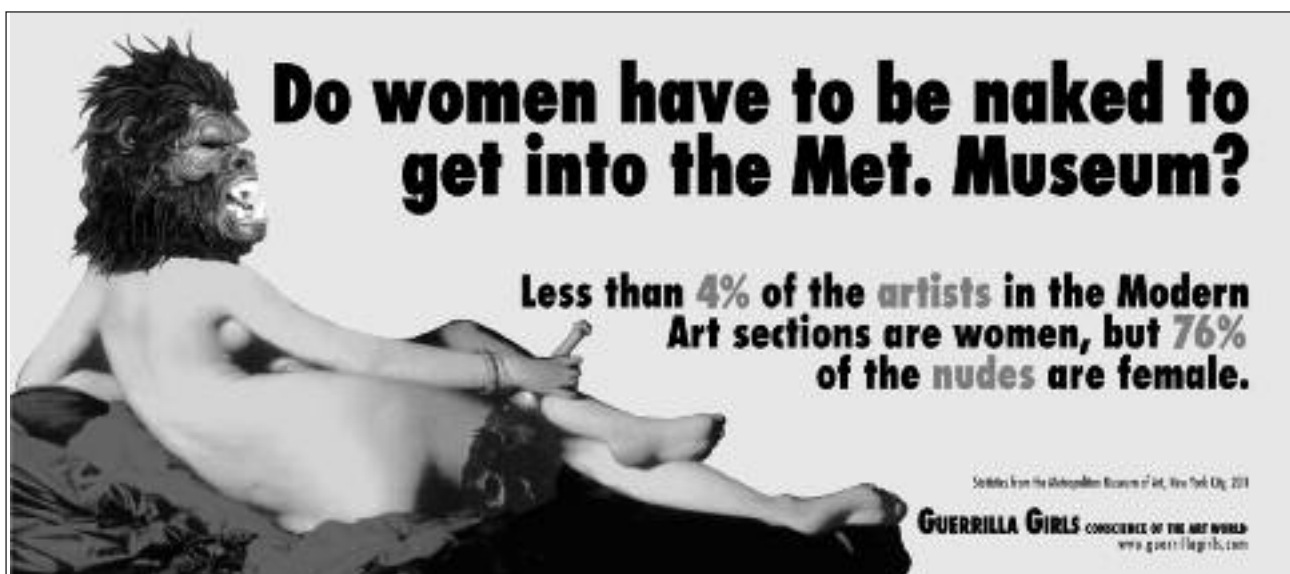
l'Union des femmes peintres et sculpteurs, portée par l'artiste Hélène Bertaux, et réclamaient un enseignement digne de ce nom. Quoi ? Que les filles puissent suivre le même cursus que les garçons ? Pire, qu'elles puissent entrer à l'Université ? Quand Jeanne Chauvin, titulaire de deux baccalauréats, en lettres et en sciences, et de deux licences, en philosophie et en droit, se présente, en 1892, pour soutenir sa thèse de doctorat en droit, consacrée à « L'Étude historique des professions accessibles aux femmes », où elle affirme que c'est notamment sous l'influence de la Bible et du droit canon qu'ont été introduites et consolidées les inégalités juridiques entre hommes et femmes, des étudiants envahissent la salle en chantant *La Marseillaise* et obligent le jury à ajourner la soutenance (quelques jours plus tard, elle sera reçue à l'unanimité). Et en 1894, étudiants et professeurs manifestent devant la Sorbonne en scandant « *Pas de femmes !* » et « *La science se fait entre hommes !* ». Et pas non plus de femmes à l'École des beaux-arts avant la fin du siècle, en dehors de celles qui y posent nues. Car, comme le disait Gustave Moreau à propos de l'artiste Marie Bashkirtseff (qu'il traite au passage de « pauvre idiote enflammée, pauvre concierge exaltée ») : « *L'intrusion sérieuse de la femme dans l'art serait un désastre sans remède.* » Qu'attendre, en effet de celles qu'il qualifie d'êtres « *à l'esprit positif... terre à terre... dépourvus de véritable don imaginatif* » ?

Les choses ont changé. Depuis 1924, grâce au décret Léon Bérard, les lycées publics proposent le même programme et le même nombre d'heures aux garçons et aux filles. Cela permet désormais à ces dernières d'y préparer le Bac, qu'elles ne pouvaient jusque-là passer qu'en candidates libres, et non plus seulement le Certificat d'études secondaires, puis le Brevet, et de pouvoir entrer à l'Université (mais jusqu'en 1938, encore faut-il, si elles sont mariées, qu'elles aient l'autorisation de leur époux). Elles y représentent aujourd'hui plus de la moitié des effectifs, ainsi que dans les écoles d'art nationales, où elles ont désormais accès à tous les ateliers. Des musées du monde entier consacrent des

expositions personnelles à des artistes telles que Frida Kahlo², Louise Bourgeois³, Annette Messager⁴, Nan Goldin⁵, et ce ne sont que quelques exemples. Avec placardage d'affiches à l'appui (et en ce qui concerne Frida Kahlo, commercialisation à toutes les sauces). La médaille Fields a été attribuée à Maryam Mirzakhani, puis à Maryna Viasovska. Le prix Nobel de physique à Andrea Ghez, puis Anne L'Huillier ; celui de littérature à Elfried Jelinek, Doris Lessing, Toni Morrison, Annie Ernaux, et une douzaine d'autres écrivaines. Jane Campion a remporté la palme d'or à Cannes en 1993 et l'oscar du meilleur scénario à Los Angeles en 1994, récompense qu'ont aussi reçue Kathryn Bigelow, en 2010, et Chloé Zhao, en 2021. Etc., etc. Avec annonces et commentaires dans les journaux, émissions de radios et de télévision. Il est donc aujourd'hui difficile, quand on est journaliste, écrivain, éditorialiste et chroniqueur, d'ignorer que les femmes inventent et créent.

Ce n'est pas de l'ignorance. C'est l'expression d'une volonté de dominer qui repose à la fois sur l'effacement de la culture de ceux qu'on cherche à dominer et leur asservissement.

Pendant qu'elles créent, qu'elles inventent, les femmes ne s'occupent pas de l'entretien et de la conservation, elles ne font pas le ménage, la cuisine, le maternage et le raccommodage. Et pour celles et ceux qui déplorent les avancées féministes, c'est tout bonnement inacceptable. « *Si une femme vous aime vraiment et que vous la traitez correctement, elle cuisinera pour vous, couchera avec vous, vous soutiendra dans vos projets, vous donnera des enfants, fera le ménage, vous obéira, vous respectera. C'est le strict minimum. Sinon, partez* », conseille à ceux qui veulent être des hommes, des vrais, Thaïs d'Escufon, influenceuse de 25 ans, raciste et masculiniste⁶. Entendre ça aurait fait plaisir à Gustav Mahler, qui, en réponse à sa



*Les femmes doivent-elles être nues pour avoir accès au Metropolitan Museum ?
Elles représentent moins de 4 % des artistes exposées dans la section art moderne, mais 76 % des nus.*



fiancée Alma Schindler, musicienne et compositrice qui se demandait s'il l'inciterait à travailler, s'il soutiendrait son art, lui écrivit : « *Je ne veux pas parler en détail de ta musique. J'y reviendrai. Mais dans l'ensemble ? Comment te représentes-tu un tel ménage de compositeurs ? T'imagines-tu à quel point une rivalité si étrange deviendra nécessairement ridicule, et sera plus tard dégradante pour nous deux ? Que se passera-t-il... lorsqu'il te faudra t'occuper de la maison ? Tu n'as désormais qu'une seule profession – me rendre heureux... Les rôles doivent être bien distribués. Et celui du "compositeur", de celui qui "travaille" m'incombe.* » Et Alma Schindler, « *enivrée du parfum du sacrifice sur l'autel du génie* », note Françoise Giroud dans *Alma Mahler ou l'art d'être aimée*, renonce à sa musique pour que Mahler puisse composer la sienne. Empêchée de se consacrer à ce qu'il y avait jusque-là de plus important pour elle par le mythe du génie créateur masculin, un des piliers de l'hégémonie masculine, auquel même Simone de Beauvoir adhérerait quand elle écrivait dans *Le Deuxième Sexe* : « *Il y a des femmes de talent : aucune n'a cette folie dans le talent qu'on appelle le génie.* » Ou comment les dominées intériorisent la supériorité des dominants.

Quand il y a prise de pouvoir, que ce soit d'un peuple sur un autre ou d'un groupe social ou religieux sur un autre, l'effacement de la culture qui préexistait à cette prise de pouvoir est mis en œuvre. Des langues disparaissent ou sont en voie de disparition. Quand ils ont colonisé l'Afrique subsaharienne, les Européens ont détruit la plupart de ses monuments et de ses villes. Plus récemment, au Mali, les djihadistes se sont attaqués aux mausolées de Tombouctou et, en Afghanistan, les talibans ont bombardé les bouddhas de Bâmiyân. Au Canada, dans les années 1960, des milliers d'enfants d'autochtones ont été enlevés à leurs familles pour être placés en orphelinats ou adoptés et grandir en bons petits occidentaux. Un simple mot, comme celui d'« autrice », qui existe depuis l'antiquité, a longtemps cessé d'être utilisé parce qu'au XVII^e siècle, l'Académie française, nouvellement constituée, et qui ne comptera parmi ses membres que des hommes jusqu'à ce que Marguerite Yourcenar y soit admise en 1980, l'a rejeté de ses dictionnaires (on ne le trouve d'ailleurs toujours pas dans le *Trésor de la langue française*, ni dans le *Larousse*).

Affirmer la supériorité de leur culture, et donc mépriser celle des dominées, permet aux dominants de légitimer la domination qu'elles et ils exercent. C'est ainsi que la masculinité hégémonique s'est immiscée dans le domaine de la création artistique, intellectuelle et technologique. « *Les travaux des femmes et les femmes ont été présentés dans une relation négative à la créativité et la "haute culture"* », écrit Whitney Chadwick dans *Women, Art and Society*. « *Les oppositions binaires de la pensée occidentale – homme-femme, nature-culture, analytique-intuitif – sont reprises par l'histoire de l'art et utilisées pour renforcer la différence sexuelle comme base d'évaluations esthétiques. Avec des mots comme décoratif, précieux, miniature, sentimental, amateurisme, le vocabulaire associé à la féminité a fourni un ensemble de caractéristiques contraires au "grand art"* ». Pour l'idéologie masculiniste, qui reprend les vieilles thèses antiféministes, seuls les hommes sont capables de « haute culture », de « grand art », de « génie ». Comme le disent les Guerilla Girls, artistes militantes qui fondent leur organisation à New York en 1985, utilisent des slogans dérangeants,

des statistiques affligeantes et détournent avec humour des images existantes afin de mettre en évidence les préjugés de genre et de race qui gangrènent l'art, le cinéma, la politique et la culture populaire, l'un des avantages qu'il y a à être une femme artiste est de ne pas connaître la gêne que l'on ressent à être qualifiée de génie. Asservissement, effacement, la culture est un champ de bataille. Car si elle reflète les rapports de domination hommes-femmes, c'est aussi à travers elle que la domination peut être remise en question par celles et ceux des artistes et des intellectuel·les qui questionnent les normes, hiérarchies, assignations, contraintes, et s'y opposent.

Des droits importants ont été acquis, pourtant leur pérennité se heurte au mur des mentalités.

En 1974, un article du *Figaro* consacré aux publications récentes de trois autrices, dont *Les Armoires vides* d'Annie Ernaux, titrait : « *Elles ont aussi un cœur et une tête.* » Ah bon ? Elles ne sont pas seulement des corps considérés comme faits pour procurer des plaisirs sexuels et fournir une force de travail non rémunérée ou sous-payée ? Dans les années 1990, un professeur de sculpture de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris, dit un jour d'une étudiante de première année, depuis devenue photographe, « *Elle ne fait pas de sculpture mais elle est jolie, on va la prendre dans notre atelier.* » Dans les années 2010, une directrice de thèse en sciences sociales explique à son étudiante que si un des membres de son jury de thèse continue de s'intéresser à son travail et l'invite à projeter son film aux États-Unis en ouverture d'un congrès, c'est parce que de toute évidence il aime bien les jolies jeunes femmes. Comme le démontre la détestation de cette éminente professeure envers les féministes, qu'elle qualifie de « *connasses hystériques* », réduire une artiste ou une intellectuelle à son physique fait partie de l'arsenal des forces patriarcales.

Tout cela se passe après que les critiques d'art féministes, l'art féministe, les recherches des historien·nes, sociologues, anthropologues, ethnologues et philosophes féministes ont mis en évidence les biais genrés de notre pensée. Et malgré toutes ces recherches, malgré tous ces travaux, en 2004, la philosophe et spécialiste des sciences de l'éducation Nicole Mosconi constate dans un article intitulé « *Les femmes et les disciplines instituées* »⁷, que s'il est à présent considéré comme normal que des femmes enseignent et soient donc « *transmetteuses de savoir* », l'idée qu'elles puissent en être également « *productrices et créatrices* » est loin d'être admise. Éternelle stratégie qui permet de renvoyer les femmes à une place subalterne, ce qui, avec la montée de l'extrême droite et l'essor du mouvement masculiniste sur les réseaux sociaux, ne va pas s'arranger.

Droits acquis, retour de bâton, nouvelles avancées, nouveaux reculs, la lutte continue !

Marie-Hélène Dumas

THE ADVANTAGES OF BEING A WOMAN ARTIST:

Working without the pressure of success
 Not having to be in shows with men
 Having an escape from the art world in your 4 free-lance jobs
 Knowing your career might pick up after you're eighty
 Being reassured that whatever kind of art you make it will be labeled feminine
 Not being stuck in a tenured teaching position
 Seeing your ideas live on in the work of others
 Having the opportunity to choose between career and motherhood
 Not having to choke on those big cigars or paint in Italian suits
 Having more time to work when your mate dumps you for someone younger
 Being included in revised versions of art history
 Not having to undergo the embarrassment of being called a genius
 Getting your picture in the art magazines wearing a gorilla suit

A PUBLIC SERVICE MESSAGE FROM **GUERRILLA GIRLS** CONSCIENCE OF THE ART WORLD

LES AVANTAGES QUE L'ON A À ÊTRE UNE FEMME ARTISTE:

Travailler sans avoir à subir la pression due au succès.
 Ne pas être obligée de vous retrouver à côté d'hommes dans des expositions.
 Pouvoir vous échapper du monde de l'art dans l'un de vos quatre jobs en free-lance.
 Savoir que votre carrière prendra peut-être son essor après vos 80 ans.
 Être rassurée à l'idée que quelle que soit la forme d'art que vous produisez, on le qualifiera de féminin.
 Ne pas vous retrouver coincée dans un poste d'enseignante titulaire.
 Voir vos idées vivre dans le travail d'autres artistes.
 Avoir la possibilité de choisir entre carrière et maternité.
 Ne pas avoir à s'étouffer en fumant de gros cigares ni à peindre en costume italien.
 Avoir plus de temps pour travailler après que votre compagnon vous a laissé tomber pour une plus jeune.
 Être citée dans des versions révisées de l'histoire de l'art.
 Ne pas connaître la gêne que l'on ressent à être qualifiée de génie.
 Avoir sa photo dans les magazines d'art vêtue d'un costume de gorille.

1. <<https://www.feministsinthecity.com/blog/qu-est-ce-que-le-masculinisme>>.

2. Musée de l'Orangerie en 2014, Victoria & Albert Museum de Londres en 2018.

3. Rétrospective au Centre Pompidou en collaboration avec la Tate Modern de Londres en 2008.

4. Biennale de Venise en 2005, Musée d'art Mori de Tokyo en 2008.

5. Centre Pompidou en 2000, Musée irlandais d'Art moderne de Dublin en 2017.

6. « Sur les réseaux sociaux, des hommes, des vrais », Anne Jourdain, *Le Monde diplomatique*, juillet 2024.

6. Traduction M-H. D.

L'impasse de la binarité

Je viens de lire *Le Monde d'après*, premier épisode de la série littéraire « Duality » d'Aurélien Verdun.

C'EST UNE SÉRIE LITTÉRAIRE comme il y a des séries télévisées, avec des personnages que l'on retrouve d'épisode en épisode, et de saison en saison, à la manière des anciens feuilletons. Pour un abonnement de 50 euros par an (pardon, 49,90€, il y a même un « pack découverte » à 9,98 euros, ça, c'est du calculé au plus juste!), vous recevrez chez vous, par la Poste, un livret de 70 pages, dans le genre « roman social, anticipation » et, chaque mois, vous attendrez la suite avec impatience, jusqu'au dixième et dernier épisode de la Saison I. Et ainsi de suite, si vous persévérez.

Le dossier de presse évoque une série de bombardements massifs qui a fait des États-Unis une vaste zone sinistrée. Les survivants se sont regroupés dans des camps, sur le seul critère du sexe biologique. Car, « *du fait d'un inexplicable revirement des choses, hommes et femmes sont désormais ennemis* ». Ah ! Parce qu'auparavant, en tant que groupes genrés, on les tenait pour « amis » ? Peut-être au mieux complémentaires, mais dans le cadre de la domination patriarcale, quand même !

Ce dossier nous promet des histoires « de pouvoir, de vengeance, mais aussi d'amour, de famille, de paix ». Un avertissement nous met en garde cependant : il va aussi être question de « *violence sexiste et psychologique, meurtre, maltraitance, vulgarité, viol, torture, santé mentale, sexe, deuil, cancer, infanticide, féminicide* ».

Bref, le monde tel qu'on le connaît déjà, mais en pire, puisqu'éprouvé par nos personnages préférés. Comme si on y était !

Le premier épisode met en scène des survivant-es qui ne sont pas dans des camps, qui se dépatouillent en solo ou à deux, un frère et une sœur qui n'ont pas l'intention de s'entre-tuer par exemple. Car c'est une vraie guerre où les hommes et les femmes se suppriment mutuellement. Une sorte d'horifique prolongement à notre dossier sur la menace masculiniste.

On y fait un séjour dans un camp de femmes qui cultivent des légumes pour se nourrir. La cheffe, pour le moment incontestée du camp, « Mère », a des activités nocturnes avec un homme dans un laboratoire. Tous deux « fabriquent » des femmes artificielles.

C'était la dernière page du premier épisode ; la goutte d'eau pour moi qui ne mord pas à ce genre d'hameçon...

Des régiments de femmes artificielles pour gagner la guerre ? Fabriquées avec quelle énergie, quelles matières, dans ce monde effondré ?

Mais je ne doute pas qu'Aurélien Verdun saura introduire de la subtilité et de la nuance, ouvrir des chemins de traverse, dans le monde rigide et binaire qu'il décrit, un monde qui serait la victoire des masculinistes, gouverné par une logique de guerre. Bien sûr, c'est déjà la guerre. Le monde patriarcal fait la guerre aux femmes de toutes les façons et dans tous les coins du monde depuis qu'il existe, de l'Afghanistan et l'Iran, jusqu'aux féminicides de chez nous, sinon au viol organisé d'une femme droguée par son mari...

Mais les femmes, féministes, conscientes de l'oppression qu'elles subissent en tant que femmes et qui ne la supportent pas, ont, au fil des temps, ouvert l'esprit de toutes et tous quant aux formes et aux expressions de cette guerre, ce que nous tâchons de mettre en lumière dans *Casse Rôles*.

Aussi, j'ose espérer que nous n'en arriverons pas à une guerre ouverte des hommes contre les femmes. J'ose l'espérer parce que, dans la moitié masculine de l'humanité, il y a quand même des hommes qui déjà se battent contre les systèmes de domination, d'exploitation et d'oppression, et qui ont à cœur la liberté et l'égalité pour toutes et tous les humains. Ceux-là, au moins, se rangeraient dans le camp des femmes, non ?

Michèle Monico



[<https://trilogie-editions.fr/>](https://trilogie-editions.fr/).

Des fois que tu manques de raisons d'être féministe...

Petit recensement (que l'on pourra toujours compléter malheureusement)

Mondial

Awa Barry, enfant sénégalaise de 9 ans, était enceinte de 6 mois le 3 décembre. À la suite des viols répétés commis par son maître coranique. Qui est en prison. D'après un rapport de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH): «*Entre 2016 et 2017, le Centre de guidance infantile et familiale de Dakar a recensé 97 cas de viols ou d'incestes sur mineures et 21 cas de viols suivis de grossesse, avec une moyenne d'âge de 11 ans, uniquement dans la région de Dakar.*»

En République démocratique du Congo et au Soudan: les corps des femmes sont des champs de bataille aussi. 90 % des exilées se déplaçant vers la Méditerranée sont violées, selon les estimations humanitaires. 90 %!

Les femmes ukrainiennes sont massivement violées par les soldats russes, les soldats de toutes les guerres violent.

Les gangs de Haïti célèbrent leur conquête des quartiers en violant les femmes et en s'en vantant sur les réseaux sociaux.

Selon un rapport de l'ONU en décembre: il y a eu 45 000 tuées à Gaza, dont 70 % de femmes et enfants. Les femmes et les filles de Gaza, dont 50 000 femmes enceintes, se sont retrouvées sans l'essentiel pour survivre. Environ 345 000 personnes à Gaza, dont 38 000 adolescentes et 8 000 femmes enceintes, sont confrontées à des conditions de famine. Les risques de violence sexiste, d'exploitation et d'abus sexuels ont augmenté, en même temps que l'accès à des services vitaux à travers Gaza et en Cisjordanie est limité. D'octobre 2023 à septembre 2024, 96 % des femmes interrogées connaissaient une forme de violence sexiste.

Afghanistan. Dernière mesure du gouvernement des salopards: les maisons ne doivent pas avoir de fenêtres par lesquelles on pourrait voir les femmes de l'extérieur. Les maisons doivent donc être construites sans fenêtres dans les cuisines et autres lieux des femmes, les fenêtres existantes doivent être murées.

Pakistan: plus de pauvreté à cause de dérèglement climatique, plus de mariages forcés pour que les parents de filles reçoivent une dot.

En France

Mazan et «il y a viol et viol», tout est relatif ma pauvre dame.

Les rugbymen condamnés: 3 ex-rugbymen de Grenoble condamnés en décembre pour un viol collectif; les rugbymen pas condamnés: 2 rugbymen français et un non-lieu dans une affaire de viol, ils ont admis une relation sexuelle consentie, elle était couverte de traces de coups, c'était en Argentine. Mais... elle fait appel, ce sera jugé en février, on leur souhaite tout le mal possible.

Un ministre de la Justice est un violeur. Un des fondateurs du Planning familial était un agresseur, pas tous les hommes peut-être, mais partout, c'est sûr.

Une majorité de personnes favorable à la légalisation de la GPA.

Une fête lesbienne – en non-mixité femmes donc – attaquée au mortier d'artifices à Paris.

Les crimes les plus sanctionnés par la Justice sont les viols, 62 % des condamnations. C'est dû aux cours criminelles départementales, des procès plus courts qu'aux Assises, pas de jury populaire, mais moins de rétrogradations en délits. Bien que seulement 1 % des viols fassent l'objet d'une condamnation. La taille de l'iceberg!

Ch. R.



MASCULINISME et systèmes complexes

Au lieu de considérer le mouvement masculiniste comme une simple réaction épidermique aux progrès des droits des femmes et un risque de retour vers un passé qui nous terrifie, il faudrait analyser cette idéologie comme une « redondance » dans un système complexe en train de s'adapter.

LORSQUE J'AI COMMENCÉ À M'INTÉRESSER au masculinisme, à la fin des années 2000, ce mouvement qui avait pourtant déjà organisé pas mal d'actions spectaculaires au Canada ou en Grande-Bretagne, était toujours considéré comme marginal et sans effet sur le débat public. À cette époque pas si ancienne, où la question de l'égalité de genre n'occupait plus aucune place dans le débat public, et où les réseaux sociaux devaient encore émerger, ces hommes représentaient, aux yeux même de beaucoup de féministes, une sorte de secte bizarre et sans intérêt. Seules quelques rares chercheuses y prêtaient alors attention.

Vingt ans plus tard, ce mouvement s'est répandu et a fait de nombreuses victimes lors de différents attentats en Amérique du Nord. Il s'est subdivisé en chapelles qui opèrent une influence en fournissant une structure et un discours à des idées très anciennes. La tentation est grande de penser que nous assistons à un immense recul pour les femmes, sous les coups de boutoir culturels de ces mouvements d'hommes. La peur qu'ils suscitent va jusqu'à faire

imaginer que nous courrons tout droit vers une société du type que la série *La Servante écarlate* a décrite.

Pour mieux comprendre la situation, il faut analyser les revendications des mouvements masculinistes et tenter de les replacer dans le système complexe de l'évolution des rapports entre les individus.

Il me semble que l'on peut décrire trois branches principales déjà anciennes du mouvement, dont les origines séparées prennent leurs racines dans le même terreau.

- La plus étudiée est celle des « mouvements des droits des hommes » (*Men's Rights Movements*) venue d'Amérique du Nord et dont l'expression apparaît dès 1856. Elle rassemble des hommes qui militent pour défendre la place des hommes qui serait assiégée par les exigences des femmes, par exemple en matière de droit de la famille. La question des droits des pères est centrale chez ceux-ci et a fait émer-



ger des associations militant spécifiquement sur le sujet dès les années 1960. En France, ils sont à l'origine de nombreuses propositions de lois sur la résidence alternée et le pseudo-syndrome l'aliénation parentale.

- Le deuxième mouvement est celui de « libération des hommes », né dans les années 1970 de l'idée que si les injonctions de genre s'imposaient aux femmes et aux hommes, il fallait prendre en compte également la souffrance masculine et aider les hommes à « se libérer » dans une stratégie de symétrie qui ne pouvait se réaliser qu'en défaveur des femmes. Car ces théoriciens sont rapidement passés à l'étude des « discriminations vis-à-vis des hommes », construisant ainsi une pensée « antiféministe ». Cette tendance, souvent influencée par des auteurs psychologues, est plus difficile à identifier car elle se fonde parfois sur des concepts issus du féminisme, comme la construction sociale de genre, pour les retourner contre les femmes. On en retrouve actuellement bon nombre d'arguments, y compris sous la plume d'auteurs et d'autrices que personne ne qualifierait de « masculinistes ».

- Enfin, les mouvements conservateurs défendent une vision plus traditionnelle de la famille et des rôles sociaux des deux sexes en opposition avec les évolutions en direction de l'égalité de genre. Ils s'inscrivent donc, hommes et femmes, dans une position antiféministe où les arguments ne sont pas fondés sur des questions de genre, dont ils dénoncent « la théorie », mais sur une pensée plus essentialiste et une admiration pour un passé fantasmatique. On remarque que ce mouvement évolue au rythme des transformations sociales. En France, par exemple, l'extrême droite a abandonné le combat contre la contraception pour adopter celui contre le droit à l'avortement pour, finalement, voter son inscription dans la Constitution et militer contre de nouveaux droits reproductifs.

Lorsque j'ai approché des masculinistes pour les filmer à Montréal, fin des années 2000 (pour le film *La Domination masculine*), je me suis rapidement rendu compte que les militants mélangeaient des arguments issus des trois tendances, offrant un argumentaire assez flou, contradictoire, paradoxal et fondé avant tout sur un désir de revanche individuel contre une ou plusieurs femmes en particulier.

Ce qui amène à penser que toute classification des tendances masculinistes se heurte aux contours mous d'une mouvance qu'il faut considérer autrement.

Les actualisations contemporaines du mouvement n'y font pas exception comme les *Men Going Their Own Way* (MGTOW, hommes qui refusent tout contact personnel avec les femmes), le *Red Pill Movement* (l'idée que la tendance égalitaire hypnotise la population avec des discours mensongers), les *Incels* (ou célibataires involontaires qui attribuent au féminisme l'échec de leur vie sentimentale et sexuelle), ou encore les influenceurs « mâles alpha » et « coachs en séduction » qui monnaient leurs conseils en matière de drague fondée sur des conceptions sexistes.

Masculinisme et « systèmes adaptatifs complexes »

Dans mon prochain livre en cours d'écriture, je tente d'analyser de quelle manière ces phénomènes doivent être analysés à la lumière des théories sur les systèmes adaptatifs complexes.

En résumé, un système complexe ressemble à une foule de gens qui, par micromouvements individuels, sans projet ni intention, vont peut-être provoquer des blessures, voire des morts, comme résultat global de leurs interactions. La grande quantité d'éléments en interaction rend le résultat de leurs mouvements difficile, sinon impossible, à prédire et ils en sont eux-mêmes inconscients. Il n'y a ni projet ni architecte. On parle d'un comportement émergent, c'est-à-dire spontané, imprévisible et résultant d'une très grande quantité de petites interactions (les mouvements de chaque individu).

Un « système adaptatif complexe » est un système complexe qui interagit avec un environnement extérieur auquel il doit s'adapter. Une organisation (entreprise, institution, pays...), un être vivant (un humain, un animal...), un cerveau, une cellule de notre corps sont des exemples de « systèmes adaptatifs complexes ».

De façon schématique, il faut considérer qu'au sein de ces systèmes, il existe des « redondances », à savoir des règles, des lois, des habitudes, des coutumes, des éléments culturels qui sont les « récurrences » du système permettant de le maintenir en fonction. Mais, venant de l'environnement, des éléments extérieurs (*inputs*) pénètrent le système sous trois formes : énergie, matière ou information. En matière sociale, il faut retenir essentiellement le troisième terme. L'information nouvelle interagit donc avec les « redondances » internes du système, de sorte que celui-ci recrée de nouveaux schémas de fonctionnement qui sont le résultat de ces interactions. C'est ce qui lui permet de s'adapter à son environnement tout en restant lui-même. Mais un « lui-même » toujours différent, puisque ce processus est dynamique et s'opère en permanence. En biologie, l'arrêt de ce processus s'appelle « la mort ».

Un exemple assez simple est celui d'une grande entreprise. Ses règles fonctionnent depuis longtemps sur un mode très masculin (sa culture, ses modes de communication, ses règles non écrites, son personnel majoritairement masculin aux postes hiérarchiques, qui sont des « redondances »). Rien ne changeait jusqu'à ce que ses dirigeants constatent plusieurs faits. D'une part, ils peinent à recruter des personnes diplômées, or 60 % des nouveaux diplômés européens chaque année sont des femmes. D'autre part, ils observent que la société évolue et que les femmes apparaissent partout à des niveaux de pouvoir, y compris chez leurs concurrents. D'autres *inputs* d'information vont probablement pénétrer le système comme de nouvelles obligations légales, des exigences de leurs investisseurs en matière de diversité, l'image de l'entreprise, la pression des classements internationaux d'entreprises sur des données d'égalité de genre, mais aussi la culture des décideurs qui évolue





également, par exemple parce qu'ils ont une fille en âge de se cogner contre le plafond de verre. Ces *inputs*, venus de l'environnement de l'entreprise, vont alors interagir avec ses redondances et provoquer des modifications dans les schémas de décision et de fonctionnement interne. Elle va, par exemple, mettre en place une politique antisexiste et antiharcèlement.

Évidemment, ces interactions seront complexes et imprévisibles. Dans de nombreux cas, la « redondance » va « résister » à ces changements, ce qui rendra le système moins adaptatif ou repoussera certaines adaptations dans le temps. On parlera de résistances, de conflits, de tensions. Il faut ajouter, à cette complexité, le fait que l'entreprise elle-même fait partie de l'environnement des autres entreprises voisines. Ses modifications adaptatives vont donc adresser de l'information aux autres organisations, provoquant en elles de nouvelles adaptations. Et vice versa.

On peut considérer que le masculinisme est une expression de « redondances » du système social qui l'ont structuré jusque-là.

On y trouve toutes les règles sociales et lois anthropologiques comme la suprématie du masculin, la propriété du corps des femmes, l'avantage à l'ainé, la distribution sexuée des tâches, la sacralisation du pouvoir vertical, la puissance des « pères », etc. Au cours de l'histoire, différentes transformations adressent de l'information à ce système. Depuis la réduction du nombre d'enfants par individu, jusqu'au recul du sacré dans la vie quotidienne, en passant par des modifications technologiques ou de l'organisation du travail, auxquels s'ajoutent des événements importants comme des guerres mondiales. Le « système adaptatif complexe » de la société doit donc intégrer ces éléments (sans rapport entre eux) pour transformer ses schémas internes et s'adapter au monde en évolution très rapide. En l'occurrence, la transformation de la vision de l'individu, plus complexe et considéré comme égal à un autre individu, quels que soient son sexe, origine, orientation sexuelle, etc. On assistera aussi à des émergences (#MeToo, #BlackLivesMatter, etc.) qui vont encore accélérer le processus qui est actuellement en cours.

Le mouvement masculiniste correspond à ces « redondances » au cœur du système. Loin d'être une apparition récente, il est une expression ancienne et archaïque des récurrences les plus profondes en termes d'organisation sociale : la hiérarchie de genre, la répartition stricte des rôles, etc. Et ces redondances de l'organisation évoluent au rythme de l'adaptation, comme nous l'avons vu avec l'évolution des positions de l'extrême droite en matière de droits reproductifs. Ainsi, un masculiniste d'aujourd'hui ne portera pas le même discours qu'un collègue d'il y a un siècle, et notre sensibilité aux questions de sexisme a crû considérablement ces dernières années. Nous nous sommes collectivement adaptés, sans nous en rendre compte, et notre adaptation adresse de l'information qui entraîne d'autres adaptations.



Sur une période d'un siècle au moins, on peut donc observer que la tendance adaptative du système nous conduit vers une plus grande égalité (pour l'instant moins d'inégalités) entre les individus, quels que soient leur sexe, genre, orientation sexuelle, couleur de peau et autres identités. Par une sorte d'entropie sociale, les catégories hermétiques d'êtres humains stéréotypés (nobles et paysans, hommes et femmes, Blancs et « les autres », hétéros et « les autres », etc.) sont en train de se dissoudre pour faire émerger un individu, non plus comme un échantillon de sa catégorie, mais comme un monde complexe en soi et changeant au cours de son existence, ce qui pose, par ailleurs, d'autres problèmes.

Vu ainsi, le masculinisme n'est pas la position extrême occupée par un pendule qui nous ferait progresser ou régresser consécutivement. Il est l'expression des fondamentaux culturels en train de disparaître lentement par adaptation. Cette disparition n'est évidemment pas linéaire, comme on le voit actuellement aux États-Unis, mais elle est inéluctable. L'idéologie qui y est prônée fera évidemment encore de nombreuses victimes et deux leçons peuvent en être tirées.

- D'une part, plutôt que de réduire l'énergie des *inputs* égalitaires, en raison d'un découragement politique insufflé par ces mouvements, il est nécessaire de considérer la direction prise par le système et d'accélérer le processus adaptatif en observant que chaque individu peut-être un bon catalyseur. Sachant que, dans un système complexe, il n'y a pas de corrélation entre la taille d'un *input* et l'importance de son effet (un tout petit *input* peut avoir un effet considérable). Ainsi, la femme qui, la première, a écrit « #MeToo » sur Tweeter, n'a pas imaginé une seconde la révolution qu'elle allait provoquer.

- D'autre part, si mon analyse est juste, cela signifie que redondances et *inputs* agissent au cœur de chacun de nous et que, surtout si nous sommes en position privilégiée masculine, blanche ou autre, il y a, en nous, un peu de ces éléments récurrents, et donc un peu de ce « masculinisme », dont il faut nous débarrasser.

Patric Jean

Les masculinistes ont-ils raison ?

Je suis partie à la recherche d'informations prouvant que les femmes dominent, voire maltraitent les hommes, les privant de leurs droits, de leur argent, de leurs pouvoirs et de leurs enfants.

Les mères solos ont plus de temps pour elles.

Paradoxal non ? Non. Une étude faite au Texas montre que les mères solos dorment un peu plus que les mères en couple, qu'elles passent moins de temps à effectuer des tâches ménagères... et qu'elles ont en moyenne trois heures et demie de temps libre en plus par semaine¹. On peut considérer la valeur de cette étude comme universelle, et les résultats sont explicables. Les mères font la grosse majorité des tâches domestiques, se retrouver seule n'augmente que peu la charge. Et elles sont plus autonomes et plus efficaces avec une personne à charge en moins (ce qui me fait penser à une réunion avec des femmes dans un centre social de quartier, où une qui avait 5 ou 6 enfants, ajoutait son mari dans le compte, sans que personne ne lui suggère).

De plus, grâce aux réseaux sociaux, les femmes s'organisent pour des échanges de garde d'enfants, et donc de repos.

Il reste aux pouvoirs publics à s'emparer du sujet pour offrir des moyens à la prise en charge des enfants (tant qu'à faire de tous les enfants, mais en priorité des enfants de parents solos, qui sont très majoritairement des femmes). Le seul point qui n'est pas amélioré par l'absence d'homme à la maison, ce sont les finances, les mères solos sont pauvres. Là encore, une réelle politique de redistribution des richesses remplacerait avantageusement le père pourvoyeur d'argent.

Les avantages que les femmes veulent prendre aux hommes contre l'inéquitable partage des tâches domestiques.

Depuis longtemps, des féministes militent pour une rémunération des tâches à la maison par les entreprises, l'État ou les hommes, selon les versions. Récemment une association, la Syndicale, s'est créée en France, pour une autre approche : un code du travail domestique assorti d'une inspection du travail. La réflexion commence seulement.

Les femmes militent aussi pour l'égalité des salaires. Et aussi pour ne pas être cantonnées aux métiers qui leur sont réservés pour cause de compétences « naturellement » féminines et de petits salaires. Certaines veulent même diriger des entreprises, des communes, des départements, voire des pays, revendications que des libertaires ne soutiennent pas forcément mais qui n'en sont pas moins des atteintes



➔ colossales aux prérogatives masculines. On comprend l'indignation des masculinistes.

Il y a aussi des revendications en matière de sexualité, beaucoup autour du consentement et du partage du plaisir. Même que de façon absolument scandaleuse pour les hommes, des femmes ont aujourd'hui des *body count* supérieurs à 2. Le *body count*, c'est le nombre de partenaires sexuel·les qu'a eu une personne, très à la mode sur les réseaux sociaux, le nombre qui fait une fille facile d'un côté et un séducteur de l'autre. Il semblerait que les filles, les femmes deviennent des séductrices, privant les hommes du pouvoir d'être plus (pas mieux...) informés et dominants dans les relations sexuelles.

Le droit de violer tranquillement, et d'incester aussi, est combattu comme l'a montré le procès de Mazan, les #MeToo dans tous les métiers. On est loin du respect de toutes, et la culture du viol est loin d'être morte, mais, là encore, il s'agit de détruire un droit des hommes, celui de se servir librement du corps des femmes.

La garde des enfants

Comme le rappelaient régulièrement (et faussement) les pères perchés, les femmes sont favorisées en matière de garde des enfants, c'est toujours elles qui ont le droit de garde, ce qui les avantage comme on l'a vu avec les mamans solos qui ont plus de temps libre (et moins d'argent, n'oublions pas).

En vrai (stats 2012 du ministère de la Justice, rien de plus récent), pour 80 % des enfants, les deux parents sont d'accord sur le mode de garde, dans 10 % il n'y a pas d'accord et dans 10 % des cas un des deux parents – le père très majoritairement – ne fait pas de demande. Et au bout du compte les mères ont la garde pour 72 % des enfants (dont 6 points seulement à l'issue de jugement sur conflit)².

Les antimasculinistes

Les Sud-Coréennes, dont on parle (page 25), font des émules. Aux États-Unis, le mouvement 4B se développe depuis l'élection de Donald Trump. De jeunes féministes s'engagent à ne pas relationner romantiquement ou sexuellement avec des hommes, ne pas en épouser et ne pas avoir d'enfants avec un homme.

Si on ajoute les féministes de tous les pays, il est clair que des menaces pèsent sur l'empire des hommes.

Et si les masculinistes avaient raison de se défendre ?

Ch. R.

1. « Le couple hétéro, aspirateur à temps libre », *Politis* n° 1841-1843, 9 décembre 2024-8 janvier 2025.

<<https://www.politis.fr/articles/2024/12/societe-charge-mentale-le-couple-hetero-aspirateur-a-temps-libre/>>.

2. En cas d'accord (80 % des enfants), les demandes sont pour 71 % des enfants chez la mère, 19 % en alternance et 10 % chez le père. Quand il y a accord, le juge avale. 71 % de 80 % : pour 56 % des enfants, la garde est chez la mère par accord mutuel ; 10 % de 80 % : pour 8 % des enfants la garde est chez le père par accord mutuel.

En cas de conflit (10 % des enfants), pour la moitié (52 %) des enfants concernés, chaque parent demande la garde, la mère l'obtient dans 62 % des cas. Le père pour 36 % des enfants.

Pour 35 %, la mère demande la garde et le père l'alternance : la garde est accordée à la mère pour 75 % des enfants.

62 % de 52 % de 10 % + 75 % de 35 % de 10 % : pour 6 % des enfants, la garde est chez la mère suite à un conflit.

Pour les 6 % restants (le total fait pas 100, il y a d'autres cas ; grands-parents ?), le père demande la garde et la mère l'alternance, le père obtient la garde dans 60 % des situations. 36 % de 52 % de 10 % + 60 % de 6 % de 10 % : pour un peu plus de 2 % des enfants, la garde est chez le père en cas de conflit. En cas de non-demande par le père (10 % des enfants), il n'obtient pas la garde.

L'ÉDUCATION, une arme puissante pour changer le monde

**Une belle découverte grâce à Sébastien, un camarade de Questions de classe(s) !
Et en plein milieu d'une énième et désolante polémique autour de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle.**

L AUTEUR, le Dr Kpote (Didier Valentin), intervient depuis vingt ans auprès des jeunes, dans les établissements scolaires, pour parler IST (infections sexuellement transmissibles), prévention, sexualités, genres et

stéréotypes, sans détour ni fausse pudeur, en laissant les questionnements et les doutes s'exprimer, afin d'être au plus près des préoccupations des jeunes.

Ainsi, il explique d'entrée que si, au début, ses interventions étaient surtout centrées sur les risques et la prévention, le métier a beaucoup évolué et les questions de genres, d'identités, de pratiques sexuelles se sont invitées et prennent une place importante dans son travail.

Cet ouvrage est très riche et il sera difficile d'en rendre compte. Il constitue de plus une mine de ressources sur diffé-



rentes thématiques (les règles, la contraception, la culture du viol, etc.) que nous pouvons réutiliser en classe pour informer et lancer les échanges avec les élèves: bande dessinée, planches anatomiques, podcasts, vidéos, etc.

Au détour d'un chapitre, des pratiques pédagogiques sont également présentées, fort intéressantes.

Quelques thématiques, donc

Le travail autour des inégalités de genres est constant, ou bien de manière directe, avec des pratiques pédagogiques préparées en amont, ou bien dans le questionnement et la reprise des interventions des jeunes, parfois déjà pétri-es des préjugés véhiculés par les médias, la culture ou l'éducation familiale. Il aborde par exemple la question du sport et de la performance, notamment à l'école, où les garçons sont plus valorisés et plus sollicités que les filles, alors que des recherches expliquent que le facteur d'entraînement joue un rôle important et permet de dépasser les déterminants biologiques.

Il peut également être question de la masculinité toxique: «Le problème n'est pas, rappelle le D^r Kpote, la masculinité, mais bien la façon dont elle s'exprime et à qui elle s'adresse. Les injonctions à une virilité démonstrative et toujours en quête de domination sont légion et commencent très jeune.» (p. 253) «Laisser la cour aux petits garçons [pour qu'ils se défoulent, disait une directrice d'école], c'est leur certifier que l'espace leur appartient, qu'ils en sont les détenteurs et qu'ils choisissent avec qui le partager ou pas.» (p. 254) «96,4 % des détenus sont des hommes, dont 1/4 de mineurs ! Ce chiffre en général leur parle, surtout dans les établissements où certains ont des potes incarcérés. Serait-ce notre pénis qui nous conduirait à enfreindre les lois ? Ou cette fameuse construction sociale déterminante dans les stéréotypes de genre ?» (p. 255)

Le D^r Kpote apporte aussi des ressources concrètes, comme des planches anatomiques car «travailler sur l'égalité, c'est aussi démontrer qu'anatomiquement, nous partageons les mêmes organes. Pour ce faire, la planche «peu de différences» dans les brochures gratuites Sexess, éditée par le Bioscope de l'université de Genève, est particulièrement efficace, tout en étant hyper-inclusive puisqu'elle n'oublie pas les personnes intersexes. On y voit clairement que le pénis et le clitoris ont une origine embryonnaire commune. Il y est fait état des lieux de leurs points communs (gland, corps, pilier, bulbes) avec des zones de couleurs identiques». (p. 87)

Autre sujet abordé dans le livre: la charge contraceptive et les contraceptions masculines, provisoire (les slips remonte-testicules) ou définitive (la vasectomie).

Zoom sur une pratique pédagogique: «Depuis quelque temps, explique l'auteur, dès le début de la séance, pour que les esprits ne soient pas pollués par nos premiers échanges, je distribue des Post-it au groupe et leur demande de noter, au choix, ce qu'ils trouvent de positif ou négatif à être une fille, un garçon ou une personne non binaire ou fluide. Ils viennent ensuite les coller au tableau dans la bonne case et on débrieife ensuite. Malheureusement le constat est sans surprises, un maximum de Post-it sont placés sous le négatif féminin alors que chez les garçons, le positif est plutôt à l'honneur. On peut aisément en déduire qui possède la meilleure estime de soi des deux genres. Pour les non-binaires, c'est plus équilibré, car ce sont souvent la liberté de choix mais aussi les discriminations que leur coming out provoque, qui sont pointées.»

J'ai également apprécié le travail fait autour des mots:

– Faire prendre conscience de la violence lexicale lorsqu'il est question de relations sexuelles («tu troues ta meuf; tu lui fais un massacre»). Pour cela, le D^r Kpote note les expressions au

tableau au fur et à mesure, pour une observation distanciée avec une relecture en fin de séance, qui gêne toujours les locuteurs qui demandent alors à ce qu'on efface.

– Questionner la banalisation des mots comme «forceur», quand on dépasse à la queue de la cantine, ou «violer», quand ils jouent au foot et se charrient. Sans tomber dans la moralisation, il s'agit de reprendre systématiquement leur utilisation afin de ne pas banaliser la violence et leur redonner leur sens réel dans le domaine des agressions sexuelles.

– Le D^r Kpote fait parfois allusion à l'évolution de la définition d'«hymen», pour mettre en lumière le rôle des mots et de la culture qu'ils véhiculent, notamment dans l'oppression des femmes:

En 2019, le Larousse le définissait comme une «membrane qui sépare le vagin de la vulve et qui se rompt lors des premiers rapports sexuels». En 2021, Le Robert le définit ainsi, avec une citation de Martin Winckler: «L'hymen n'a pas de fonction biologique connue», tout en signalant qu'il est le symbole culturel et religieux de la virginité.

La révolution numérique et ses conséquences sont également largement abordées.

La question des réseaux sociaux, à la fois source d'empowerment pour les jeunes et d'exposition à de multiples risques (être filmé-es et diffusé-es sans consentement, être exposé-es à des images pornographiques contre son gré, par exemple).

Sans doute un peu trop éloignée des réalités des jeunes malgré mon travail en collège, j'ai découvert dans cet ouvrage l'existence des *sugar daddy* et de cette forme de prostitution des jeunes, promue notamment par des histoires romancées publiées sur Wattpad, que les élèves fréquentent effectivement pour lire des récits sur leur téléphone ou leur tablette.

Plus globalement, je voulais enfin souligner le ton de l'ouvrage du D^r Kpote: non professoral, non moralisateur, sans détour ni pudeur, et extrêmement ouvert et respectueux sur les questions d'identité. Cette phrase, écrite au sujet de Tal Madesta et des personnes trans, est valable pour toutes les minorités me semble-t-il: «Tout ce beau monde [qui remet en question les identités] oublie qu'on évoque des destins, de vraies personnes avec une santé mentale mise à rude épreuve par la violence qui accompagne chacune de leurs décisions et prises de position.» (p. 183)

Pour finir, une belle pratique qui ouvre les perspectives d'imagination politique pour l'empowerment des jeunes:

«J'ai eu envie, écrit le D^r Kpote, d'initier les jeunes à un test grandeur nature de démocratie populaire. Ils devaient intégrer un utopique «ministère de l'Amour et du Sexe» et imaginer, à défaut de programme, les décisions qu'ils prendraient une fois aux affaires. Pour plus de véracité, j'avais même créé un logo officiel pour ce nouveau corps d'État régalien, qui allait, je l'espérais, nous régaler. [...] Pour le volet «Prévention», ils ont proposé que, dès le CMI, des cours sur le consentement, les identités de genre et la sexualité soient organisés.» (p. 145)

Et si on s'y mettait aussi dans nos établissements scolaires ?

Jacqueline Triguel

Jacqueline Triguel, *Pubère la vie. O l'école des genres*. Dr Kpote, éditions du Détour, 2024.

Questions de classe (Q2C): collectif militant à l'intersection des luttes syndicales, sociales, éducatives et pédagogiques, voir le site: <<https://questionsdeclasses.org>>.

Mujeres Libres. « Apprends-moi l'arithmétique, un soir en comptant les étoiles¹ »

19 juillet 1936, pour s'opposer au coup d'État militaire, le peuple espagnol se soulève : les femmes rejoignent les barricades, s'engagent dans les milices antifascistes, s'engagent pour que triomphe la révolution sociale et libertaire tout en revendiquant le droit de devenir des « femmes libres ».

« **M**UJERES LIBRES », c'est justement le nom d'une organisation fondée en 1934 et d'une revue, lancée quelques semaines avant la révolution. Sous-titrée *Culture et documentation sociale*², elle entend « arracher les femmes à l'analphabétisme et à l'ignorance sociale [afin] qu'elles apprennent à défendre leur liberté et leurs droits³ » :

« Au mois de mai 1936, naquit la revue *Mujeres Libres*. Le choix de ces deux mots n'était pas un pur hasard. Nous voulions donner au mot "mujeres" (femmes) un contenu maintes fois nié. En l'associant à l'adjectif "libres", nous nous définissions comme absolument indépendantes de toute secte ou groupe politique, cherchant la revendication d'un concept – *mujer libre* – qui, jusqu'à présent, était connoté d'interprétations équivoques qui rabaissaient la condition de la femme en même temps qu'elles prostituaient le concept de liberté, comme si les deux termes étaient incompatibles⁴. »

« Les femmes travailleuses furent, pendant de nombreuses décennies, recouvertes par la poussière de l'oubli⁵. »

À l'origine de cette aventure, trois figures militantes :

– Lucia Sanchez Saornil (1895-1970), tout à la fois poétesse, peintre, standardiste, mais surtout syndicaliste à la

Compania Telefonica, où elle a animé de nombreuses grèves. Elle écrit régulièrement dans les journaux de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) et sera nommée secrétaire internationale de SIA (Solidarité internationale antifasciste⁶) pendant la révolution. Elle regagnera clandestinement l'Espagne, après des années d'exil, cessant alors toute activité politique.

– Mercedes Comaposada (1900-1994), salariée d'une société de production de films, adhère très jeune au syndicat des spectacles publics de la CNT. Elle se consacre à l'alphabétisation des travailleuses (après une expérience malheureuse auprès d'ouvriers refusant qu'une femme leur fasse cours). Son compagnon, le sculpteur Baltasar Lobo, est le principal illustrateur de la revue *Mujeres Libres*. Exilée en France, elle devient la secrétaire de Picasso et traduit des œuvres de la littérature espagnole, dont celles de Lope de Vega.

– Enfin, Amparo Poch y Gascon (1902-1968), la « Doctora Salud Alegre » (« Docteure santé joyeuse »), qui s'est consacrée à un travail de vulgarisation scientifique auprès des femmes ouvrières : puériculture, mais aussi éducation sexuelle, contraception, hygiène et maladies sexuellement transmissibles. Elle milite en faveur de la liberté sexuelle et de la bisexualité. En 1936, elle est nommée directrice de l'Assistance sociale de Valence et conçoit le projet de



Negras Tormentas cómic *

Lors d'une réunion de *Mujeres libres*. Pourquoi les femmes ne représentent-elles rien et il est insupportable que la femme reste une propriété.

fermes-écoles. Après la Retirada⁷, elle dirige un hôpital toulousain où elle soigne les combattant-es en exil.

Mais Mujeres Libres, ce sont avant tout des milliers de femmes de toutes conditions – paysannes, prostituées, ouvrières, étudiantes –, ce qui distingue ce mouvement des autres groupements féministes rassemblant surtout des bourgeoises⁸. Et, dès sa sortie (mai 1936), la ligne anarcho-syndicaliste de la revue est clairement revendiquée. Après avoir rejeté « toute responsabilité dans le déroulement de l'histoire, la femme n'ayant jamais été actrice mais spectatrice désarmée », l'édition inaugurale rappelle que « la politique est la pourriture qui ronge le monde. Politique est synonyme de pouvoir. Où il y a pouvoir, il y a esclavage, dépravation et misère morale. [...] Mujeres Libres se déclare en faveur d'une vie libre et digne, où chaque être humain puisse être le maître de lui-même⁹ ».

Derrière les grandes déclarations, y compris au sein des organisations anarchistes qui s'en réclament, l'égalité et l'émancipation des femmes sont loin de se concrétiser dans les faits. Malgré leur grande combativité dans les luttes sociales, les adhérentes participent peu aux réunions et ne fréquentent guère les locaux syndicaux. C'est aussi à cette situation que Mujeres Libres entend remédier; le groupe se dote de statuts qui explicitent ses objectifs :

« 1. émanciper la femme du triple esclavage auquel, généralement, elle a été, et continue à être soumise: esclavage de l'ignorance, esclavage en tant que femme et esclavage en tant que productrice,

2. faire de notre organisation une force féminine consciente et responsable qui agisse comme avant-garde dans le mouvement révolutionnaire.

3. combattre l'ignorance en formant les compagnes culturellement et socialement au moyen de cours élémentaires, de conférences, de discussions, de lectures commentées, de projections cinématographiques, etc.¹⁰ ».

« Je n'avais pas été invitée mais je les ai suivis¹¹. »

Ce défi, les Mujeres libres vont pouvoir le relever bien plus vite qu'elles ne l'imaginaient...

« Le 19 juillet, on préparait le 4^e numéro de la revue, numéro qui ne sortit pas car l'on changea la plume contre les armes et la littérature contre le travail dans les hôpitaux ou contre la visite aux villages qui se libéraient des factieux pour les aider à organiser des collectivités, etc.¹². »

Dès lors, les premiers tracts, puis la nouvelle version de *Mujeres Libres*, appellent les femmes à apprendre à tirer au fusil, à sauter en parachute, à travailler en usine ou à apporter leur contribution à la solidarité révolutionnaire. « La douce main de la femme panses les plaies, prend soin des enfants ou offre un verre d'eau à la soif ardente du combattant mais son bras solide brandit aussi le fusil¹³. »

La revue reparait le « 65^e jour de la Révolution », sans numéro ni autre indication de date. Quatorze livraisons, reconnaissables aux illustrations de Baltasar Lobo qui ornent leurs couvertures, seront publiées entre 1936 et 1939, ainsi que 17 brochures (dont des recueils de poèmes).

Le groupe s'installe dans un local à Barcelone, au 690, rue Las Cortes, et y implante son premier institut. On y vient participer à des cours de culture générale ou de formation professionnelle et sociale. Cette éducation, souvent dispensée la nuit, est prolongée par la création d'une ferme-école ainsi que l'animation de cours professionnels sur le lieu de travail. À Madrid, c'est la bibliothèque de Mujeres Libres qui incarne l'idéal des militantes : « l'émancipation par la culture ».

Pour Mujeres Libres, la question féministe s'inscrit dans une perspective de classe et demeure indissociable de la révolution : « Le problème de l'émancipation féminine est identique à celui de l'émancipation prolétarienne: ceux qui veulent être libres doivent faire le premier pas¹⁴. » Mais cette libération n'a rien de mécanique et nécessite une auto-émancipation de la femme :



1. Titre d'un article de *Mujeres Libres*, 21^e semaine de la Révolution, 1936.

2. Il existait déjà des revues libertaires se revendiquant du féminisme, comme la revue *Cultura integral y feminina* (1933) ou *Estudios*, tirée à 75 000 exemplaires et qui milite pour l'éducation sexuelle.

3. Collectif, *Mujeres libres, des femmes libertaires en lutte, mémoires vives de femmes libertaires dans la Révolution espagnole*, Los Solidarios, 2000, p. 57.

4. Lucia Sanchez Saornil, « Les femmes dans la guerre et dans la Révolution, Mujeres Libres », *CNT*, n° 531, 30 janvier 1937, cité dans Collectif, *Mujeres libres*, p. 87.

5. *Mujeres Libres*, septembre 1937.

6. Solidaridad internacional antifascista (SIA) est créée au lendemain des journées de mai 1937 qui opposent le mouvement anarchiste aux partisans de l'État républicain, socialistes et communistes. Cette structure, fondée par la CNT, la FAI et la FIJL, est une organisation à la fois humanitaire et politique. Il s'agit de rompre l'isolement international du mouvement libertaire et antistalinien face à l'Internationale communiste et d'assurer la livraison d'armes, de médicaments et de vivres. Après la Seconde Guerre mondiale, SIA poursuit son activité dans l'exil.

7. L'exode des combattant-es et réfugié-es fuyant l'installation du régime de Franco en 1939. On estime leur nombre à 450 000.

8. Il est à noter que l'extrême droite disposait également d'organisations de femmes. En 1932, l'Action catholique féminine revendique 38 000 adhérentes. À Madrid, 5 000 femmes militent au sein d'Aspiraciones, association religieuse antisémite et anticommuniste.

9. *Mujeres Libres*, n° 1, mai 1936.

10. Mary Nash, « Femmes libres », *Espagne 1936-1939*, La Pensée sauvage, 1977, p. 68.

11. Pepita Carpena Amat.

12. Mercedes Camaposada, « Origines et activités du mouvement Femmes Libres », *Tierra y Libertad*, 27 mars 1937, cité par Mary Nash, *op. cit.*

13. Tract des Mujeres Libres, daté du « 32^e jour de la Révolution ».

14. Emma Goldman, « Situation sociale de la femme », *Mujeres Libres*, 21^e semaine de la révolution.



Éditions Atelier de création
libertaire, 2010.

[...] Brisez vos chaînes. Votre tour est enfin arrivé d'élever votre personnalité et votre dignité, d'exiger avec fermeté vos droits de femme, comme individualités libres, comme membres de la société et comme camarades dans la lutte contre le fascisme et pour la Révolution sociale¹⁷. »

Mujeres Libres impose une relecture des principes portés par le mouvement libertaire ibérique. Bien que la CNT, lors du fameux congrès de Saragosse (mai 1936) où a été rédigé le « Concept confédéral de communisme libertaire¹⁸ », ait affirmé que « la première mesure de la révolution libertaire consistera à assurer l'indépendance économique des êtres, sans distinction de sexe, l'interdépendance due à des raisons d'infériorité économique, qui est de règle dans le régime capitaliste, disparaîtra avec lui. Il est donc entendu que les deux sexes seront égaux, tant en droits qu'en devoirs¹⁹ », la réalité est beaucoup moins reluisante. À côté des revendications d'égalité de droits, de salaire (« Aux champs, à l'usine, au bureau, au magasin, à travail égal, salaire égal »), d'accès aux études et au travail, etc., les militantes de Mujeres Libres portent un regard critique sur un certain nombre de pratiques, comme la notion d'union libre, trop souvent considérée du seul point de vue de l'homme. Ruta, dans un article de 1937, réclame « l'amour libre ou amour tout court. L'amour esclave n'existe pas ». Quant au mariage, bien que dénoncé, il continue toujours à avoir ses adeptes, dont se moque un article de la revue intitulé « L'Usine à mariage » :

« Projet de création d'une usine de mariage »

La camarade Révolution nous a fait part de sa grande peine. Les gens continuent à se marier... [...] Les hommes continuent à aimer certaines modalités d'oppression. [...]

Emplacement. – L'usine de mariage en série sera située loin de tout centre urbain. Il n'est pas convenable que les tragédies se déroulent à la vue du public, car elles démoralisent énormément. De plus, les difficultés d'accès à l'usine donneront plus à réfléchir aux sots.

Matériaux de construction. – Ils seront de telle qualité qu'ils étoufferont tout bruit. Ce qui se passe à l'intérieur n'intéresse personne et il vaut toujours mieux ne pas écouter les interjections de ceux qui viendront demander des comptes sur le mauvais résultat de leur affaire.

[...] Matériel. – Il sera de deux sortes : a) obligatoire – b) facultatif.

a) Une douche froide ; un comité pleinement convaincu de la très grande importance de sa mission ; un écriteau qui dira : « Passes si tu l'oses » ; un tampon rouge ou rouge et noir pour le cachet.

b) Un bâton.

[...] La cérémonie est gratuite. Le malheur de ceux qui y vont est déjà suffisamment grand. Ensuite on leur met le collier et la chaîne, on leur fait embrasser la trichromie du Communisme libertaire et on les projette par le toboggan²⁰. »

La malice et l'humour sont toujours bien présents dans la culture libertaire espagnole : ainsi, c'est un 25 décembre qu'est publié le décret légalisant l'avortement...

Quant à la maternité, justement, elle est considérée comme une des multiples possibilités de se réaliser, à condition de devenir une « maternité consciente » :

« J'ai dit que les concepts de femme et de mère se trouvaient à nouveau opposés, mais ce n'est pas cela. Nous avons pire : le



« L'homme révolutionnaire qui aujourd'hui lutte pour sa liberté combat seulement contre le monde extérieur. Contre un monde qui s'oppose à ses aspirations de liberté, d'égalité et de justice sociale. La femme révolutionnaire, par contre, doit lutter sur deux terrains : en premier lieu pour sa liberté extérieure, lutte dans laquelle, grâce à de mêmes idéaux et à une cause commune, elle a l'homme pour allié ; mais en outre, la femme doit lutter pour sa propre liberté intérieure, liberté dont l'homme jouit déjà depuis des siècles. Et dans cette lutte, la femme est seule¹⁵. »

Ce double combat explique la place prépondérante de l'éducation. « La révolution doit partir d'en bas et de l'intérieur. Laissez entrer l'air dans la vie familiale vieille et étriquée. Éduquez vos enfants dans la liberté et la joie. La vie sera mille fois plus belle quand la femme sera réellement une « femme libre »¹⁶. » Pour voir aboutir leurs revendications, non seulement les travailleuses doivent se libérer des siècles d'assujettissement, mais elles doivent également mener une révolution dans la révolution, au sein de leur propre camp.

« C'est pour cela qu'il ne suffit pas de dire : « Il faut faire de la propagande parmi les femmes, il faut les attirer à nos milieux » ; mais nous devons prendre le problème en partant de plus loin, de bien plus loin. Les compagnons [...] ont dans leur immense majorité une mentalité contaminée par les aberrations bourgeoises les plus caractéristiques. Tout en se récriant contre la propriété, ce sont les plus enragés des propriétaires. Tout en se dressant contre l'esclavage, ce sont les « maîtres » les plus cruels. Tout en vociférant contre les monopoles, ce sont les plus acharnés monopolistes. Et tout cela découle du plus faux des concepts qu'ait pu créer l'humanité : la supposée « infériorité féminine ». Erreur qui nous a peut-être fait prendre un retard de civilisation de plusieurs siècles.

Le dernier des esclaves se transforme, une fois franchi le seuil de sa demeure, en un souverain et maître. Un de ses désirs, à peine ébauché, est un ordre catégorique pour les femmes de sa maison. Lui qui, dix minutes avant, avalait encore le fiel de l'humiliation bourgeoise, se dresse comme un tyran en faisant sentir à ces malheureuses toute l'affliction de leur prétendue infériorité.

concept de mère absorbant celui de femme, la fonction annulant l'individu. [...] On peut dire qu'au cours des siècles le monde masculin a toujours oscillé à propos de la femme entre les deux concepts extrêmes: la prostituée et la mère, l'abject et le sublime, sans s'arrêter à ce qui est strictement humain: la femme. La femme comme individu: individu rationnel, pensant et autonome²¹.»

Le travail domestique est dénoncé – le seul travail qui vaille est celui au service de la collectivité et non d'un seul – et Lucia Sanchez Saornil revendique le partage des tâches: «Il faut dire qu'avant de réformer la société, il convient de réformer leur foyer; il faut leur dire que ce dont ils rêvent pour le futur – l'égalité et la justice – ils doivent l'implanter à partir d'aujourd'hui même parmi les leurs²².»

Et, tout naturellement, c'est d'abord au cœur de la cellule familiale que doit se construire une éducation nouvelle:

«Premièrement, la famille. Il n'est pas facile de défaire les liens étroits qui, par éducation et par tradition, existent entre la femme et la famille. Il est pénible de faire souffrir des parents aimés qui n'arrivent pas à transiger avec les aspirations libertaires de la fille, qui ne veulent pas l'aider dans sa lutte, qui refusent à la jeune adolescente des éclaircissements sur le problème sexuel, qui veulent l'induire à attendre, vierge et passive, l'homme qui lui offrira le mariage²³.»

Le féminisme «prolétarien», dont se revendique Mujeres Libres, considère que l'enjeu n'est pas seulement l'émancipation de la femme, mais aussi sa contribution à l'émancipation de la classe ouvrière: «De femmes, femmes; d'esclaves, compagnes; d'amantes, amies dans le plus pur sens du mot. Non pour ceux qui sont déjà des hommes – pas toujours suffisamment cultivés pour le comprendre – mais pour ceux qui doivent venir, et qui doivent naître de nous; autant ou plus qu'eux²⁴.»

«Maintenant, le mot femme doit signifier quelque chose de plus qu'avant. Il doit signifier envie de lutter et de vaincre. Désir de vivre une vie nouvelle. Désir de se libérer des faux préjugés.» (Carmen Gomez, Mujeres Libres, n° 11)

«Les maîtresses d'école épluchaient des pommes de terre, les infirmières lavaient les sols, les employés de maison accouraient en avalanche aux cours préparatoires qui s'improvisaient, les

féministes à 100 % gardaient les enfants et s'occupaient d'hôpitaux, les couturières prenaient le fusil; beaucoup d'entre elles se proposaient avec leurs machines pour coudre des salopettes, d'autres faisaient des réserves de sandwiches et de rafraîchissements et installaient le stand sur les barricades pour les offrir aux pelotons de milices qui partaient en camion conquérir des villages. Total: un fouillis de générosité sympathique et magnifique. Cette fièvre d'activités avait une explication profonde. Une parole avait été dite: Révolution! L'employée de maison courait pour se libérer de son ignorance, la couturière laissait tomber la tyrannie de l'aiguille pour réaliser ses aventures²⁵.»

Dès le 19 juillet 1936, les femmes vont déployer une intense activité que Mujeres Libres va s'efforcer d'accompagner et d'orienter dans une perspective libertaire. Elles prennent les armes, dressent les barricades ou partent au front. Après ces premières journées révolutionnaires, les groupes Mujeres Libres se multiplient et des locaux sont réquisitionnés pour accueillir différentes activités: des cours d'alphabétisation, d'instruction primaire, puis d'enseignement général, mais aussi des services visant à transformer le quotidien des femmes. Mais c'est avant tout dans la réorganisation de l'économie sur des bases égalitaires qu'elles s'engagent à travers les «sections féminines de travail».

Ces sections de travail vont intervenir dans divers secteurs: la santé, la métallurgie, le commerce, les bureaux. C'est dans le transport que ces évolutions sont probablement le plus visibles: alors que Barcelone ne comptait, avant juillet 1936, que deux femmes possédant le permis de conduire, ce sont elles qui conduisent à présent les trams, grâce à la mise en place d'une école syndicale de formation à la conduite. La panique de certains voyageurs est totale²⁶!

Dans les villages de Catalogne, les militantes partagent leur temps entre le syndicat, Mujeres Libres et SIA où l'organisation féministe était officiellement représentée.

Impossible de dresser la liste complète de toutes les initiatives, depuis les colonies pour les enfants de réfugiés ou l'accueil des milicien-nes convalescent-es, à la création de cantines et de garderies populaires pour libérer les femmes du travail domestique et du souci du ravitaillement.

À côté des engagements pour la maternité consciente ou le projet de création d'un «Institut d'euthanasie²⁷», la lutte contre la prostitution retient toute l'attention du

15. Ilse, Mujeres Libres, 8^e mois de la Révolution.

16. Ibid.

17. Lucia Sanchez Saornil, «La question féminine dans nos milieux», première partie, Solidaridad Obrera, 26 septembre 1935.

18. Concept confédéral du communisme libertaire, motion adoptée au théâtre Iris Park de Saragosse lors du IV^e congrès de la Confédération nationale du travail en mai 1936, édition CNT-Région parisienne, 1994.

19. Ibid., p. 34.

20. Mujeres Libres, 8^e mois de la Révolution.

21. Lucia Sanchez Saornil, «La question féminine dans nos milieux», quatrième partie, Solidaridad Obrera, 15 octobre 1935.

22. Lucia Sanchez Saornil, «La question féminine dans nos milieux», première partie, Solidaridad Obrera, 26 septembre 1935.

23. «La double lutte de la femme», Mujeres Libres, 8^e mois de la Révolution.

24. Ada Martí, Mujeres Libres, n° 10, 2^e année de la Révolution, 19 juillet 1938.

25. Mujeres Libres, n° 10, 2^e année de la Révolution, 19 juillet 1938.

26. Témoignage de Pura Perez, Mujeres Libres, des femmes libertaires en lutte, op. cit., p. 214.

27. «Les individus auraient la fin désirée et appropriée à leur malheur. L'institut d'euthanasie serait en relation avec des hôpitaux, des maternités, des sanatoriums, etc., et aurait des équipes de recherche pour des cas déterminés», Mujeres Libres, n° 10, 2^e année de la Révolution (juillet 1938).



mouvement. Constatant que les maisons closes, les lieux de spectacle « *continuent à être remplis de foulards rouges, rouges et noirs et de toutes sortes d'emblèmes antifascistes*²⁸ », des centres *Liberatorios de prostitución* sont ouverts. Un accompagnement médical et psychologique y est proposé ainsi que des cours professionnels et une aide concrète.

En quelques mois, les femmes ont pris leur revanche :

« *La petite couturière et ses compagnes construisent un mouvement social qui ne se contente plus d'alphabétiser, mais éduque et forme politiquement des milliers de femmes. Elles créent des centres d'accueil pour les réfugiés. Elles organisent l'éducation des enfants. Elles ouvrent un centre de réinsertion pour les prostituées. Elles combattent la mainmise des staliniens sur les organisations féminines et de solidarité internationale. Elles donnent corps et sens à une véritable révolution culturelle et sociale*²⁹. »

S'il faut attendre le 3 janvier 1937 pour que García Oliver, le camarade-ministre de la Justice issu des rangs de la CNT, signe le décret accordant la plénitude des droits civils aux femmes, en réalité, ce droit avait déjà été conquis aux premiers jours de la guerre par leur présence aux barricades et dans les milices, mais aussi par la part qu'elles prirent à l'arrière.

« *Sans qu'on ne le sache, une révolution féminine était en train de naître, de la même manière qu'entre tous nous faisons la Révolution sociale. Aucune des femmes qui collaboraient ne savait qu'elles étaient en train de remplir des pages importantes de l'Histoire. Ouvrières, paysannes, licenciées... toutes étaient mues par le désir de s'émanciper, de créer une société équitable et un futur meilleur. On réalisa des actes héroïques en silence, sans ostentation aucune*³⁰. »

« **Apprends-moi l'arithmétique, un soir en comptant les étoiles**³¹. »

Dans une société qui compte, à la veille de la révolution, 60 % de femmes ne sachant ni lire ni écrire, et qui, y compris dans les milieux progressistes, considère encore la femme comme une inférieure, la mission que se fixe Mujeres Libres est de mettre fin à « *leur triple esclavage : l'ignorance, la condition de productrice et de femelle*³² ». Cette lutte contre « l'ignorance » – et pas uniquement contre l'analphabétisme – est au cœur des engagements des différents groupes, en ville comme à la campagne. Si l'objectif n° 1 est « de travailler », vient ensuite « *le devoir de se former dans le vrai sens du terme. S'éduquer, se former, ce qui n'est rien d'autre que de ne pas suspendre le cours de la nature, car celle-ci crée la femelle, la femelle crée la femme, la femme crée la mère et la mère créera la puéricultrice et la pédagogue de ses propres descendants*³³ ».

C'est pourquoi Mujeres Libres tient tant à ce que chaque groupe fonde un centre d'éducation pour les jeunes et les adultes, afin qu'il ne reste « *pas une seule compagne du groupe qui ne sache lire et écrire*³⁴ », premier pas vers la conquête du savoir et l'émancipation.

« *Lorsque nous parlons de la femme, nous tombons inévitablement dans la critique de son éducation. Elle reçoit une éducation erronée, complètement décentrée, qui ne répond en aucune façon aux nécessités du moment. Bien, alors concrétisons, trouvons des solutions au problème et cessons de faire des critiques plus ou moins vagues et d'émettre des vœux pieux. Mettons-nous d'accord une fois pour toutes sur l'éducation dont la femme a besoin*³⁵. »

Si la question scolaire n'est pas absente des préoccupations, l'école, héritée de l'ancien régime, fait l'objet d'une critique sévère :

« *Toute institution gouvernementale qui régit un peuple a sa forme d'enseignement, elle a sa pédagogie créée par le moment pour éduquer et instruire les générations à venir et les enfants présents dans une ligne tracée et qu'il faut suivre pour ne pas altérer et pour, en même temps, renforcer le fonctionnement organique en vigueur*³⁶. »

En conséquence, transformer l'école, c'est d'abord transformer les hommes et les femmes qui en ont la responsabilité :

« *Nous ne devons pas caresser de vaines espérances en ce qui concerne les maîtres d'école du régime capitaliste ; eux ne peuvent pas répondre aux moments historiques que nous vivons. Si nous laissons l'enseignement entre leurs mains, les conséquences ne se feront guère attendre*³⁷. »

L'urgence est donc de former des enseignant-es capables d'éduquer des enfants et d'inventer une forme éducative et pédagogique en cohérence avec les idéaux révolutionnaires.

« *Depuis le 19 juillet on a créé des milliers d'écoles primaires et malgré son caractère transcendantal, le problème reste entier, sans qu'on n'ait malheureusement trouvé la solution.*

Il est urgent de trouver un programme de réformes de l'éducation féminine.

Il est urgent de créer des écoles que l'on appelle secondaires pour préparer la femme.

Il est urgent de créer l'école professionnelle en dehors de tout parti pris politique pour que la femme se prépare à son émancipation économique³⁸. »

Pour mener à bien ce projet, Mujeres Libres peut s'appuyer sur les décennies de réflexions et d'expérimentations pédagogiques du mouvement libertaire (les écoles rationalistes de Francisco Ferrer, mais aussi l'introduction de la pédagogie Freinet en Espagne, dès les années trente).

Le concept de communisme libertaire, tel qu'il est défini au congrès confédéral de Saragosse a tracé les grandes lignes d'un enseignement renoué :

« *L'enseignement, en tant que mission pédagogique pour une nouvelle humanité, sera libre, scientifique et égalitaire pour les deux sexes ; il sera doté de tout l'équipement nécessaire aux diverses branches de l'activité productive et du savoir humain. [...]*

Nous estimons que la fonction primordiale de la pédagogie est d'aider à la formation d'hommes autonomes (en parlant d'hommes, nous le prenons dans son sens générique). Pour cela il sera précieux que l'enseignant développe toutes les facultés de l'enfant afin que toutes ses possibilités se réalisent.

Dans le système pédagogique que mettra en pratique le communisme libertaire, les sanctions et les récompenses qui contiennent déjà toutes les inégalités seront définitivement exclues. »

Mais ce même texte précise également, sans sourciller, que « *l'hygiène et la puériculture feront l'objet d'une attention particulière pour apprendre aux femmes leur rôle de mère dès l'école* » !

En contrepoint, l'article « Enseignement nouveau », daté de la 21^e semaine de la Révolution, dresse une liste de 7 principes devant guider l'action éducative des Mujeres Libres : la pédagogie, considérée « *comme une science* », doit être « res-



sentie comme un art³⁹ »; le respect de la spécificité de chaque enfant qui implique qu'aucune méthode n'est vraiment parfaite; le respect des sensibilités de chacun; le refus des prix, des punitions et de la compétition; la limitation des effectifs à 10 enfants maximum par classe, etc.

Pour atteindre cet idéal, il faut des pédagogues dont la tâche est d'inciter au changement révolutionnaire dans le domaine de l'éducation et de mettre en pratique un enseignement rationnel et intégral qui rejette tout type d'autoritarisme et toute manipulation, à l'école comme dans la famille. On lire dans l'article "Enfants, enfants, enfants", publié dans le numéro en date du 65^e jour de la Révolution, que « les enfants ne peuvent et ne doivent être catholiques ni socialistes ni communistes ni libertaires. Les enfants doivent seulement être ce qu'ils sont : des enfants. Qui peut s'arroger l'autorité de leur enlever ce droit⁴⁰ ? »

Le combat antifasciste se mène en effet tout autant sur le front pédagogique que sur les fronts d'Aragon ou de Madrid. Pas plus qu'ailleurs, le fascisme ne doit avoir sa place à l'école ou dans les foyers :

« En Espagne, parents et enfants sont maintenant unis dans la lutte contre l'esprit tyrannisant du fascisme ecclésiastique et militaire qui, jusqu'à aujourd'hui, a fondé son règne sur la crainte des enfants et des adultes.

[...] Parents, pour la Révolution et pour l'esprit libertaire, éliminez de vos foyers, de vos familles et de l'éducation de vos enfants, la crainte, la punition et la menace. Faites d'eux des hommes courageux, des hommes sans peur, des hommes libres.

[...] École en plein air, musique, parfums : l'humanité et encore plus l'enfance a droit à tout ce qui est beau ! Qu'attendons-nous pour nous le donner⁴¹ ? »

Etta Federn, est l'une de ces pédagogues au service de la Révolution⁴². Anarchosyndicaliste allemande ayant rejoint le mouvement Mujeres Libres après avoir fui le régime nazi, elle fonde une école « agricole et ornithologique » basée sur le self-government des enfants. Dès les premiers jours de la révolution, elle donne des cours de langue et de littérature à la Casa de la Mujer Trabajadora, le centre fondé par Mujeres Libres, puis, en 1937, elle participe à la création à Blanes de quatre écoles rationalistes. Elle projette de développer des écoles « modèles » pour former institutrices et institutrices « contre la routine du quotidien » et « réaliser autant que possible notre idéal de liberté et de prodigalité, de lutte...⁴³ ».

Face au triple esclavage dénoncé dans les statuts de l'organisation, la conscientisation féministe et politique des travailleuses va de pair avec la diffusion d'une culture considérée comme un moyen privilégié d'émancipation. Une idée qui se concrétise dans la création d'écoles techniques féminines, le développement des instituts Mujeres Libres ou encore dans le programme de la Casa de la Dona Trabajadora où sont délivrés des cours d'alphabétisation, mais également des cours supérieurs de culture dans tous les domaines du savoir (arithmétique, grammaire, langues étrangères, histoire de la littérature, géométrie, géographie, histoire, comptabilité, sciences naturelles, anatomie, philosophie, langues, dessin, agriculture, puériculture, etc.).

28. Mujeres Libres, 65^e jour de la Révolution.

29. Préface de Thyde Rosell dans *Mujeres Libres, des femmes libertaires en lutte*, op. cit., p. 25

30. Témoignage de Pura Perez, dans *Mujeres libres, des femmes libertaires en lutte*, op. cit., p. 125.

31. Titre d'un article de *Mujeres Libres*, 21^e semaine de la Révolution, 1936.

32. Mercedes Camaposada, *Tierra y Libertad*, 27 mars 1937.

33. Pilar Grangel, « Pas de critiques, des solutions », *Mujeres Libres*, n° 13, 1939.

34. Comité national, « Comment organiser un groupement Mujeres Libres », non daté, cité dans *Femmes libres*, Mary Nash, op. cit., 1939.

35. Pilar Grangel, op. cit.

36. Pilar Grangel, « Pédagogie », *Mujeres Libres*, n° 10, 2^e année de la Révolution, 19 juillet 1938.

37. Ibid.

38. Grangel Pilar, « Pas de critiques, des solutions », *Mujeres Libres*, n° 13, 1939.

39. Notons que le philosophe états-unien John Dewey définissait la pédagogie non comme une technique de production, mais comme un « art scientifique ».

40. « Enfants, enfants, enfants », *Mujeres Libres*, 65^e jour de la Révolution.

41. Florentina, « Enfants », *Mujeres Libres*, n° 12, mai 1938.

42. Etta Federn, dite Marietta (1883-1951), institutrice, journaliste, traductrice, enseignante et militante de la FAUD (section allemande de l'AIT).

En 1948, l'écrivain anarchosyndicaliste suédois Stieg Dagerman lui consacra une pièce de théâtre *Skugan av Mart* (L'ombre de Mart).

(Notice du Maitron, FEDERN Etta (Marietta, dite) par Rolf Dupuy, Marianne Enckell.

43. Sara Beringuer, « Les femmes du mouvement libertaire et de Mujeres Libres », *Mujeres Libres*, p. 184.

Mais il ne s'agit pas de promouvoir « la culture pour la culture », dans une seule perspective d'accomplissement individuel. La culture doit être un instrument de la Révolution sociale.

C'est à San Gervasio que s'installe la première ferme-école (« Las Tortugas ») sur un vaste terrain avec un bois et un jardin pour les enfants. Il s'agit de libérer les mères et de leur donner du temps pour participer à la révolution. *« La meilleure mère, peut-on lire en exergue d'un article sur l'éducation des enfants, n'est pas celle qui sert son enfant contre son sein, mais celle qui aide à forger pour lui un monde nouveau. »*

« Pendant que nous concentrons toute notre énergie sur le travail d'agitation, nous avons oublié notre tâche éducative; que nous ne devons pas faire la propagande pour attirer les femmes parmi les femmes, mais parmi les compagnons eux-mêmes; nous devons commencer par extirper de leur cerveau l'idée de supériorité, quand on leur dit que les humains sont tous égaux, nous devons leur dire aussi que la femme, bien qu'elle végète – confondue avec les casseroles et les animaux domestiques – parmi les objets du foyer, appartient aussi à l'espèce humaine⁴⁴. »

L'action des Mujeres Libres se déploie selon le triptyque « travail, culture et sport ». Ce dernier en est peut-être l'aspect le plus original. Il est développé dans un long article intitulé « Vers un sport nouveau » publié dans le numéro 12. Il s'agit d'arracher l'activité physique à la classe bourgeoise et aristocratique afin, non seulement, d'en développer la pratique chez les travailleuses, mais également d'en chan-

ger les principes et les finalités sociales. L'article dénonce ainsi « les défilés de jeunes filles en petits shorts et légères blouses de soie [qui] ne sont pas la plus saine formule, tant sur le plan physique que sur le plan moral. [...] Au lieu de ces défilés qui ne servent qu'à inculquer dans la mentalité populaire une fausse conception de la culture physique, des douches dans toutes les usines, des piscines, des stades pour l'athlétisme où la jeunesse y viendra sans contrainte d'aucune sorte⁴⁵ ». La création de sections sportives dans les localités figure d'ailleurs au programme d'action des comités Mujeres Libres.

« Souvenir d'un temps passé, présent en notre cœur et notre mémoire⁴⁶. »

En 1938, l'Assemblée générale plénière du mouvement libertaire refuse « la prétention de la Fédération nationale de Mujeres Libres à être reconnue comme branche autonome à part entière du Mouvement libertaire » – au même titre que la CNT, la FAI et la FIL –, considérant « qu'une organisation féminine serait pour le mouvement un élément de désunion et d'inégalité et que cela aurait des conséquences négatives pour l'essor des intérêts de la classe ouvrière⁴⁷ ».

L'organisation ne fut même pas autorisée à participer aux débats... On imagine la déception et la colère engendrées par un tel affront :

« Le timide appui qui nous a été accordé le fut toujours avec une lamentable condescendance, comme pour satisfaire un caprice ne répondant pas à une réelle nécessité et qui a provoqué chez celles qui l'ont reçu plus d'amertume et de découragement que d'enthousiasme⁴⁸. »



« Un célèbre sociologue argentin, José Ingenieros, disait que l'émancipation de la femme dépend de la transformation de la société; que la Révolution sociale entraînerait la liberté économique, politique et sexuelle de la femme. Moi, je commence à en douter. Je pense qu'après la Révolution sociale, nous devons, nous, les femmes, faire "notre révolution". Quantité de faits existent qui peuvent faire méditer sur ce thème⁴⁹. »

La militante anarchiste états-unienne Emma Goldman, qui contribua à la revue, partage cette condamnation qui n'épargne pas les militants anarchistes :

« La majorité des hommes espagnols semblent ne pas comprendre le sens de la véritable émancipation, ou bien préfèrent que leur femme continue à l'ignorer. Le fait est que beaucoup d'hommes semblent convaincus que la femme préfère continuer à vivre en position d'infériorité. On disait aussi que le nègre était enchanté d'être la propriété du maître de la plantation. Mais la vérité est qu'il ne peut y avoir d'authentique émancipation tant que subsiste la prédominance d'un individu sur un autre, ou d'une classe sur une autre. Et l'émancipation de la race humaine sera bien moins profonde tant qu'un sexe en dominera un autre⁵⁰. »

Quelques mois plus tard, viendront la défaite et les routes de l'exil... Les Mujeres Libres se retrouvent éparpillées en Europe, en Amérique et même en Asie (au Japon).

En 1962, un noyau de militantes, résidant au Royaume-Uni et en France, relance l'activité du groupe avec l'organisation de débats et de fêtes pour enfants. Le 1^{er} novembre 1962, sort le premier numéro d'une nouvelle version de *Mujeres Libres*, « Porte parole de la fédération des Mujeres Libres d'Espagne en exil » publié en trois langues (espagnol, anglais et français). Cette série comportera 47 livraisons, jusqu'à la mort de Franco en 1976, avant que ne se recrée à Barcelone un groupe Mujeres Libres.

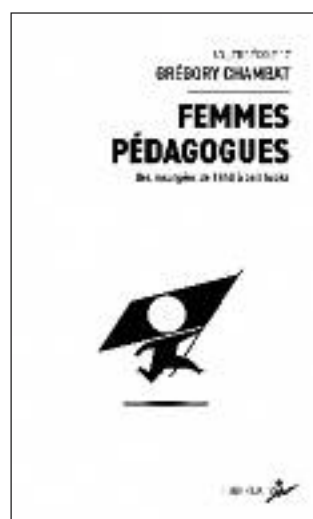
Dans le même temps, les exilées s'engagent dans une vaste entreprise : écrire l'histoire complète du mouvement. Mercedes Comaposada, Lola Iturbe⁵¹ et Renée Lamberet⁵² se lancent dans ce travail, balayant l'ensemble des réalisations de l'organisation, ces publications et des témoignages à partir d'un questionnaire⁵³ envoyé aux militantes.

Mais, après six années d'efforts, et alors que le premier tome est achevé et que le deuxième est déjà bien avancé, la totalité de ce travail est perdue... entraînant la disparition de centaines d'ineffables témoignages et souvenirs des combattantes.

À la fin des années 1980, une poignée de vétérans décide de rééditer les textes de *Mujeres Libres*. Une rencontre internationale est organisée à Bordeaux (du 16 au 19 août 1990) où se retrouvent des délégations d'Espagne, mais aussi d'Angleterre, du Chili, etc. Felicia Diaz, qui avait été nommée vice-secrétaire du comité régional de Catalogne de Mujeres Libres en 1938, rappelle pour l'occasion que « ce n'est pas son importance numérique qui compte mais sa longévité⁵⁴ ».

« Les fondatrices de Mujeres Libres en Catalogne, sur la fin de leur vie, font confiance aux nouvelles générations pour poursuivre leur lutte jusqu'à la pleine libération de la femme, il reste encore beaucoup à faire pour y parvenir⁵⁵. »

Grégory Chambat



Le présent article est un extrait du livre de Grégory Chambat, *Femmes pédagogues. Des insurgées de 1848 à nos jours*, hooks, Libertalia, 2024.

44. Lucia Sanchez Saornil, « La question féminine dans nos milieux », première partie, *Solidaridad Obrera*, 26 septembre 1935.

45. « Vers un sport nouveau », *Mujeres Libres*, n° 12.

46. Conchita Guilen, « Mujeres Libres », *Los Solidarios*, p. 127.

47. Mary Nash, *op. cit.*, p. 13.

48. « Rapport aux Comités nationaux du Mouvement libertaire et aux délégués de l'Assemblée générale plénière de ce mouvement », pour le Comité national de Mujeres Libres, la secrétaire Lucia Sanchez Saornil, Barcelone, septembre 1938.

49. Nita Nahuel, « Ceux qui déshonorent l'anarchisme », *Mujeres Libres*, n° 8, 8^e mois de la révolution.

50. Emma Goldman, « Situation sociale de la femme », *Mujeres Libres*, 21^e semaine de la révolution.

51. Mujeres Libres, *Los Solidarios*, p. 151.

52. *Ibid.*, p. 151.

53. « Qu'était Mujeres Libres ? En quoi était-elle spécifique ? En quoi était-elle autonome ? En quoi était-elle organisation et non association ; La femme en tant que : mère, productrice, femme ; féminisme politique et féminisme humain, amour libre, cohabitation et problème sexuel », *Mujeres Libres*, p. 152.

54. Mujeres Libres, *Los Solidarios*, p. 275.

55. Conchita Liano, cité dans *Mujeres Libres*, *Los Solidarios*, p. 39.

*On peut voir sur Youtube (1'41) la présentation de « Sobre Negras tormentas 1936-1939 », dessin Cagliolo, scénario et montage Ruben Uceda.

DES CRIMINELS FONT ÉCOLE

Les chefs des armées revendiquent l'impunité pour leurs meurtres de masse réalisés, en cours ou potentiels. L'uniforme, déguisement à la mexicaine ou style zouave pontifical, garantirait un anonymat relatif et par conséquent l'absence de poursuites criminelles.

LE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES ARMÉES, exclusivement soumis au statut militaire, inspecte tous les régiments en vertu d'une délégation du ministre. Il enquête sur les cas de corruption ou d'abus de pouvoir, tant à l'intérieur de son administration (audit, conseil, évaluation), que pour les industries d'armement (régularité administrative, efficacité économique et opérationnelle): un chef de bande qui juge ses pairs, afin de mieux étouffer l'énormité des scandales!

Alors que leur seule raison d'être est de tuer les humains, une division RH (gestion de la chair à canon) existe dans les bureaux « finances » de chaque corps d'armée. L'intendance dispose même d'un Conseil supérieur de la fonction militaire, au Service interarmées chargé des munitions (*sic*). L'État-major des armées soigne ses relations avec les parlementaires, au sein des études stratégiques (lobbyistes + maîtres chanteurs). Les compromis entre professionnels du crime se règlent autour des tables rondes des associations professionnelles nationales de militaires (Union-APNM, GEND XXI, France Armement, Aprofef, APNM-Commissariat). Les personnels administratifs pléthoriques des divers services se caftent entre eux auprès d'un Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM).

En dépit de la crise économique, il y a beaucoup trop peu de candidats à l'engagement militaire. Qu'à cela ne tienne, les généraux ont trouvé la solution: les fabriquer à la chaîne

dans l'usine de l'éducastration nationale; d'où de nouveaux textes de loi édifiants.

Des classes de défense et sécurité générale (CDSG) ont été créées depuis 2005, avec l'objectif d'en avoir une dans chaque école. La mention « CDSG » devient obligatoire sur les diplômes pour pouvoir présenter un concours de l'État.

Afin de renforcer l'effort de guerre, la mémoire du patriotisme 100 % nationaliste et criminel sera magnifiée avec une délégation de porte-drapeaux par école et des cérémonies prises sur le temps scolaire (l'idée serait de supprimer les jours fériés du 8 mai et du 11 novembre pour les consacrer à des commémorations avec les scolaires).

Comme la question migratoire fragiliserait la cohésion nationale (la majorité des députés d'ultra-droite n'est-elle pas composée d'immigrés?), il sera exigé dans chaque établissement la présence d'un Délégué pour l'éducation à la défense (DEAD!): par exemple, des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), ou à défaut de brillants causeurs gendarmes, gardes forestiers, policiers municipaux, etc.

Comme avait été décrétée une formation continue obligatoire à la laïcité, cela impose (afin de faire croire que l'armée n'assassine pas) un module de défense dans chaque master (dispensé par de fiefés réservistes). Des épreuves « Défense Sécurité nationale » deviennent obligatoires à l'oral des épreuves d'admission aux concours de recrutement des professeurs des écoles, aux concours externes, aux CAPEPS, CAPLP, pour les surveillants, conseillers pédagogiques (CPE), etc.

Les stages en immersion militaire généralisés et sans exemption concernent les 560 000 élèves de seconde. Les programmes s'adaptent:

- SVT, études des pathologies et infections liées aux situations de guerre;
- EPS, gymnastique de préparation militaire;
- Technologies, orthèses et prothèses pour les blessés en opération militaire;
- Mathématiques, « Comment les maths peuvent-elles contribuer à vaincre Hitler? »;
- Musique, composer et jouer des morceaux pour l'armée;
- Littérature, étude et lecture de textes patriotiques qui sensibilisent aux enjeux de la défense...

Ces oukases – risquant d'être peu efficaces, en raison des lourdeurs institutionnelles et d'une désobéissance pacifiste – ont été programmés des camps militaires de fin d'année scolaire, voire même une conscription « à la suédoise » (c'est-à-dire à la discrétion de l'état-major pour combler les rangs).

Quant au SNU, gadget de détournement de mineurs si cher à Macron, il serait mis en sommeil, pour cause de déficit du budget...

L'institution du crime contaminera-t-elle totalement l'éducation?

Albertine Louvrier



Elle n'est pas des nôtres

À moins de vivre dans une grotte ou sur une île déserte, nul ne peut ignorer que l'essayiste Caroline Fourest vient de sortir un « essai » très autocentré à ce qu'il paraît, intitulé *Le Vertige MeToo*, qui s'en prend, comme le suggère le titre, au mouvement de libération de la parole des femmes.

DIFFICILE DE PARLER D'UN LIVRE qu'on n'a pas lu, mais les nombreuses critiques qui ont suivi sa parution suffisent à donner un petit aperçu de ce dont il est question.

Il semblerait donc que Fourest fasse une recension des différentes affaires qui ont défrayé la chronique ces dernières années, genre Weinstein, Polanski, PPDA, Depardieu pour les plus connues, dans l'idée de démontrer que la réaction des victimes et des féministes qui les soutiennent serait, dans l'ensemble, un tantinet exagérée. Il faudrait « graduer » car « tous les MeToo ne se valent pas ».

Apparemment, également, le « Je te crois » des manifs serait sujet à caution, exemple longuement cité dans son interview à France Télévisions d'une femme qui aurait brisé la carrière d'un collègue parce qu'elle l'a accusé à tort d'un « geste furtif en soirée ».

Bien évidemment, tous les comportements masculins toxiques ne sont pas comparables, Fourest n'a pas inventé la poudre, mais ils ressortissent tous d'un système social patriarcal qui dit que les femmes et leur corps sont accessibles jusqu'à l'extrême, les coups, le viol, le féminicide. Il s'agit là d'une différence de degré pas d'une différence de nature.



Donc, dans une société où existe un monopole masculin de la violence, pointer le cas particulier, parler de « machine à dénoncer », c'est la façon la plus réactionnaire de poser le problème, sauf bien sûr à s'assurer un confortable audimat sur tous les médias mainstream.

Ceci dit, pour Fourest, c'est normal, c'est une polémiste de droite, tendance islamophobe, qui ne mériterait pas qu'on s'intéresse à elle si elle ne caressait pas dans le sens du poil tous et toutes les tenants d'un féminisme qui défend le droit d'importuner.

Comme l'a dit une journaliste, Fourest, c'est la femme qui dérange les femmes, c'est aussi celle qui traite les victimes qui dénoncent des « marionnettes » ; Adèle Haenel et Judith Godrèche apprécieront...

Elle n'aime pas non plus la militante antiraciste Rokhaya Diallo ni le sociologue du genre Éric Fassin.

Ça tombe bien, car elles et eux sont des nôtres.

Michèle Gay

Face à l'exponentielle croissance des bruits de bottes dans les écoles,
nous souhaitons prendre l'offensive
en ridiculisant cette militarisation autoritaire d'arrière-garde,
mais extrêmement dangereuse dans le contexte actuel.

Le spectacle de Pascal Genneret,
Tout SNU, tout bronzé, nous est apparu comme un bon vecteur de réflexion...

Ça se passera au Cira Limousin
autour du 22 mars 2025. Tenez-vous au courant :
<<https://ciralimousin.ficedl.info/rubrique2.html>>.

LA VIGNE... ET LE VIN

Elles sont saisonnières, employées, salariées, cheffes d'exploitation, conjointes de chef d'exploitation. Elles ont accepté de raconter leurs journées de travail et leur investissement dans le dur et complexe travail de la vigne et du vin. C'est toute une équipe qui a recueilli et mis en forme les récits, qui ont été validés par les personnes concernées avant publication.

NOUS DÉCOUVRONS la diversité de leurs travaux : grâce au lexique, nous comprenons ce que veut dire tailler ou plier, tirer les bois ou curer les baguettes, monder, relever ou accoler... Outils et engins dévoilent leur évolution : un sécateur à l'ancienne et un sécateur électrique (dont le poids de la batterie a beaucoup diminué), une pince pour plier les baguettes et un pistolet pour poser les agrafes, le tracteur vigneron qui passe entre les rangs, et l'enjambeur qui passe au-dessus et donne le vertige, et tous leurs accessoires, souvent lourds à installer – pour labourer, biner, désherber, cisailler, traiter, vendanger, planter ou arracher des piquets...

Plaisirs et difficultés de cette vie professionnelle sont détaillés : l'observation de la nature et des saisons, de la pousse des pieds de vigne, des bourgeons et des feuilles, mais aussi la solitude (« *un pied de vigne, ce n'est pas bavard* ») ou les douleurs physiques, le mélange parfois compliqué à vivre entre la vie professionnelle et la vie personnelle et familiale.

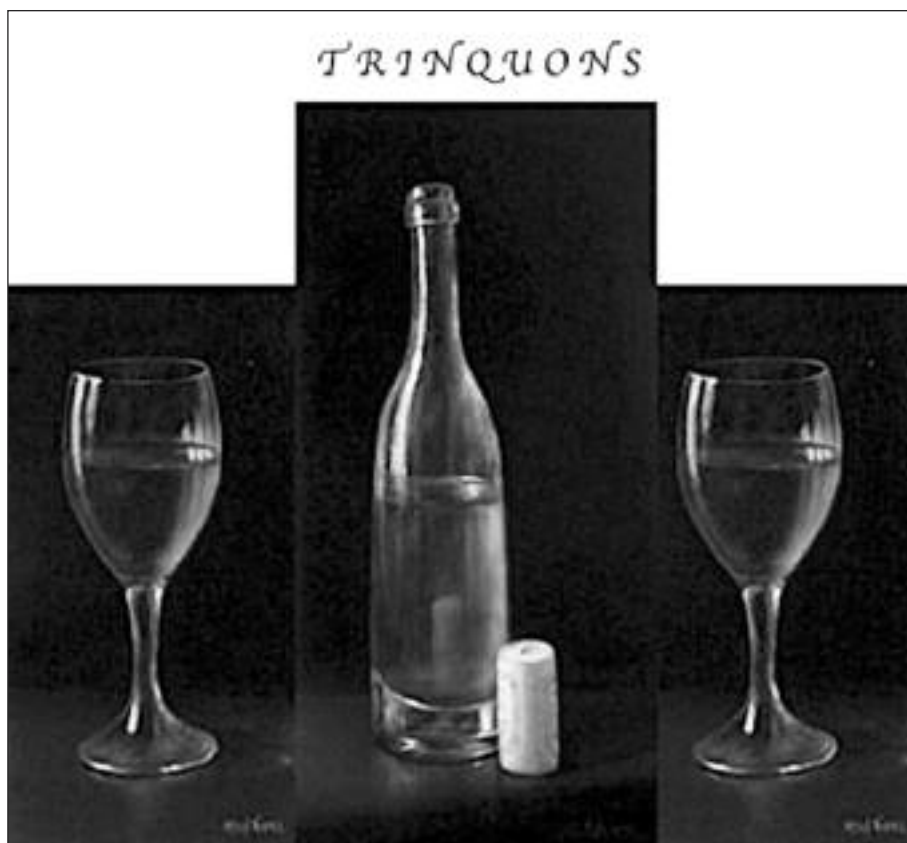
On réalise avec Lila qu'il « *faut y aller en douceur avec la vigne : la vigne, le cep, c'est dur comme matière. Plus on va vite, plus on se fait mal, quand on tire trop fort, la baguette nous gifle* ».

La variété des activités est soit répartie entre plusieurs postes de travail, soit entièrement assumée par les exploitantes, comme la taille, le pliage, l'entretien des pieds de vigne, mais la vendange nécessite l'embauche de saisonniers ; la conduite des engins peut être confiée à des salariés tractoristes ; la fabrication du vin est la tâche du maître de chai et sa conception est celle de l'œnologue ; la mise en bouteilles, la commercialisation, la recherche, peuvent faire appel à des spécialistes, ou pas.

Aurélien s'interroge sur la finalité de son travail : « *Je produis une boisson qui rend les gens accros : de l'alcool qui peut être consommé avec modération mais reste un produit dangereux pour la santé*. » Elle préfère dire qu'elle produit du raisin.

Plusieurs se questionnent sur les traitements phytosanitaires : Solange essaie de faire diminuer les doses et le nombre de passages, elle proteste quand les travailleurs restent dans les vignes après le traitement. Elle insiste pour qu'ils portent des vêtements protecteurs (gants, combinaisons, masques, lunettes). Elle a décidé de passer les vignes les plus proches de la maison en bio. Ana ne fait pas exécuter les traitements chimiques aux salariés et respecte une carence de 24 heures entre le traitement et le retour dans la vigne. En fait, il y a un tabou à parler entre viticulteurs de cette question des traitements : ce serait reconnaître que les problèmes de santé qu'ils rencontrent proviennent de ces produits.

La pénibilité du travail est très importante et occasionne beaucoup de problèmes de santé : on travaille par tous les temps, chaleur, froid, pluie, neige, gel ; on marche toute la journée ; on se baisse et on se plie pour être au niveau de la branche de la vigne à tailler ou à plier ; toutes les articu-



lations souffrent et les tendinopathies sont reconnues comme des maladies professionnelles par la MSA (sécurité sociale du secteur agricole). Des formations sont d'ailleurs proposées pour éviter de se faire mal.

Toutes assument les tâches administratives de l'exploitation: gestion des commandes de produits et de matériels, comptabilité, démarches, gestion du personnel.

Eva évoque très clairement l'inégalité des tâches entre les femmes et les hommes: « Les hommes ont tendance à faire la mécanique, le bricolage. On a nos postes, le travail est partagé, mais pas de manière équitable. Nous, on a le quotidien et eux, c'est mensuel ou hebdomadaire. Parce que ce n'est pas tous les jours que tu bricoles la mécanique non plus. Alors que faire à manger, c'est tous les jours. Promener les chiens, c'est tous les jours. C'est un peu dégueulasse. On a deux fois plus de fatigue. Quand on est deux, souvent le monsieur n'aime pas faire les papiers, donc tu dois faire tes papiers et les siens. Tout ce qui est administratif, c'est souvent la femme qui gère. Les hommes n'aiment pas! Nous, on n'aime pas non plus, mais il faut bien que quelqu'un se le coltine. Et puis, si déjà je fais le mien, autant faire le sien au passage. Mais la gentillesse, ils en profitent un peu. »

Le goût du travail bien fait

De l'avis d'Hélène: « Une femme a beaucoup de volonté, je pense que c'est un peu plus – pardon messieurs si on vous offense –, mais je pense que dans le travail de la vigne, les femmes sont beaucoup plus minutieuses. Je ne vais pas généraliser, les hommes auront peut-être plus de débit, une cadence plus soutenue, une force physique, mais le travail fait par les femmes sera plus fin et plus soigné. »

Le sexisme ordinaire

Solange constate que « les femmes, elles arrivent rarement en retard à la vigne et elles ne partent pas souvent avant. Tu peux leur faire confiance. Les hommes, ce n'est pas toujours le cas. On a eu un apprenti, un gars de vingt-quatre, vingt-cinq ans, qui ne supportait pas d'être dirigé par une femme. Il n'écoutait pas les consignes de ma fille, qui était sa maîtresse d'apprentissage. Il attendait toujours que ce soit mon mari qui lui dise ce qu'il devait faire. Là, je me suis fâchée un gros coup – il y a des fois où il le faut –, il a entendu et, comme il n'était pas d'accord, il a démissionné ».

Les inégalités

Plusieurs analysent les différences de statut entre les hommes et les femmes dans les exploitations: salaire inférieur, précarité plus fréquente, moindre reconnaissance, mais toutes sont bien conscientes de ces inégalités et essaient au quotidien de changer les choses, de s'imposer, même si aucune ne se dit féministe!



Peintures de Nelly Trumel

Merci à ces treize femmes d'avoir partagé leur vécu, leur « métier-passion » dans toute sa richesse, leur recherche de la beauté de la nature et de la justesse des gestes professionnels, leurs capacités à travailler seules ou avec d'autres, leur souci du soin à porter à la nature et aux personnes humaines!

Merci à Françoise Carraud et à toute l'équipe de la coopérative Dire le travail qui donnent à voir les réalités du travail.

Élisabeth Gigant Claude

co-animatrice de l'émission *Remue-ménages féministe* sur Radio libertaire 89,4 mhz et sur Internet.

Écouter ou podcaster l'interview de Françoise Carraud du 29 octobre 2024 :

<https://www.radio-libertaire.org/podcast/z_commun/emission_aff>.

Françoise Carraud (coord.), *Viticultrices. Treize femmes racontent leur travail de la vigne et du vin*, Coopérative Dire le travail, <<https://www.direletravail.coop>>.



Mémoires d'une femme docteur



C'est une fiction qui mêle des éléments biographiques de l'autrice, l'Égyptienne Nawal El Saadawi (1931-2021), une féministe du monde arabe de notre temps qui sera censurée, emprisonnée et contrainte à l'exil, mais qui, cependant, publiera de nombreux livres.

ENCORE PETITE FILLE, elle écrit avoir détesté sa féminité : « Tout en moi était honteux, alors que je n'étais encore qu'une enfant de neuf ans ! » (p. 14)

Obligée par sa mère à apprendre à cuisiner : « Tu te marieras un jour ! mariage ! mariage ! »

Obligée de porter son opulente chevelure emprisonnée dans des tresses que sa mère peignait deux fois par jour, alors que son frère, cheveux courts et en désordre, pouvait jouer librement dans la cour. Il s'agissait d'être présentable et désirable aux yeux des hommes que régulièrement invitaient ses parents. À propos de l'un d'eux, elle fut prise de frayeur : « Je vis son regard inquisiteur parcourir tout mon corps avant de se poser sur ma poitrine. »

Autre panique quand elle découvrit ses premières règles, car elle n'avait pas été avertie de cette possibilité ; sa honte d'être femme augmentait ; ses maigres libertés s'amenuisaient encore.

Sa première désobéissance, ouvrant sur son émancipation, fut de sortir dans la rue sans permission et de se faire couper les cheveux. Son père, pour autant, faisait l'étalage des qualités d'écolière de sa fille qui, effectivement, se révéla particulièrement douée.

Ayant achevé ses études secondaires, toujours brillamment, elle choisit la médecine tout en conservant ses craintes de tout contact masculin.

Pour tout dire, le premier homme qu'elle vit nu, ce fut sur une table de dissection pour pratiquer l'autopsie d'un cadavre, tout près d'un autre cadavre de femme, nue également :

« La science me prouva que la femme était semblable à l'homme, et l'homme à l'animal. » (p. 40)

C'est alors qu'elle prit conscience que vingt-cinq ans de sa vie s'étaient écoulés sans que jamais elle ne ressentie un seul instant ce que c'était que d'être une femme. La révolte de son enfance l'avait isolée, enfermée dans une grande solitude. Comment pouvait-elle continuer à vivre à présent alors qu'un besoin nouveau, un désir, s'était emparé d'elle : « La nostalgie d'une âme assoiffée d'amour et libérée par la raison et celle d'un corps vierge qui venait de s'échapper de sa prison. » (p. 57)

C'est la rencontre avec un ingénieur qui l'amena à envisager le mariage : « C'est juste une formalité, rien de plus », lui dit l'homme. Le papier ressemblait à un « contrat de location d'appartements ou de commerce, ou encore de parcelles agricoles ». (p. 69)

La banale formalité déboucha pourtant sur un échec quand, plus tard, son mari lui demanda d'abandonner sa profession pour se consacrer à son foyer :

« C'est moi l'homme.

– Que veux-tu dire ?

– C'est moi qui décide.

– Qui décide de quoi ?

– De tout, de cette maison et de ta vie. » (p. 71)

Elle le quitta.

« Ma mère avait gâché mon enfance, la science avait dévoré mon adolescence et les débuts de ma vie adulte, il ne me restait de ma jeunesse que quelques années que l'on pouvait compter sur les doigts d'une main. Je n'allais pas les gâcher et je ne permettrais à personne de le faire. » (p. 76)

Et puis le temps passa et, lors d'une soirée de réception, elle se retrouva à l'écart, remarquant « un homme tout ce qu'il y a de plus ordinaire qui se tenait non loin. Il portait des vêtements ordinaires et avait une allure ordinaire », un musicien. Une conversation amicale s'engagea avec bienveillance sur leurs métiers respectifs, mais, la rencontre touchant à sa fin, il lui dit tout simplement : « Appelez-moi quand vous voulez. »

Ce qu'elle fit en toute liberté.

André Bernard

Nawal El Saadawi,
Combien de cœurs. Mémoires d'une femme docteur,
traduction de l'arabe (égyptien) de Fayza El Qasem,
Les Prouesses, 2023.



Nawal al Saadawi a écrit de nombreux ouvrages contre les inégalités et l'obscurantisme religieux. Le plus connu, *La Face cachée d'Ève* analyse l'image des femmes dans l'imaginaire musulman; c'est un réquisitoire contre la domination et l'exploitation des femmes en Égypte.

Emprisonnée pour ses écrits...

En 1982, elle fonde l'Association de solidarité des femmes arabes (AWSA), dont le but est la lutte des droits des femmes et d'œuvrer à leur prise de conscience; elle fonde le magazine *Noon*. L'AWSA sera interdite en 1991.

Voici quelques propos tirés d'une interview de cette combattante:

« La séparation entre l'islam, la religion et l'État est nécessaire. Le code de la famille doit être civil. En Égypte, la plupart des lois sont civiles, mais pas le code de la famille. On souligne souvent que le code de la famille doit dépendre de la charia (loi islamique). Dans ce cas, pourquoi le code de la famille et pas les autres lois? Parce qu'il régit les femmes, qu'elles sont faibles et sans pouvoir politique. Nous luttons sur deux fronts: la séparation de la religion et de l'État, un code de la famille civil. [...]

Le problème de l'excision est lié au problème de l'esclavage et du patriarcat, cela n'a rien à voir avec les Arabes et date d'avant l'islam, les chrétiens ou les juifs. Je suis également contre la circoncision des garçons, c'est moins cruel et sauvage que l'excision, mais il faut respecter le corps humain. [...] Dans les villages, 80 à 90% d'individus pratiquent encore l'excision des filles et la circoncision des garçons. [...]

L'excision et la circoncision remontent à l'esclavage, à la période pharaonique. [...] L'excision n'a rien à voir avec l'islam; elle a été pratiquée en Afrique, en Amérique et même en Europe durant le Moyen-Âge pour renforcer la monogamie des femmes en diminuant leur sexualité. Beaucoup pensent que le voile vient de l'islam, mais, comme l'excision, il remonte à l'esclavage. Les hommes couvraient les femmes pour cacher et préserver leur propriété. En France, beaucoup pensent que l'oppression des femmes vient de l'islam. C'est faux, chacun interprète la religion selon ses intérêts. [...]

Il faut être vierge pour se marier. En tant que docteure, je me suis battue à maintes reprises... Que dire à une jeune fille enceinte, violée par son patron? Que faire lorsque l'avortement est illégal et que, si elle retourne chez elle, son père la tuera (surtout en Haute Égypte). [...]



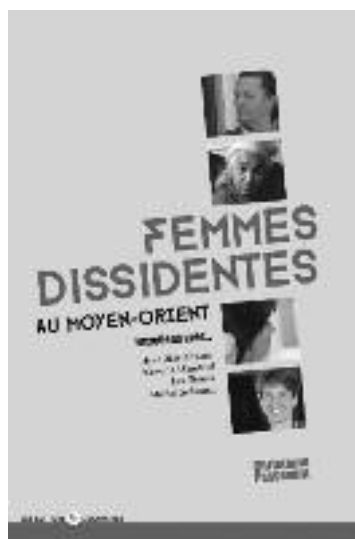
Nawal Al Saadawi, Paris, 1992.

Le code de la famille permet la polygamie et c'est une des raisons qui poussent la femme ignorante à avoir de nombreux enfants, en partie pour éviter la répudiation. [...]

[Dans l'association], nous étudions les racines de l'oppression dans l'histoire et le lien qui existe entre oppression de classe et patriarcat, de même que l'évolution de la religion. Les religions monothéistes ont un caractère particulièrement oppressif pour les femmes. [...]

Le fondamentalisme est un phénomène grave ici, mais c'est aussi un phénomène mondial: le fondamentalisme chrétien, le fondamentalisme juif, le fondamentalisme musulman, le fondamentalisme hindou. Pourquoi? Pourquoi cette renaissance des religions maintenant? L'Union soviétique a éclaté, mais le capitalisme a également échoué. Alors, comment le renflouer? En utilisant dieu et la religion. Dieu pour justifier les injustices, pour maintenir l'oppression de classe et pour que le peuple demeure pauvre. Il faut se soumettre aux volontés de dieu, et les femmes doivent rester à leur place! C'est un mouvement international. Toutes les religions sont utilisées, en Inde, au Sri Lanka... des États-Unis à l'Arabie saoudite, partout dans le monde.»

Solange



Extraits du livre de Christiane Passevant, *Femmes dissidentes au Moyen-Orient, entretiens avec Arna Mer Khamis, Nawal al Saadawi, Lea Tsemel, Michal Schwartz*, Les Éditions libertaires, 2014.

De quoi est-il question ?

Le soutien, ignoble et criminel, des pays occidentaux à la politique de colonisation par massacres de l'État d'Israël amène leurs dirigeants à qualifier d'antisémite toute critique et dénonciation de cette politique.

EMMANUEL MACRON, invitant Netanyahu à la commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv – introduisant une confusion entre une majorité de Juifs étrangers (hommes et femmes), apatrides ou réfugiés, mais aussi d'enfants nés en France de parents étrangers, et ce qu'ils ont subi de la part de l'État et de la police française, et Israël, pays qui n'existait pas à l'époque – s'est permis, outre du « cher Bibi » à son hôte, de glisser cette petite phrase : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme.* »

L'historien Dominique Vidal fait une réponse à Macron avec un petit livre éclairant, *Antisionisme = Antisémitisme ?* (Libertalia, 2019). Il dénonce dans cette phrase « *une erreur historique car l'antisionisme est d'abord et surtout un courant politique juif* » qui a réuni des personnalités telles qu'Einstein, Freud,annah Arendt ou Martin Buber, remarquant au passage que « *les juifs non-sionistes sont les plus républicains de tous, puisqu'ils donnent une priorité absolue à leur intégration dans leur communauté nationale* ». Il y dénonce aussi « *une faute politique* » car « *encourageant l'aventurisme de la droite et de l'extrême droite au pouvoir à Tel Aviv* ».

L'antisémitisme est un délit, puni comme toutes les formes de racisme par les lois de la République. L'antisionisme est une opinion politique, une vision du monde qui s'oppose à celle qui se déchaîne actuellement à Gaza, en Cisjordanie, au Liban.

L'auteur commence donc par faire une petite histoire du sionisme, depuis le 1^{er} Congrès sioniste mondial en 1897 à Bâle, organisé par Theodor Herzl, un homme marqué par les persécutions subies dans l'empire tsariste, par la plus grande communauté juive du monde (des vagues de pogroms, de 1881 à 1884 et de 1903 à 1906, font des centaines de victimes), et surtout marqué par le procès Dreyfus à Paris, qu'il suit pour un journal, et les manifestations antijuives qui l'ont accompagné. Pour Herzl, il faut un foyer pour le peuple juif. À cette fin, il visite les dirigeants de l'époque, mais il meurt en 1904 « *sans avoir obtenu le soutien britannique* ». Lequel viendra en plein conflit mondial, en 1917, avec la « Déclaration Balfour » qui promet « la Palestine pour les Juifs », mais en attendant, la SDN (Société des nations, l'ancêtre de l'ONU) met la Palestine sous mandat britannique en 1922.

La Grande-Bretagne va favoriser l'établissement d'un foyer national juif autour de la communauté juive de Palestine, augmentée de Juifs allemands dès la montée du nazisme. En août 1933, l'Organisation sioniste conclut avec le Reich un accord de transfert des Juifs vers la Palestine. Où l'on voit ce qui relie l'antisémitisme et... le sionisme justement : les racismes s'entendent pour mieux se disjoindre (de même l'URSS, après guerre, en 1947, se livre à une répression antisémite et, dans le même temps, livre des armes aux forces juives de Palestine, ce qui leur permettra de gagner la guerre de 1947-1949). Par ailleurs, dès le début, l'Organisation sioniste est allée recruter dans les pays arabes, des travailleurs juifs arabes afin « *de remplacer les ouvriers et les fellahs palestiniens par des Juifs, payés comme des Arabes* ». Le sionisme est colonialiste et raciste.

Pour les pays occidentaux, un État juif en Palestine a l'intérêt d'assurer une présence occidentale au Moyen-Orient. Israël en sera le coin enquillé de force. Il y aura de nombreuses révoltes arabes, des grèves insurrectionnelles et des plans de partage avec transfert de population. Le plan Peel, en 1937, déplace 200 000 Arabes, se trouvant côté juif, et 1 250 Juifs se trouvant côté arabe, tout cela sur fond de révoltes sociales écrasées par 50 000 Britanniques, 20 000

policiers juifs et diverses milices et organisations de défense juives. Dominique Vidal fait remarquer que « *le gros de l'élite palestinienne disparaît* » dans la répression, les autres s'exilent.

En 1938, la conférence d'Évian réunit 32 pays dans le but d'aider les Juifs fuyant l'Allemagne et l'Autriche. Aucun pays n'acceptera d'accueillir des réfugiés. Au lendemain de la guerre et après la Shoah, on touche au pire : les pays occidentaux ne se sentent pas d'accueillir tous ces rescapés des camps nazis qui leur rappellent de mauvais souvenirs. Aussi le projet sioniste les arrange et ils vont le soutenir. En 1947, le Foreign Office rend son mandat à l'ONU qui établit un partage de la Palestine en deux États. Mais cela ne suffit pas aux dirigeants sionistes. Après la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, ils commencent la guerre contre les régiments arabes à l'extérieur, et contre la population palestinienne à l'intérieur. Une guerre de nettoyage ethnique, dit Dominique Vidal. Huit cent mille Palestiniens chassés, leurs villages détruits, 11 villes vidées de leurs habitants, des centaines de milliers d'hectares de terre confisquées. La Nakba, la catastrophe. Pour les Juifs, un tiers de territoire en plus. « *Sionisme, on le voit, rime avec expansionnisme.* » Et pourtant, la droite n'arrive au pouvoir en Israël qu'en 1977. Mais dans le climat de guerre permanente qu'entretient l'État, la haine et le racisme se voient légitimés. Aujourd'hui, le gouvernement au pouvoir à Tel Aviv « *s'affirme comme le plus extrémiste de l'histoire du pays : c'est un véritable processus de radicalisation, voire de fascisation qui s'engage* ».

Quant à la situation réelle de la population israélienne, Dominique Vidal en donne un aperçu : 21% des Israéliens vivent sous le seuil de pauvreté contre 14,5% en France (l'armée et la guerre, ça engloutit des sommes folles !) et, parmi les victimes de la précarité, les rescapés de la Shoah, dont la moitié dépend d'associations caritatives pour se nourrir. Les inégalités sont évidemment fortement « *ethnificées* » : tout en haut de l'échelle, les Juifs ashkenazes (originaires d'Europe et d'Amérique du Nord), puis ceux originaires d'Afrique et d'Asie, puis ceux venant d'URSS depuis 1990, puis les femmes ashkenazes, puis beaucoup plus bas, les travailleurs arabes, les Éthiopiens, et tout en bas de l'échelle, les femmes arabes et d'origine éthiopienne. Pour ce qui est de l'égalité des genres, Israël a un score deux fois inférieur à la moyenne des 38 pays de l'OCDE. Les femmes israéliennes se heurtent à de nombreux problèmes concernant le mariage et le divorce. Le plan de lutte contre les violences domestiques a été abandonné faute de financement et le gouvernement n'a pas signé la Convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes. Voilà les résultats piteux du sionisme !

Et pourtant, l'antisionisme avait des adeptes et des théoriciens de poids. « *Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'immense majorité des Juifs rejette le projet d'État juif en Palestine.* » Lénine écrit : « *L'idée d'une nationalité juive... [crée] un état d'esprit hostile à l'assimilation, l'état d'esprit du "ghetto".* » Pour l'Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie (Bund), c'est la culture qui cimente le peuple juif, et non un État ou un territoire. Quant aux religieux juifs, ils sont contre le sionisme, qui se veut être « *une alternative à la religion* », dit Michel Warschawski, « *une autre façon d'être juif* ». Leurs textes sacrés fondateurs, s'ils parlent de « retour » et de « terre promise », ne les envisagent qu'à la fin des temps. C'est un projet divin, et non humain. Établir les Juifs dans un territoire, c'est prendre la place de Dieu. Un seul courant religieux, le Mizrahi, tente d'opérer une synthèse entre sionisme et religion. Longtemps ultra-minoritaire, il ne deviendra dominant qu'à partir de 1980.

De nombreux auteurs juifs, et des plus prestigieux, ont écrit contre le projet sioniste. Et trois femmes ont fait une sélection de leurs écrits, Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman, sous le titre *Antisionisme, une histoire juive*¹. Je vous en parlerai dans le prochain numéro. En Israël même, le Matzpen, mouvement révolutionnaire d'extrême gauche, prône une « désionisation » de l'État, afin qu'il devienne « un État de tous ses citoyens, indépendamment de leur origine, leur nationalité et leur religion ».

Pour ce qui est de l'antisémitisme, Dominique Vidal remet là aussi les choses au clair. En effet, le peuple juif a connu, au cours des siècles et de sa diaspora, des discriminations et des persécutions de la part du monde chrétien qui le considérait comme le peuple déicide, responsable de la mort de Jésus. Il s'agissait d'un antijudaïsme chrétien, fondé sur des préceptes religieux, et qui a, très tôt, « ghettoisé » les Juifs. Les Croisades sont l'occasion de massacres de Juifs, de Mayence à Jérusalem. Du XIII^e au XVI^e siècle, les Juifs sont régulièrement expulsés de divers pays d'Europe. La Réforme en rajoute, Luther prône l'incendie des synagogues, l'assassinat des rabbins et la confiscation des biens juifs, faut pas perdre le nord ! Puis c'est l'empire tsariste qui prend la relève avec des pogroms jusqu'au début du XX^e.

« La situation des Juifs est plus enviable en terre d'Islam, dit l'auteur, à condition de s'accommoder d'une condition protégée mais inférieure », ils y vivent « en bonne intelligence avec les musulmans ».

Le terme antisémite, quant à lui, sort en 1879 du pamphlet d'un politicien allemand, qui veut substituer à l'antijudaïsme chrétien qui a fait son temps, une forme de racisme spécifique, un racisme antijuif. Le raciste se sert toujours de cette vieille histoire hébraïque du bouc émissaire. Il lui faut une victime expiatoire pour manifester sa suffisance haineuse.

L'antisémitisme sera repris par Édouard Drumond avec son livre *La France juive* en 1886, resurgira pendant l'affaire Dreyfus, puis avec Pétain et la collaboration. Il réapparaît dans les années 1980 avec Faurisson, obsessionnellement négationniste, et s'accroche aujourd'hui aux « théories du complot » qui fleurissent sur les réseaux sociaux. Mais dans tous les cas, l'antisémitisme reste un marqueur de l'extrême droite.

Enfin, l'auteur fait le point sur l'actuel gouvernement d'extrême droite au pouvoir et les lois liberticides et expansionnistes qu'il a promulguées, en particulier la loi « État-nation du peuple juif » qui, dit-il, « grave dans le marbre constitutionnel le régime d'apartheid dénoncé dans les années 2020 par Betsalem, Human Rights Watch et Amnesty International ». Il note « l'alliance conclue en 2021 par Netanyahu avec les sionistes religieux... [qui] a permis le retour sur la scène politique... d'un courant suprémaciste juif, annexionniste, théocratique et homophobe ».

Cependant, Israël a du souci à se faire. Dans l'Assemblée générale de l'ONU, il est très isolé. La Cour internationale de Justice admet la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud. Sur les campus américains, la majorité des étudiants juifs prend parti pour les Palestiniens. Les foules des pays arabes sont horrifiées par l'écrasement de Gaza. Tandis qu'en Israël, jamais le Likoud n'est tombé aussi bas dans les sondages. Netanyahu surtout a du souci à se faire. Et Macron n'est pas très avisé de lui avoir donné du « cher Bibi » et fait des ronds de jambe. Cela pourrait le rattraper lui aussi !

M. M.

Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman (coord.),
Antisionisme, une histoire juive, Syllepse, 2023.

Éclair d'une insoumise

Présence

Les paroles d'une insoumise
se répandent dans la vie de tous les jours
sur les barricades mystérieuses
dans les traboules lyonnaises
et celles très spéciales de la Croix-Rousse
où les métiers des Canuts
dans leur fabrique de la soie
et celle toujours vivante de l'anarchie
ont inspiré notre Claire
l'enragée.
Son chemin mêlé d'action directe
de recherche historique
d'empathie pour les Roms
et d'un long compagnonnage
avec le peuple libertaire
vient de s'arrêter net
après une de ces longues maladies
encore incurables
nous rappelant notre faiblesse
face à ce monde que Claire voulait
bouleverser
par des paroles de feu
par des actions touchant le cœur
des hommes et des femmes
par cet esprit de révolte et de défi
que nous lisions dans ses yeux
où la lumière du jour faisait résonner
tous ces rêves de jeune fille
née d'un couple d'amoureux

poussé à interroger la société
et sa philosophie
par les yeux de l'existentialisme.
L'insoumise, la révoltée, l'enragée
n'a pas épargné ses énergies pour lutter
avec le peuple de l'ombre
celui qui nous a laissé une histoire
pour nous arracher de la peur
de tutoyer le pouvoir
lui arracher des morceaux de liberté
des espaces où nous pourrions danser
avec Emma et ses sœurs
flairer le vent de la contestation
enfiler l'une derrière l'autre
les pages de ces livres qui nous
aident à marcher sur le macadam
à embrasser un drapeau noir
à lancer nos cris d'alarmes
nos pétards cousus-main
par des ovalistes sans patrie.
Claire l'insoumise, la révoltée, l'enragée
un jour elle me raconte toute son histoire
un récit sans voile...
« Alors, dit-elle, je me souviens très bien !
C'était fin avril 1968.
Ce jour-là je portais une robe américaine.
Elle était bleu et vert
avec des couleurs de l'eau
bref psychédéliques [...]

j'avais dix-sept ans, [...] j'étais extrêmement gaie comme ça.
Il me viole, mon père,
dans cette robe-là. »
Les chapitres de sa vie suivent l'éclair
de ces paroles qui blessent
de cette force
qui semble ne jamais devoir s'éteindre.
De l'hôpital c'est elle qui nous a écrit
ce dernier chapitre où elle a mis encore
ses doigts dans l'encrier révolutionnaire
pour mettre à jour les mémoires libertaires
où elle avait puisé cette part de soi-même
individuelle et collective à la fois
sans jamais cacher l'arme de la critique
contre les conventions, la soumission
et ses conteurs dandy d'un
anarchisme sans âme.
Claire l'enragée, l'insoumise et la révoltée,
ses engagements, ses coups de gueule
et l'éclair de ses yeux
aujourd'hui brûlent les nôtres
d'où jaillissent des larmes
toujours aussi rouge et noir.

Mimmo Pucciarelli

Ce beau poème de Mimmo nous a été adressé fin octobre ;
le numéro 30 de *Casse-rôles* était déjà imprimé...

Une fragrance florale chyprée où s'entrelacent l'addiction de la rose et de la violette, l'excitation de la vanille et du patchouli et la profondeur du musc.»

[illegible]

(RÉ)ABONNEMENT

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an.

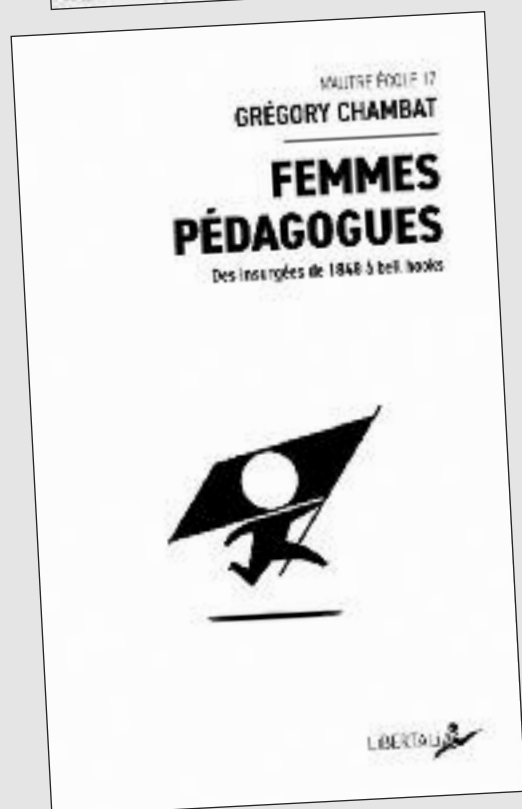
Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

TÉL. COURRIEL DATE

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre! Sinon, ça se saurait...

Rencontre avec le collectif du journal *Casse-rôles* et de *N'Autre école*, la revue de Questions de classe(s)



CASSONS LES RÔLES !

SAMEDI 12 AVRIL 2025

La Maison des femmes Thérèse-Clerc
accueille le collectif *Casse-rôles*
et *Questions de classe(s)*

À 18 heures,

Conférence de Grégory Chambat :

Les femmes pédagogues

Suivi d'un dîner partageux à 19 h 30

Rangement : 21 h 30-22 heures

DIMANCHE 13 AVRIL

10 heures-17 heures

Réunion du collectif *Casse-rôles*,
ouverte aux curieuses et curieux

Repas partagé : 12 h 30

Maison des femmes Thérèse-Clerc
24-28, rue de l'Église, 93100 Montreuil



Prochain dossier

Femmes de toutes les couleurs...

« Au milieu des ténèbres, je souris à la vie, comme si je connaissais la formule magique qui change le mal et la tristesse en clarté et en bonheur. Et la vie chante aussi dans le sable qui crisse sous les pas lents et lourds de la sentinelle quand on sait l'entendre », écrivait Rosa Luxembourg dans sa prison de Breslau en 1917.

« Être solide, lucide et gaie malgré tout, car gémir est l'affaire des faibles, le monde est si beau malgré toutes ses horreurs », nous écrit Rosa, trois ans avant de mourir sauvagement assassinée.

Ce message de la révolutionnaire, nous voulons l'entendre et laisser pour un temps derrière nous les masculinistes rageurs... pour célébrer les battantes, les lumineuses du monde entier, débordantes du désir de vivre malgré tout, Iraniennes, Afghanes, Africaines, Palestiniennes, c'est d'elles, de leur ardeur, de leur courage que nous vous parlerons dans le prochain numéro.

Dans ce dossier, nous découvrirons aussi que « woke », ce mot honni, est une

contraction afro-américaine de *woken*, qui exprime l'apport des luttes antiracistes et féministes. Les auteurs et autrices des œuvres nommées *woke* vont de Martin Luther King, Hannah Arendt, en passant par Geronimo, Claudette Guillaumin, Étienne de la Boétie, etc.

Le « wokisme » comprend beaucoup de **catégories**: décolonialisme, féminisme, antiautoritarisme, et bien d'autres !

CASSE-RÔLES

Édito.	2
Nettoyage social, à Mayotte et à Paris ...	3
Palestine. Hurlement contre un massacre	4-5
Mayotte. Un féminisme procolonial ..	6-11
Nouvelle-Zélande, Haka	12-13
Haïti. Ce qui est dévoré par la guerre ...	14
Intersectionnalité et oppressions.	14-15
Marronnage	16-17

DOSSIER: MONTÉE DES MASCULINISMES	18-49
--	--------------

Espagne 36-39. Mujeres libres	50-57
SNU. Des criminels font école	58
Elle n'est pas des nôtres.	59
Dire le travail. La vigne... et le vin. ...	60-61
Mémoires d'une femme docteure ...	62-63
Israël. De quoi est-il question ?	64-65
Claire Auzias, Éclair d'une insoumise.	65
La cause des femmes et L'Eau de pute! .	66

Bulletin d'abonnement.	66
Rencontre du collectif à Montreuil	67